

**Ministère de l'Économie, des
Finances et de la Prospective**

Tableau de Bord Statistique

*De
L'Économie et des Finances*

2021



Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles

Août 2022

AVANT-PROPOS



Le Ministère de l'économie, des finances et de la Prospective (MEFP) s'est engagé à améliorer son système d'informations statistiques afin de faciliter l'accès et l'utilisation de statistiques économiques et financières de qualité par le public en vue de contribuer à améliorer les prises de décisions notamment en matière de formulation et de suivi évaluation des politiques publiques. La disponibilité de ces statistiques et l'analyse des principaux indicateurs pour leur bonne appréhension par les utilisateurs, constitue un défi majeur pour mon département.

A ce titre, un Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF) est produit annuellement à l'issue de l'élaboration de l'Annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF).

Dixième du genre, le tableau de bord de l'économie et des finances 2021 analyse l'évolution sur la période 2012-2021 des principaux indicateurs de l'économie et des finances, contenus dans l'ASEF. Il constitue pour les acteurs (rices) du développement, un outil d'aide à la décision concernant la situation économique et financière du pays dans les différents domaines.

Je me réjouis de la régularité de la production du TBSEF. J'apprécie les efforts fournis par l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices pour sa production qui va sans doute permettre une compréhension approfondie de l'évolution de la situation économique et financière du Burkina Faso. Je fonde l'espoir qu'il répondra aux attentes des acteurs et actrices du développement.

J'exhorte l'ensemble des structures à travailler continuellement à garantir la fiabilité et l'actualité des données relevant de leur domaine. Toute proposition visant à améliorer les prochaines éditions du TBSEF serait la bienvenue.

Le Ministre de l'Economie,
des Finances et de la Prospective




Seglaro Abel SOME

Chevalier de l'Ordre National

TABLE DE MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	2
TABLE DE MATIÈRES.....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
LISTE DES TABLEAUX.....	7
LISTE DES GRAPHIQUES.....	8
RESUME EXECUTIF.....	10
INTRODUCTION.....	12
I. GÉNÉRALITÉS.....	13
I.1 Situation socio-démographique.....	14
I.2 Personnel du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective....	16
I.3 Budget du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective.....	18
II. SECTEUR RÉEL.....	20
II.1 Éléments de la comptabilité nationale (production du PIB).....	21
II.2 Éléments de la comptabilité nationale (emploi du PIB).....	23
III. SECTEUR MONÉTAIRE.....	25
III.1. Situation monétaire.....	26
IV. SECTEUR EXTÉRIEUR.....	28
IV.1 Situation de la Balance des Paiements.....	29
IV.2 Situation du commerce extérieur.....	31
V. FINANCES PUBLIQUES.....	33
V.1 Situation des prévisions et mobilisations des recettes budgétaires.....	34
V.2 Situation des dotations et exécutions des dépenses budgétaires.....	36
V.3 Opérations Financières de l'Etat (recettes et dépenses).....	38
V.4 Opérations Financières de l'État (soldes caractéristiques).....	40
V.5 Situation de la dette publique (Encours de la dette et service de la dette)...	42
V.6 Situation de la dette publique (ratios d'endettement).....	44
V.7 Situation globale de l'Aide Publique au Développement.....	46
V.8 Évolution des composantes des recettes et dépenses des collectivités territoriales par nature.....	48
V.9 Évolution des recettes et des dépenses des conseils régionaux.....	50
VI. AUTRES STATISTIQUES DU MEFP.....	52

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

VI.1	Indicateurs de la surveillance multilatérale.....	52
VI.2	Situation d'exécution des marchés publics	55
VI.3	Indicateurs des prestataires de services financiers.....	57
	CONCLUSION.....	59
	GLOSSAIRE.....	60
	CHIFFRES CLES DU SECTEUR « ECONOMIE ET FINANCES ».....	70

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
APD	Aide Publique au Développement
APFI	Association Professionnelle de la Finance Inclusive
ASEF	Annuaire Statistique de l'Économie et des Finances
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CF	Consommation Finale
CNE	Caisse Nationale d'Épargne
CNPE	Comité National de Politique Économique
DDP	Direction de la Dette Publique
DGB	Direction Générale du Budget
DG-CMEF	Direction Générale du Contrôle des Marchés publics et des Engagements Financiers
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDT	Direction Générale du Développement Territorial
DGEP	Direction Générale de l'Économie et de la Planification
DGESS	Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles
DGI	Direction Générale des Impôts
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EME	Etablissement de monnaie électronique
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Free On Board (Sans frais à bord)
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
IDH	Indice de Développement Humain
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MEFP	Ministère de l'Économie, des Finances et de la Prospective
MINEFID	Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personne déplacée interne
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RCPB	Réseau des Caisses Populaires du Burkina
RGPH-V	Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitation
Rev	Revenu

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

SFD	Système Financier Décentralisé
SIFIM	Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
SP-PIF	Secrétariat Permanent pour la Promotion de l'Inclusion Financière
TBSEF	Tableau de Bord Statistique de l'Économie et des Finances
TGUSF	Taux Global d'Utilisation des Services Financiers
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
VAN	Valeur Actualisée Nette
XBS	Exportation des Biens et Services

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I.1 : Évolution de l'effectif et de la structure de la population par sexe.....	14
Tableau I.2 : Évolution de l'indice du développement humain.....	14
Tableau I.3 : Espérance de vie à la naissance.....	14
Tableau I.4 : Structure de l'effectif du personnel par catégorie en 2021 (%).....	17
Tableau I.5 : Évolution des taux d'exécution des dépenses budgétaires du ministère (%).....	19
Tableau II.1 : Taux de croissance des valeurs ajoutées sectorielles, base 2015 (%).....	22
Tableau II.2 : Contribution des secteurs d'activité à la croissance du produit intérieur brut.....	22
Tableau II.3 : Taux de croissance de l'emploi du PIB, volumes chaînés à partir de 2015 (%).....	24
Tableau III.1 : Variation des principaux agrégats monétaires (%).....	27
Tableau III.2 : Variation des indicateurs monétaires (milliards FCFA).....	27
Tableau III.3 : Évolution Créances nettes des ID sur l'Administration Centrale (milliards FCFA).....	27
Tableau IV.1 : Variation des soldes de la Balance des paiements (milliards FCFA).....	30
Tableau IV.2 : Évolution de la variation des composantes de la balance des biens (milliards FCFA).....	32
Tableau V.1 : Taux de réalisation des recettes budgétaires (%).....	35
Tableau V.2 : Taux de réalisation des recettes budgétaires/nouvelle configuration (%).....	35
Tableau V.3 : Taux d'accroissement des dépenses exécutées (%).....	37
Tableau V.4 : Taux de progression des opérations de recettes de l'État (%).....	39
Tableau V.5 : Taux de progression des opérations de dépenses de l'État (%).....	39
Tableau V.6 : Variation annuelle des soldes caractéristiques du TOFE (milliards FCFA).....	41
Tableau V.7 : Évolution des taux d'accroissement de l'encours de la dette publique (%).....	43
Tableau V.8 : Évolution des taux d'accroissement du service de la dette publique (%).....	43
Tableau V.9 : Évolution de la structure de l'encours et du service de la dette publique (%).....	43
Tableau V.10 : Évolution de quelques ratios d'endettement.....	45
Tableau V.11 : Évolution de la structure de l'Aide extérieure par nature de financement (%).....	47
Tableau V.12 : Évolution de la structure de l'Aide publique au développement selon les instruments de financements (%).....	47
Tableau V.13 : Évolution du taux d'accroissement de l'APD selon les principaux instruments de financements (%).....	47
Tableau V.14 : Évolution de la part contributive de l'Aide Publique au Développement par groupe donateur.....	47
Tableau V.15 : Variation des recettes des collectivités territoriales par nature (milliards FCFA).....	47
Tableau V.16 : Variation des dépenses des collectivités territoriales par nature (milliards FCFA).....	49
Tableau V.17 : Évolution du taux de variation des recettes par région / conseils régionaux (%).....	51
Tableau V.18 : Évolution du taux de variation des dépenses par région / conseils régionaux (%).....	51
Tableau VI.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (UEMOA).....	53
Tableau VI.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (CEDEAO).....	54
Tableau VI.3 : Évolution de la variation des marchés publics en nombre par mode de passation.....	54
Tableau VI.4 : Évolution de la variation des marchés publics en valeur par mode de passation (milliards FCFA).....	56
Tableau VI.5 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés.....	58

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique I.1 : Structure par âge et par sexe de la population en 2019.....	15
Graphique I.2 : Évolution du taux d'accroissement naturel (%).....	15
Graphique I.3 : Evolution du taux de féminisation du Ministère.....	17
Graphique I.4 : Répartition du personnel par groupe d'âge en 2021.....	17
Graphique I.5 : Répartition du personnel par tranche d'ancienneté en 2021 (%).....	17
Graphique I.6 : Répartition du personnel par région en 2021.....	17
Graphique I.7 : Évolution des dotations et exécutions budgétaires du ministère (millions FCFA.....	19
Graphique I.8 : Évolution de la structure des dotations budgétaires du ministère (millions FCFA).....	19
Graphique I.9 : Répartition des dotations d'investissements par source de financement en 2021 (%).....	19
Graphique I.10 : Répartition des dotations budgétaires par programme en 2021 (%).....	19
Graphique II.1 : Évolution du PIB aux prix constants, base 2015 (milliards FCFA).....	22
Graphique II.2 : Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel en 2021 (en point de %).....	22
Graphique II.3 : Évolution de la part contributive des secteurs à la formation du PIB réel (%).....	22
Graphique II.4 : Évolution du PIB réel/habitant (milliards FCFA).....	22
Graphique II.5 : Évolution de la consommation finale et de l'Investissement (milliards FCFA).....	24
Graphique II.6 : Évolution des taux de croissance des investissements et de consommation (%).....	24
Graphique II.7 : Contribution des éléments de la demande à la croissance du PIB réel (en points de %).....	24
Graphique III.1 : Évolution de la masse monétaire et de ses contreparties (milliards FCFA).....	27
Graphique III.2 : Évolution des composantes de la masse monétaire (milliards FCFA).....	27
Graphique IV.1 : Évolution du compte des transactions courantes et ses composantes (milliards FCFA).....	30
Graphique IV.2 : Évolution de la structure du compte financier et ses composantes (milliards FCFA).....	30
Graphique IV.3 : Évolution du compte de capital et ses composantes (milliards FCFA).....	30
Graphique IV.4 : Évolution du solde global de la balance de paiement.....	30
Graphique IV.5 : Évolution de la structure des exportations selon les principaux produits exportés (% des exportations totales).....	32
Graphique IV.6 : Évolution du solde commercial (milliards FCFA).....	32
Graphique IV.7 : Évolution du taux de couverture (%).....	32
Graphique V.1 : Évolution de la contribution des régions à la mobilisation des recettes (%).....	35
Graphique V.2 : Évolution comparée des réalisations et des prévisions de recettes (milliards FCFA).....	35
Graphique V.3 : Évolution de la structure des recettes selon quelques natures de recettes (milliards FCFA).....	35
Graphique V.4 : Évolution des recettes ordinaires et extraordinaires (milliards FCFA).....	35
Graphique V.5 : Évolution des dotations de dépenses budgétaires par grande catégorie (%).....	37
Graphique V.6 : Évolution des dotations des principales catégories de dépenses budgétaires (milliards FCFA).....	37
Graphique V.7 : Évolution des taux d'exécution des dépenses par grande catégorie (%).....	37
Graphique V.8 : Évolution de la structure des recettes totales et dons.....	39
Graphique V.9 : Évolution des dépenses par composante (milliards FCFA).....	39
Graphique V.10 : Évolution du solde globale base engagement, du solde global base caisse et du solde courant (milliards FCFA).....	41

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique IV.11 : Structure de la dette intérieure par institution en 2021 (%).....	43
Graphique V.12 : Évolution de l'encours de la dette publique (milliards FCFA).....	43
Graphique V.13 : Évolution du service de la dette publique (milliards FCFA).....	43
Graphique V.14 : Évolution de l'encours de la dette/PIB.....	45
Graphique V.15 : Évolution du service de la dette/Exportation.....	45
Graphique V.16 : Évolution du service de la dette/Revenu.....	45
Graphique V.17 : Évolution de l'APD (millions \$US).....	47
Graphique V.18 : Structure de l'APD selon le groupe de donateur (millions \$US).....	47
Graphique V.19 : Évolution des recettes et des dépenses des collectivités territoriales (milliards FCFA).....	49
Graphique V.20 : Évolution des taux d'absorption des dépenses des collectivités territoriales (%).....	49
Graphique V.21 : Évolution des recettes et dépenses des régions (millions FCFA).....	51
Graphique V.22 : Évolution du taux d'absorption global des régions (%).....	51
Graphique V.23 : Situation des taux d'absorption par régions en 2020 (%).....	51
Graphique VI.1 : Évolution du taux de pression fiscale (%).....	54
Graphique VI.2 : Évolution de la masse salariale sur recettes fiscales (%).....	54
Graphique VI.3 : Evolution de la structure des marchés publics en volume par type de procédures (%).....	56
Graphique VI.4 : Evolution des marchés publics conclus en valeur par type de procédures (milliards FCFA)....	56
Graphique VI.5 : Répartition des marchés publics conclus en volume en 2021 par mode de passation (%).....	56
Graphique VI.6 : Répartition des marchés publics conclus en valeur en 2021 par mode de passation (%).....	56
Graphique VI.7 : Evolution de l'encours de l'épargne et du crédit des SFD (milliards FCFA).....	58
Graphique VI.8 : Evolution du profil des clients /membres des SFD (%).....	58
Graphique VI.9 : Répartition des points de services agréés de SFD par région en 2021.....	58

RESUME EXECUTIF

Le Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances analyse l'évolution des principaux indicateurs contenus dans l'Annuaire statistique 2021 regroupés dans cinq domaines : (i) secteur réel, (ii) secteur monétaire, (iii) secteur extérieur, (iv) finances publiques et (v) autres statistiques du ministère.

Secteur réel : en 2021, l'activité économique a enregistré une accélération de son rythme de croissance pour s'établir à 6,9% après 1,9% en 2020. Cette croissance a été tirée principalement par les secteurs tertiaire (4,4 points de pourcentage) et secondaire (2,3 points de pourcentage).

Secteur monétaire : la situation monétaire du Burkina Faso à fin décembre 2021 a été marquée par une hausse des Actifs extérieurs nets de 32,9%, des créances intérieures de 3,2% et des passifs non monétaire de 17,0%, induisant un accroissement de la masse monétaire de 16,9%, correspondant à un montant de 805,89 milliards FCFA.

Secteur extérieur : le compte des transactions courantes afficherait un solde excédentaire de 418,63 milliards FCFA en 2021 en lien avec l'amélioration de l'excédent de la balance commerciale. Le solde du compte de capital ressortirait excédentaire de 252,76 milliards FCFA, en hausse de 19,4%. L'ensemble des transactions avec le reste du monde afficherait un solde global excédentaire de 721,32 milliards FCFA contre 470,75 milliards FCFA en 2020.

Finances publiques

➤ Recettes et dépenses de l'Etat

En 2021, les recettes totales et dons se sont établis à 2 223,83 milliards FCFA, enregistrant une amélioration de 248,49 milliards FCFA par rapport à 2020, soit un taux d'accroissement de 17,3%. Sur la période 2012-2021, ils ont connu une tendance haussière, passant de 1 276,41 milliards FCFA à 2 223,83 milliards FCFA, avec une progression annuelle moyenne de 6,4%.

Les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une hausse de 12,9% pour s'établir à 2 867,23 milliards FCFA. Sur la période 2012-2021, ils ont connu une croissance annuelle moyenne de 7,8%. Cette tendance est imprimée par les dépenses totales qui sont passées de 1 453,74 milliards FCFA à 2 856,99 milliards FCFA, enregistrant ainsi une croissance annuelle moyenne de 7,8%.

➤ Soldes caractéristiques des opérations financières de l'Etat

Le solde global base engagement s'est situé à -643,40 milliards FCFA en 2021 en aggravation de 78,81 milliards FCFA sur un an. Quant au solde courant, il s'est amélioré de 164,28 milliards FCFA pour s'afficher à 59,07 milliards FCFA.

➤ Dette publique

En 2021, l'encours de la dette a connu un accroissement de 29,3% par rapport à 2020. Sur la période 2012-2021, l'encours de la dette publique est passé de 1 642,26 milliards FCFA à 6 178,71 milliards FCFA, soit une progression annuelle moyenne de 15,9%.

Le service de la dette s'est établi à 807,00 milliards FCFA en 2021 contre 558,53 milliards FCFA en 2020, soit un taux d'accroissement de 44,5%. Sur la période sous revue, le service de la dette est en constante progression avec un taux d'accroissement annuel moyen de 27,2%.

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

➤ Aide Publique au Développement

En 2021, le montant de l'APD s'est établi à 2 169,70 millions \$US en hausse de 1,3% par rapport à 2020. L'APD a cru à un rythme de 7,2% en moyenne par an sur la période 2012 à 2021.

Sur la période 2012-2021, l'aide projet est restée l'instrument de financement qui a le plus contribué à la formation de l'APD avec une proportion annuelle moyenne de 71,8%. L'APD reste composée en majorité de dons (74,2%) sur la période.

S'agissant du ratio « APD/PIB nominal », il s'est établi à 11,1% en 2021. Sur la période sous revue, ce ratio a connu une évolution discontinue et s'affiche en moyenne à 9,2% par an.

Quant au ratio « APD/habitant », en 2021, il est ressorti à 54 285 FCFA par habitant. De 2012 à 2021, il s'est situé à 39 153 FCFA par habitant en moyenne annuelle.

➤ Recettes et dépenses des collectivités territoriales

En 2020, les recettes et les dépenses des collectivités territoriales (CT) ont connu des progressions positives. Les recettes ont augmenté de 47,84 milliards FCFA (+25,0%) pour atteindre 239,10 milliards FCFA en 2020 et les dépenses de 31,59 milliards FCFA (27,7%) pour s'établir à 145,80 milliards FCFA.

Autres statistiques du ministère

➤ Situation des marchés publics

En 2021, 1261 marchés ont été conclus et représentent en valeur 150,56 milliards FCFA. Par rapport à 2020, les marchés conclus ont enregistré des baisses en volume et en valeur respectivement de 18,5% et 54,0%.

➤ Suivi des indicateurs de la surveillance multilatérale

Du profil des indicateurs macroéconomiques du Burkina Faso en 2021, il ressort une détérioration du ratio du solde budgétaire global, dons compris (base engagement) de 0,7 point de pourcentage, une amélioration du ratio masse salariale sur recettes fiscales qui est passé de 65,0% à 56,2% et une hausse du ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal (+8,5 points de pourcentage) par rapport à 2020. Le taux de pression fiscale s'est amélioré de 2 points de pourcentage pour s'afficher à 15,5% en 2021.

➤ Situation des prestataires de services financiers

Au niveau du paysage financier en 2021, il est observé des hausses du taux d'intérêt nominal de 0,54 point de pourcentage, de l'encours du crédit accordé par les institutions financières de 378,20 milliards FCFA et du taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF) de 6,0 points de pourcentage.

INTRODUCTION

L'économie mondiale a connu une reprise en 2021 malgré la persistance des contraintes sur l'offre et l'apparition du variant Omicron du coronavirus. Le taux de croissance s'est établi à 5,9% après une contraction de 3,1% en 2020.

Au niveau national, la croissance économique en 2021 est ressortie à 6,9% contre 1,9 % en 2020. Cette performance est soutenue par les secteurs tertiaire et secondaire qui ont contribué respectivement de 4,4 et de 2,3 points de pourcentage à la croissance. Toutefois, le pays reste tributaire des chocs exogènes, liés notamment à la mauvaise pluviométrie et au renchérissement des cours des produits énergétiques et alimentaires de base, toute chose qui accentue la vulnérabilité de celle-ci, favorisant peu le développement économique et social. A ces chocs, s'ajoute la crise sécuritaire consécutive aux attaques des groupes terroristes que le pays connaît depuis 2015.

Dans le cadre de l'amélioration de la croissance économique, le Gouvernement Burkinabè élabore et met en œuvre des politiques de développement opérationnalisées par les différents départements ministériels.

Afin de faciliter l'interprétation des informations sur l'évolution de la mise en œuvre de ces politiques, et une meilleure appréhension de la situation des différents domaines économiques et financiers, le Ministère de l'économie, des finances et de la prospective (MEFP), à travers la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS), produit un Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBSEF), qui analyse les principaux indicateurs de l'Annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF). En rappel, l'ASEF compile les données sur les dix (10) dernières années de l'économie et des finances pour les mettre à la disposition des utilisateurs des statistiques du secteur.

Cette dixième édition du TBSEF a été élaborée comme les éditions précédentes, suivant une démarche participative à travers l'implication de personnes de ressources et des correspondants statistiques de la DGESS auprès des structures productrices des données.

Le TBSEF 2021 est articulé autour de six points à savoir (i) les généralités, (ii) le secteur réel, (iii) le secteur monétaire, (iv) le secteur extérieur, (v) les finances publiques et (vi) les autres statistiques du ministère.

I. GÉNÉRALITÉS

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

I.1 Situation socio-démographique

Points saillants :

- amélioration continue de l'indice de développement humain sur la période 2012-2019;
- baisse de la proportion de la population à charge passant de 51,0% en 2012 à 48,8% en 2021 ;
- amélioration de l'espérance de vie.

Commentaire général

Évolution démographique

Le Burkina Faso a connu au cours de ces dernières décennies une situation démographique marquée par une forte croissance de la population. En effet, avec un taux d'accroissement annuel moyen de la population de 2,9% issu du RGPH 2019, les projections démographiques estiment à près de 22 163 838 habitants l'effectif de la population en 2021. La structure par sexe montre que les femmes représentent en moyenne 51,7%¹ de la population par an sur la période 2012-2021. Il ressort une population majoritairement jeune avec plus de 79,3% qui ont moins de 35 ans. La population à charge (moins de 15 ans et plus de 64 ans) est de 48,8% en 2021 contre 51,0% en 2012.

Indice de développement humain (IDH)² et espérance de vie à la naissance

Le Burkina Faso a enregistré une hausse continue de l'Indice de développement humain (IDH) qui s'est affiché à 0,452 en 2019 en amélioration de 0,018 point par rapport à 2018.

Quant à l'espérance de vie à la naissance, elle s'est progressivement améliorée, passant de 56,7 ans en 2006 à 61,9 ans en 2019. L'espérance de vie des femmes est passée de 57,5 ans en 2006 à 64 ans en 2019, tandis que celle des hommes est passée de 55,8 à 60 ans sur la même période.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Accroissement démographique (taux d'accroissement) : Mesure de l'augmentation d'une population au cours d'une période donnée du fait de la natalité, de la mortalité et de la migration.

Indice de développement humain : Outil synthétique de mesure du développement humain. Il chiffre le niveau moyen atteint par un pays donné sur trois aspects essentiels à savoir l'aptitude à vivre longtemps et en bonne santé (espérance de vie), l'instruction et l'accès au savoir (taux d'alphabétisation des adultes et taux de scolarisation) et la possibilité de bénéficier d'un niveau de vie décent (PIB par habitant).

Espérance de vie à la naissance : Nombre moyen d'années que peut espérer vivre un enfant à la naissance.

Sources statistiques : Institut national de la statistique et de la démographie (Enquête démographique 1991 et recensements de 1985, 1996, 2006, 2019 et projections démographiques de 2007-2020) ; PNUD (Rapports annuel mondial sur le développement humain)

¹ Projection démographique 2012 à 2020 effectué à partir du RGPH 2006 et 2021 à partir du RGPH 2019

² Les rapports 2020 et 2021 ne sont pas disponibles

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau I.1 : Évolution de l'effectif et de la structure de la population par sexe

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Effectif total	16 779 206	17 322 796	17 880 386	18 450 494	19 034 397	19 632 147	20 244 080	20 870 060	21 510 181	22 163 838
Sexe										
Hommes	48,25	48,25	48,25	48,26	48,27	48,28	48,30	48,31	48,33	48,35
Femmes	51,75	51,75	51,75	51,74	51,73	51,72	51,70	51,69	51,67	51,65

Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau I.2 : Évolution de l'indice du développement humain

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
IDH	0,343	0,388	0,402	0,402	0,42	0,423	0,434	0,452	nd	nd
Rang	183	181	183	185	182	183	182	182	nd	nd
Nombre de pays classés	187	187	188	188	189	189	189	189	nd	nd

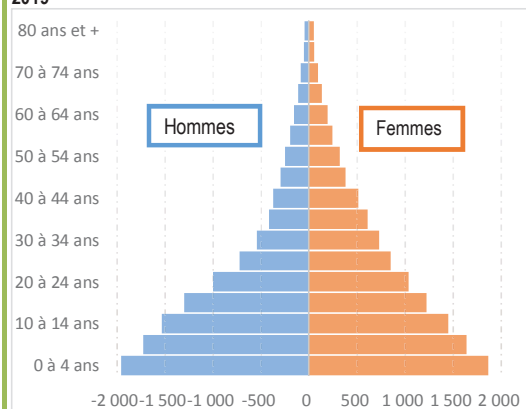
Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances
(nd)= non disponible

Tableau I.3 : Espérance de vie à la naissance

	1985	1991	1996	2006	2019
Hommes	48,20	50,70	53,50	55,80	60,00
Femmes	48,80	53,20	54,10	57,50	64,00
Ensemble	48,50	52,20	53,80	56,70	61,90

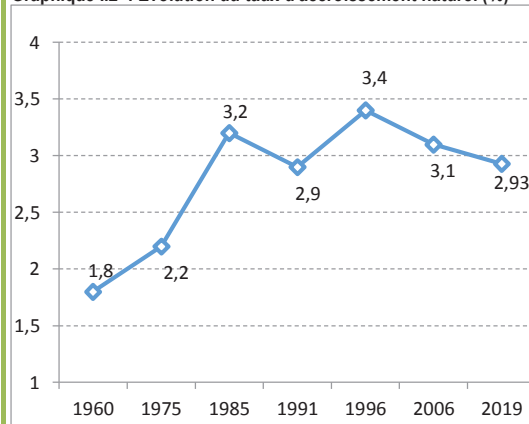
Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique I.1 : Structure par âge et par sexe de la population en 2019



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique I.2 : Évolution du taux d'accroissement naturel (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

I.2 Personnel du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective

Points saillants :

- personnel du ministère jeune (48,1%) en 2021 ;
- faible proportion des femmes (18,4%) en 2021 ;
- prédominance des agents de catégorie A et assimilés (33,4%) en 2021 ;
- baisse continue de l'effectif du personnel d'appui depuis 2015.

Commentaire général

Structure du personnel selon la catégorie

L'effectif du personnel du Ministère s'établit à 8 178 agents en 2021, en hausse de 56 agents par rapport à 2020. Il est composé des agents de catégorie A, B, C et assimilés, soit respectivement 33,4%, 27,9%, 31,9%. Les agents de catégorie D, E et assimilés représentent 6,7% du personnel. Les agents de la catégorie P représentent 0,1% du personnel. Le taux élevé de l'effectif de la catégorie A se justifie par la diversité des postes stratégiques et de conception dans le cadre du contrôle et de l'exécution de la dépense publique, du pilotage de l'économie et de la gestion du développement.

Sur la période 2012-2019, l'effectif du personnel du MEFP est passé de 7 385 à 9 411 soit une croissance annuelle moyenne de 3,5%. A partir 2020, l'effectif est passé de 8 122 à 8 178 en 2021. Cette baisse de 13,7% enregistrée entre 2019 et 2020 s'explique d'une part, par les effets de la mise en œuvre de la nouvelle politique de recrutement en lien avec la maîtrise de la masse salariale et d'autre part, par le changement du mode de comptage. Le dénombrement du personnel ne prend en compte que les agents en activité au sein du ministère, excluant de ce fait les agents en position de détachement, de stage, en disponibilité et ceux mise à disposition.

Structure du personnel selon l'âge et le sexe

En 2021, la répartition du personnel par âge fait ressortir 48,1% d'agents de moins de 40 ans. Quant à la répartition par sexe, les femmes représentent 18,4% après 18,7% en 2020. Sur la période sous revue, le personnel du ministère est relativement jeune (moins de 40 ans) avec une proportion annuelle moyenne de 57,4%. Aussi, il est constaté une faible représentativité des femmes avec une proportion annuelle moyenne 19,4%.

Structure du personnel selon l'ancienneté

En 2021, l'ancienneté du personnel du ministère est dominée par la classe [10-14 ans], soit 31,4%. L'effectif du personnel ayant moins de 15 années de service en 2021 représente 65,7% de l'effectif total. Les agents dont l'ancienneté est comprise entre 5 et 9 ans représentent 24,8% et les moins de 5 ans de service représentent 9,5% du personnel.

Sur la période 2012-2021, le personnel de moins de 15 ans de service représente 70,3%. Les agents ayant plus de 30 ans de service représentent 5,5% du personnel sur ladite période. La forte représentativité des moins de 15 ans est en corrélation avec le caractère jeune du personnel.

Répartition du personnel par région

En 2021, 64,6% du personnel du ministère exercent dans la région du centre au niveau des structures déconcentrées et centrales. La région du Sahel emploie moins de personnes avec 1,5% de l'effectif total.

Sur la période 2012-2021, la région du Centre regorge en moyenne annuelle 62,6% du personnel. La région du Plateau central emploie moins de personnel avec 1,6% en moyenne sur la période sous revue.

Note méthodologique

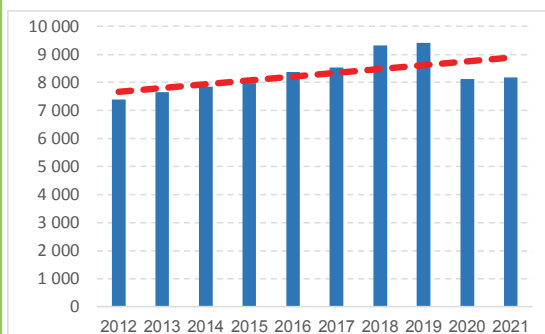
Concepts : Voir Glossaire

Structure du personnel : Constitution ou répartition du personnel selon la catégorie, l'âge, l'ancienneté, le statut, le sexe, etc.

Source statistique : Direction des ressources humaines/MEFP

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique I.3 : Évolution de l'effectif du personnel du ministère



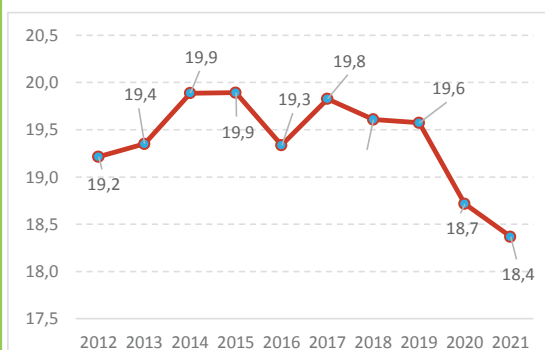
Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau I.4 : Structure de l'effectif du personnel par catégorie en 2021 (%)

	2021	Variation absolue	
		/2012	/2020
Agents de catégorie P	0,1	0,1	0,0
Agents de catégorie A et assimilés	33,4	2,9	0,9
Agents de catégorie B et assimilés	27,9	1,6	0,1
Agents de catégorie C et assimilés	31,9	7,4	-0,9
Agents de catégorie D et assimilés	3,1	-9,4	-0,1
Agents de catégorie E et assimilés	3,6	-2,6	0,0
Effectif total	100,0	0,0	0,0

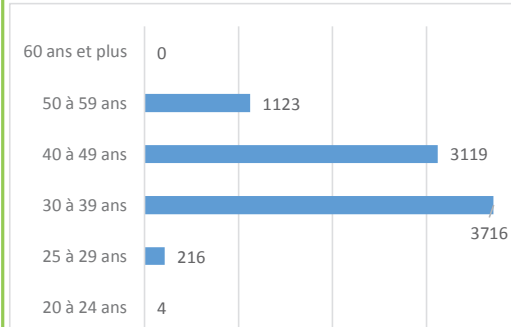
Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique I.3 : Évolution du taux de féminisation du Ministère



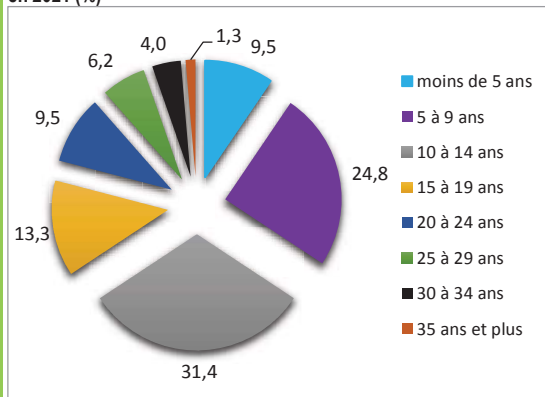
Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique I.4 : Répartition du personnel par groupe d'âge en 2021



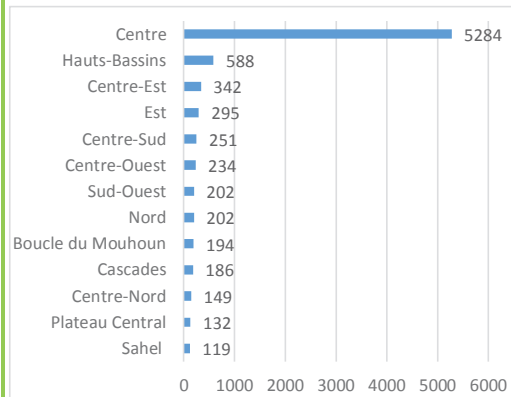
Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique I.5 : Répartition du personnel par tranche d'ancienneté en 2021 (%)



Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique I.6 : Répartition du personnel par région en 2021



Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

I.3 Budget du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective

Points saillants :

- hausse des prévisions de dépenses de 13,3% en 2021 ;
- hausse du taux d'exécution des dépenses budgétaires de 10,6 points de pourcentage en 2021.

Commentaire général

Évolution des dotations budgétaires

En 2021, les prévisions budgétaires du Ministère se chiffrent à 147,84 milliards FCFA en augmentation de 17,32 milliards FCFA (+13,3%) par rapport à 2020. Cette situation est la résultante de la hausse des dépenses ordinaires de 13,10 milliards FCFA et des dépenses en capital de 4,22 milliards FCFA. La progression des dépenses en capital est due essentiellement à l'augmentation des dotations du Projet d'appui à l'inclusion financière et d'accès aux petites et moyennes entreprises PAIF/PME. La hausse des dépenses ordinaires est principalement expliquée par l'accroissement des dépenses de personnel.

Sur la période 2012-2021, les dotations budgétaires affichent une tendance haussière avec une croissance annuelle moyenne de 5,9%. Cependant, elles ont enregistré des baisses en 2015 (-26,8%) et en 2019 (-1,4%). Les dotations budgétaires sont principalement dominées par les dépenses courantes qui représentent 71,0% de la dotation globale depuis 2015.

La répartition des dotations par programme³ en 2021 montre que le programme « Pilotage de l'économie et du développement » représente 39,6% du budget, suivi du programme « Pilotage et soutien des services du ministère » avec 28,1%. Les programmes « Mobilisation des ressources » ; « Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers » et « Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat » représentent respectivement 22,1%, 8,9% et 1,3%.

Évolution de l'exécution des dépenses budgétaires

Le taux d'exécution des dépenses budgétaires⁴ est de 91,0%⁵ en 2021 contre 80,4% en 2020, soit une hausse de 10,6 points de pourcentage. Cette hausse s'explique principalement par la reprise de l'activité économique après la crise sanitaire.

Sur la période 2012-2021, il a été enregistré des taux d'exécution des dépenses totales satisfaisants avec une moyenne annuelle de 88,6%. Concernant les dépenses courantes, le taux d'exécution moyen a été de 92,8% sur la période sous revue. Cette situation est imputable à une meilleure absorption des dépenses de fonctionnement (acquisition de biens et services) et de transferts courants, qui ont enregistré respectivement des taux d'exécution moyens de 99,1% et 92,8%. Pour ce qui est de l'exécution des dépenses d'investissement, il a été enregistré un taux d'exécution moyen de 80,2% sur la période.

En 2021, les programmes « Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat » et « Pilotage et soutien des services du ministère » enregistrent des taux d'exécution respectifs de 111,6% et 95,4%. Concernant les programmes « Pilotage de l'Economie et du développement », « Mobilisation des ressources » et « Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers », ils affichent des taux d'exécution respectifs de 90,0%, 89,5% et 82,1%.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Taux d'exécution des dépenses : Rapport entre les dépenses exécutées et les dotations budgétaires y relatives

Taux de croissance annuel moyen : Il s'agit d'un ratio à progression géométrique qui donne un taux de croissance constant sur la période étudiée ($t - t_0$).

Sources statistiques : Direction de l'administration des finances, circuit informatisé de la dépense/MEFP

³ A partir de 2020, suite à la revue des programmes budgétaires et aux recommandations du CASEM de décembre 2018, une mise en cohérence entre le budget programme et le plan d'actions ministériel en 2019 a permis de ramener le nombre de programmes de sept (7) à cinq (5).

⁴ Les dépenses budgétaires intègrent les financements extérieurs.

⁵ Un dysfonctionnement de l'interfaçage entre le Circuit intégré de la dépense (CID) et le Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat (SIGASPE) n'a pas permis de capitaliser l'ensemble des dépenses de personnel effectivement exécutées.

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

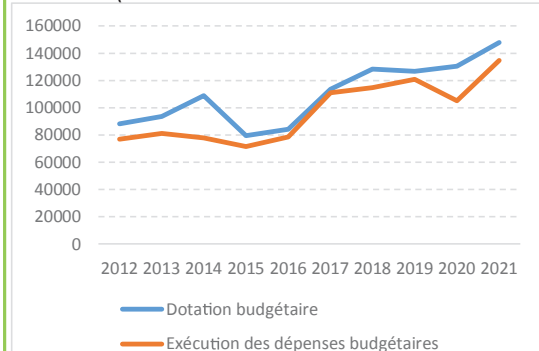
Tableau I.5 : Évolution des taux d'exécution des dépenses budgétaires du ministère (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépenses courantes	95,2	88,9	82,9	97,6	100,0	98,3	93,1	97,8	79,2	94,3
Dépenses de personnel	88,3	87,8	92,0	96,7	100,0	97,1	87,4	98,2	50,1	87,2
Dépenses de fonctionnement*	99,3	116,3	92,5	98,1	99,7	99,3	98,6	99,3	99,5	98,6
Transferts courants	99,3	86,7	74,0	98,7	100,0	97,3	85,2	95,5	97,3	99,4
Dépenses en capital	79,7	85,1	63,2	81,9	86,0	95,6	68,5	81,4	83,0	84,0
Total des dépenses	87,3	86,9	71,7	89,7	93,2	97,6	89,6	95,6	80,4	91,0

Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

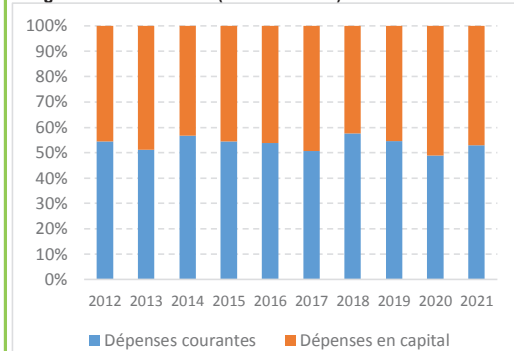
(*) à partir de 2017, cette nature de dépense s'intitule « dépenses d'acquisitions de biens et service, conformément à la nomenclature programme

Graphique I.7 : Évolution des dotations et exécutions budgétaires du ministère (millions FCFA)



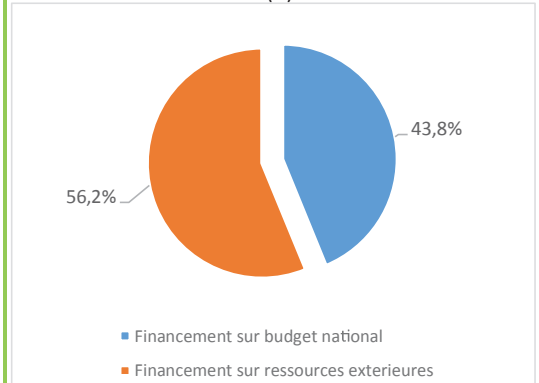
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances.

Graphique I.8 : Évolution de la structure des dotations budgétaires du ministère (millions FCFA)



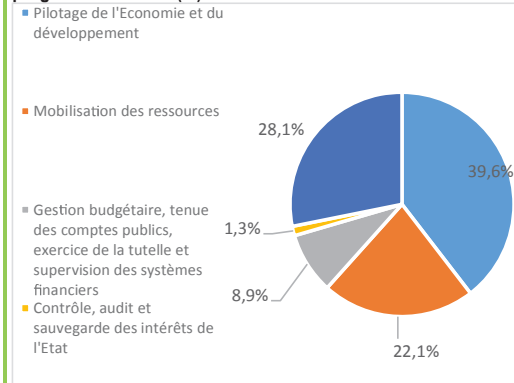
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances.

Graphique I.9 : Répartition des dotations d'investissements par source de financement en 2021 (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances.

Graphique I.10 : Répartition des dotations budgétaires par programme en 2021 (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances.



II. SECTEUR RÉEL

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

II.1 Éléments de la comptabilité nationale (production du PIB)

Points saillants :

- accélération du rythme de la croissance économique en 2021 (6,9%) ;
- reprise de la croissance du secteur tertiaire (+10,6%) en 2021 ;
- repli de la croissance du secteur primaire (-5,8%) en 2021.

Commentaire général

Évolution du taux de croissance du Produit intérieur brut réel

Malgré une situation sanitaire et sécuritaire difficile, l'activité économique nationale a connu une accélération de sa croissance en 2021 avec un taux de 6,9% après 1,9% enregistré une année plus tôt. Cette croissance est portée par le dynamisme des activités du secteur tertiaire (+10,6%) et du secteur secondaire (+8,7%), le secteur primaire ayant connu une récession (-5,8%). En termes de contribution à la croissance du PIB, les secteurs tertiaire et secondaire ont contribué respectivement de 4,4 et de 2,3 points de pourcentage. La production en volume s'est accrue en moyenne annuelle de 5,2% sur la période 2012-2021.

En ce qui concerne le PIB réel par habitant, sa croissance est ressortie plus faible. En effet, elle a été en moyenne annuelle de 1,5% sur la même période. En termes monétaire, il est estimé à 436 057 FCFA en 2021 contre 420 282 FCFA en 2020 et 382 206 FCFA en 2012.

Évolution des valeurs ajoutées brutes par secteur, volumes chaînés à partir de 2015

La valeur ajoutée du secteur primaire a enregistré une régression de 5,8% en 2021, s'affichant à 1 786,36 milliards FCFA contre un accroissement de 5,1% en 2020. Cette contreperformance est en lien avec la mauvaise campagne agricole 2021-2022 avec des baisses de production dans la quasi-totalité des spéculations. En effet, les données définitives de la campagne agricole 2021-2022, font ressortir une baisse de la production céréalière et des cultures de rentes respectivement de 9,5% et de 8,3%. Cette mauvaise campagne agricole est la résultante de l'irrégularité de la pluviosité et de l'abandon des superficies cultivables du fait de l'insécurité. Quant à la production cotonnière, elle a enregistré une hausse de 14,2%. Sur la période 2012-2021, le secteur primaire a connu un accroissement de sa valeur ajoutée de 2,1% en moyenne par an. En outre, il a contribué à hauteur de 18,5 % à la formation du PIB en 2021.

Concernant le secteur secondaire, sa valeur ajoutée s'est accrue de 8,7% en 2021 en glissement annuel, ressortant à 2 592,28 milliards FCFA. Cette performance est essentiellement liée à la bonne tenue des activités extractives (+9,8%), de l'industrie manufacturière (+8,4%), du sous-secteur de l'électricité-eau-assainissement (+7,7%) et de celui des BTP (+3,9%). L'augmentation des activités extractives est expliquée par la hausse de la production aurifère qui est passée de 62,138 tonnes en 2020 à 66,858 tonnes en 2021 conjuguée à l'appréciation du cours de l'or (1 799,0 dollars l'once contre 1 753,7 en 2020). Le secteur a contribué à hauteur de 26,8% à la formation du PIB en 2021. Sur la période 2012-2021, le secteur secondaire a connu un accroissement de sa valeur ajoutée de 7,2% en moyenne par an.

Quant au secteur tertiaire, sa valeur ajoutée s'est établie à 4 135,30 milliards FCFA en 2021, en progression de 10,6% après sa contraction de 5,5% enregistré un an plus tôt. Cette performance est essentiellement imprimée par une hausse de l'activité des sous-secteurs « transport et entreposage » (+27,1%), « commerce et réparation » (+20,6%), « hébergement et restauration » (+17,6%) et « services d'administration publique et autres services collectifs ou personnels » (+8,3%). La progression de ces sous-secteurs a été possible grâce à la levée des mesures barrières liées à la pandémie de la Covid-19. Le secteur a contribué à hauteur de 42,8% à la formation du PIB en 2021. Sur la période 2012-2021, le secteur tertiaire a connu un accroissement de sa valeur ajoutée de 5,1% en moyenne par an.

Note méthodologique

Concepts : Voir Glossaire

Produit intérieur brut réel (PIB réel) : Le PIB réel ou en volume (constant) est la valeur du PIB en tenant compte de la variation des prix, c'est-à-dire de l'inflation.

PIB réel base 2015 : Le PIB réel constitué par la valeur des biens i produits au cours de la période t mesurés à prix constants avec l'année de base notée $t_0=2015$.

PIB/habitant : PIB rapporté à l'effectif de la population.

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau II.1 : Taux de croissance des valeurs ajoutées sectorielles, base 2015 (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Secteur primaire	8,5	6,2	4,4	-3,2	4,2	-0,2	8,6	1,0	5,1	-5,8
Secteur secondaire	-1,7	4,6	10,4	6,5	5	5,9	9,5	2,4	12,2	8,7
Secteur tertiaire	8,6	5,4	5,1	5,6	6,7	6,2	5,1	7,8	-5,5	10,6
Impôts et taxes	18,6	9,7	-12,3	7,7	9,3	21,6	2,0	14,8	1,6	10,1
Produit intérieur brut	6,5	5,8	4,3	3,9	6	6,2	6,6	5,7	1,9	6,9

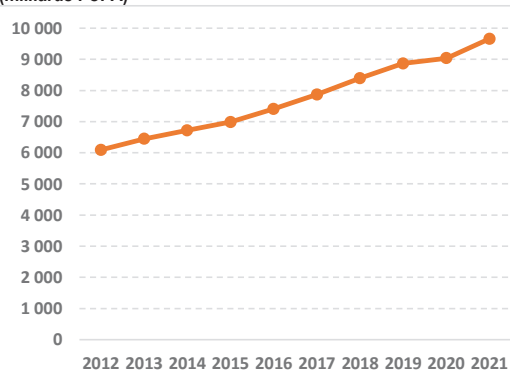
Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau II.2 : Contribution des secteurs d'activité à la croissance du produit intérieur brut

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Secteur primaire	2,0	1,5	1,0	-0,8	1,0	0,0	1,8	0,2	0,9	-1,2
Secteur secondaire	-0,5	1,2	2,5	1,6	1,2	1,5	2,4	0,6	3,3	2,3
Secteur tertiaire	3,5	2,2	2,1	2,4	2,9	2,7	2,2	3,4	-2,5	4,4
Impôts et taxes	1,5	0,9	-1,3	0,7	0,8	2,1	0,2	1,5	0,2	1,1
Produit intérieur brut	6,5	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,6	5,7	1,9	6,9

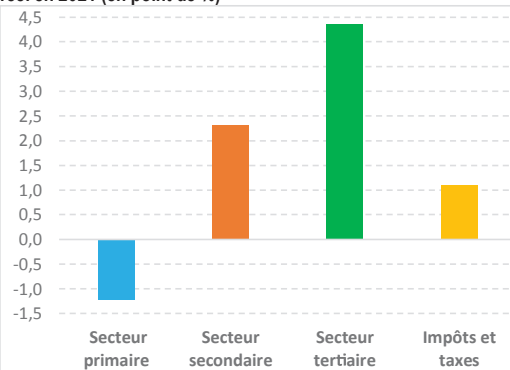
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique II.1 : Évolution du PIB aux prix constants, base 2015 (milliards FCFA)



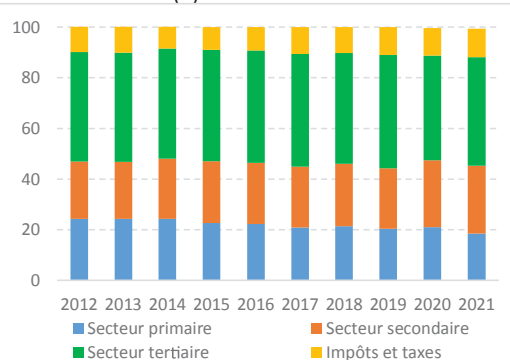
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique II.2 : Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel en 2021 (en point de %)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique II.3 : Évolution de la part contributive des secteurs à la formation du PIB réel (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique II.4 : Évolution du PIB réel/habitant (milliers FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

II.2 Éléments de la comptabilité nationale (emploi du PIB)⁶

Points saillants :

- accélération de la consommation finale ;
- accroissement substantiel des investissements en 2019 ;
- contribution négative des échanges extérieurs à la croissance du PIB en 2019.

Commentaire général

Selon l'optique des emplois, la croissance du PIB réel en 2019 a été portée par la demande intérieure (+11,3 points de pourcentage), les échanges extérieurs ayant contribué négativement (-5,3 points de pourcentage). Cette dynamique de la demande intérieure est imputable à la consommation finale (+6,2 points de pourcentage), notamment sa composante privée (+3,9 points de pourcentage) et aux investissements (+5,1 points de pourcentage).

Sur l'ensemble de la période sous revue, la demande intérieure a contribué en moyenne à hauteur de 7,4 points de pourcentage à la croissance annuelle du PIB, dont 4,8 points pour la consommation finale et 2,6 points pour l'investissement.

Évolution de la consommation

La consommation finale s'est établie à 7 539,97 milliards FCFA en 2019, en progression de 7,4% (+520,36 milliards FCFA) par rapport à son niveau de 2018. Cette augmentation est imputable à la consommation finale privée qui s'est accrue de 5,8% (+324,09 milliards FCFA) et à celle des Administrations publiques qui a connu une hausse de 14,0% (+196,27 milliards FCFA). Elle a contribué à la croissance du PIB réel à hauteur de 6,2 points de pourcentage en 2019 contre 2,8 points de pourcentage en 2018.

Sur la période sous revue, la consommation finale s'est accrue en moyenne de 6,2% par an, imprimée par la progression de sa composante publique de 10,8% et celle privée de 5,3%. La part de la consommation finale dans la formation du PIB s'est établie à 84,9% en 2019 contre 83,5% en 2018 avec une moyenne de 86,4% sur la période 2010-2019.

Évolution de l'investissement

Les investissements sont ressortis à 2 691,92 milliards FCFA en 2019 contre 2 262,50 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 19,0%. Cette augmentation est imputable à la Formation brute du capital fixe (FBCF) qui s'est accrue de 17,2% (+348,08 milliards FCFA). La variation de stock a contribué à hauteur de 81,65 milliards FCFA. Rapporté au PIB, l'investissement a représenté 30,3% en 2019 contre 26,9% en 2018 et une moyenne de 15,2% sur l'ensemble de la période sous revue. En outre, il a contribué à hauteur de 5,1 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2019 contre 9,1 points de pourcentage en 2018.

Évolution des échanges extérieurs

Le déficit des échanges extérieurs de biens et services s'est situé à 1 328,39 milliards FCFA en 2019 contre 881,88 milliards FCFA en 2018, en aggravation de 446,51 milliards FCFA. Cette aggravation est liée à une hausse des importations (+319,79 milliards FCFA) conjuguée à une baisse des exportations (-126,82 milliards FCFA). Les échanges extérieurs ont contribué négativement de 5,3 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2019 après une contribution négative de 2,4 points une année plus tôt. Sur l'ensemble de la période sous revue, les échanges extérieurs de biens et services ont contribué en moyenne à hauteur de -1,3 point de pourcentage par an.

Note méthodologique :

Produit intérieur brut (PIB) : Selon l'optique emploi, le PIB correspond à la somme des consommations, des investissements et des exportations moins les importations.

Part contributive à la formation du PIB : C'est le rapport entre la valeur de la grandeur et le PIB de l'année n

Part contributive à la croissance du PIB : C'est la variation de la grandeur entre l'année n et n-1 rapportée au volume du PIB de l'année n-1

Écarts statistiques (écart de chainage) : Ce sont des écarts ou des biais introduits par la rétropolation faite depuis le changement de base

Sources statistiques : Institut national de la statistique et de la démographie, annuaire statistique national 2018, comptes provisoires 2019

⁶Les données concernant l'emploi du PIB de 2020 et 2021 ne sont pas disponibles

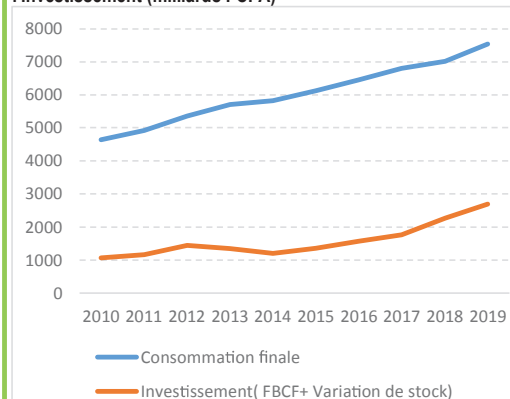
Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau II.3 : Taux de croissance de l'emploi du PIB, volumes chaînés à partir de 2015 (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Consommation finale des ménages	9,2	6,2	1,0	3,4	4,1	3,7	3,9	5,6	nd	nd
Consommation publique	6,9	6,0	6,2	11,8	10,6	13,3	0,6	14,0	nd	nd
Consommation Finale ISBSLM	14,6	9,6	7,6	8,5	7,9	1,6	3,9	9,4	nd	nd
Importation des biens et services	18,5	11,9	-8,9	11,2	7,3	10,1	16,5	10,1	nd	nd
Exportation des biens et services	0,2	19,5	6,6	1,5	2,6	8,5	12,8	-5,5	nd	nd
FBCF	14,2	8,3	-12,9	16,0	13,3	9,0	22,5	17,2	nd	nd
Variation des stocks	170,0	-93,6	197,4	-59,6	162,6	142,5	115,7	34,7	nd	nd
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	na	na	na	na	1,4	14,4	12,3	-0,5	nd	nd
Produit intérieur brut	6,5	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,7	5,7	nd	nd

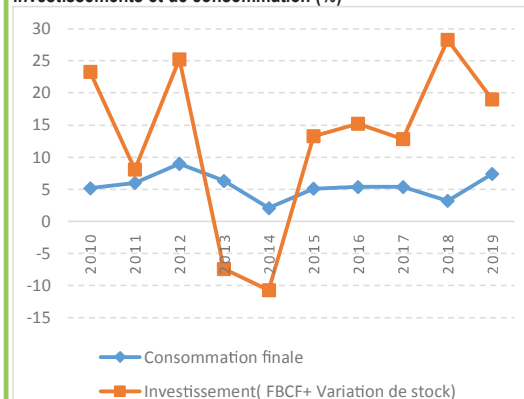
Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique II.5 : Évolution de la consommation finale et de l'Investissement (milliards FCFA)



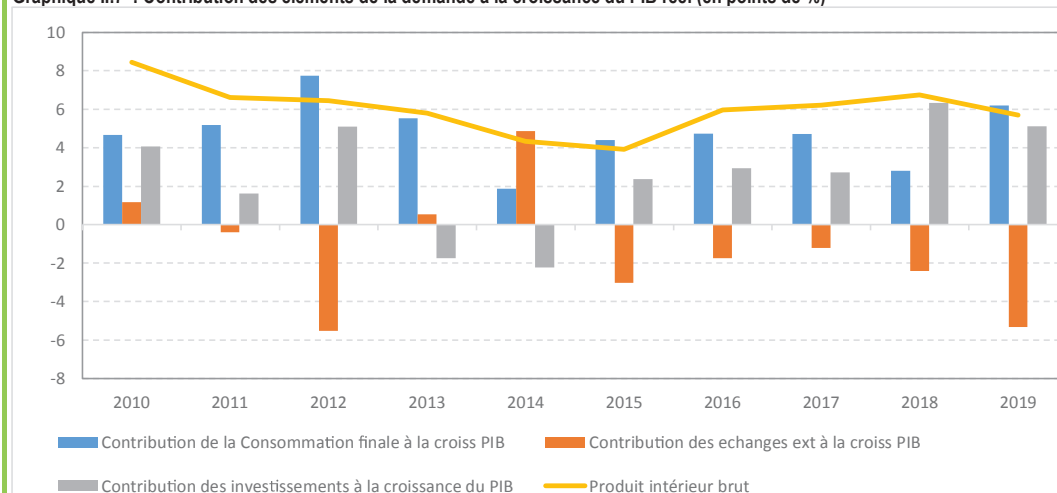
Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique II.6 : Évolution des taux de croissance des investissements et de consommation (%)



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique II.7 : Contribution des éléments de la demande à la croissance du PIB réel (en points de %)



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances.



III. SECTEUR MONÉTAIRE

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

III.1. Situation monétaire ⁷

Points saillants :

- hausse des Actifs extérieurs nets de 32,9% en 2021 ;
- accroissement de la masse monétaire de 16,9% en 2021.

Commentaire général

La situation monétaire du Burkina Faso a été marquée à fin décembre 2021, par un accroissement de la masse monétaire de 16,9% (+805,89 milliards FCFA) contre 17,8% (+722,80 milliards FCFA) en 2020, imputable principalement à la progression des Actifs extérieurs nets (AEN) de 32,9%, des créances intérieures de 3,2% et des passifs à caractère non monétaire de 17,0%.

Actifs extérieurs nets

Les AEN des institutions monétaires sont ressortis à 2 636,75 milliards FCFA à fin décembre 2021, en hausse de 653,09 milliards FCFA par rapport à la même période en 2020. Cette progression est attribuable aussi bien à l'augmentation des AEN des Autres institutions de dépôt (AID) (+391,13 milliards FCFA) qu'à celle de la Banque centrale (+261,95 milliards FCFA). L'augmentation des AEN des AID est impulsée par les encours de titres publics émis par les autres Etats de l'Union (+389,52 milliards FCFA). Quant à l'augmentation des AEN de la BCEAO, elle s'explique par l'effet conjugué de la baisse de ses engagements extérieurs notamment les autres comptes à payer aux non-résidents (-188,03 milliards FCFA) et de la progression de ses créances (+73,92 milliards FCFA), dans un contexte de hausse de la mobilisation des Droits de tirage spéciaux (DTS) par l'Etat auprès du FMI (+99,10 milliards FCFA). En moyenne annuelle, les AEN des Institutions monétaires ont connu une hausse de 191,61 milliards FCFA de 2012 à 2021. Cette augmentation s'explique par les accroissements moyens des AEN des AID (+147,62 milliards FCFA) et ceux de la BCEAO (+19,64 milliards FCFA).

Créances intérieures

Les créances intérieures à fin décembre 2021 sont ressorties à 3 487,40 milliards FCFA en progression de 106,55 milliards FCFA par rapport à 2020. Cette progression est imputable aux créances sur l'économie (créances sur les autres secteurs) et atténuée par les Créances Nettes sur l'Administration Centrale (CN-AC). En effet, les Créances sur l'économie se sont accrues de 365,43 milliards FCFA, en lien avec les crédits octroyés par les AID au secteur privé non bancaire (+365,67 milliards FCFA). Quant aux Créances Nettes sur l'Administration Centrale (CN-AC), elles ont régressé de 258,88 milliards FCFA imputable aux Créances Nettes de la Banque centrale (-116,85 milliards FCFA) et à celles des AID (-142,03 milliards FCFA).

Sur la période 2012-2021, les Créances intérieures ont connu une hausse annuelle moyenne de 13,0%, expliquée essentiellement par les Créances sur l'économie (+12,2%).

Masse monétaire (M2)

Suivant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est passée de 4 779,21 milliards FCFA à fin décembre 2020, pour s'établir à 5 585,10 milliards FCFA à fin décembre 2021, correspondant à une augmentation de 805,89 milliards FCFA. Cette progression est observée au niveau de la circulation fiduciaire (+135,86 milliards FCFA), des dépôts transférables (+483,12 milliards FCFA) et des autres dépôts inclus dans la masse monétaire⁸ (+186,85 milliards FCFA). Cet accroissement s'explique par les effets de la baisse du taux directeur de 2,50% à 2,00% intervenu le 24 juin 2020 et par la hausse des crédits bancaires au secteur privé ainsi que le renforcement des actifs extérieurs nettes pour atténuer l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur l'activité économique dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). En moyenne annuelle, la Masse monétaire (M2) a progressé de 411,88 milliards FCFA sur la période 2012-2021. Cet accroissement est retracé au niveau de l'ensemble de ses composantes notamment dans les dépôts transférables (+210,46 milliards FCFA) et les autres dépôts inclus

Note méthodologique :

Masse monétaire : Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Elle recouvre les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire + dépôts à vue) et quasi monétaires (comptes d'épargne et dépôts à terme).

Actifs extérieurs nets : Solde de l'ensemble des opérations de la Banque Centrale et des banques commerciales avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des créances brutes sur l'extérieur l'ensemble des engagements extérieurs.

Créances intérieures : Somme des créances sur l'économie et des créances nettes des institutions de dépôts sur l'Administration Centrale.

Créances sur l'économie : Ensemble des créances détenues par la BCEAO et les Autres Institutions de Dépôt sur les sociétés non-financières publiques et privées, les sociétés financières non collectrices de dépôt, les ménages, les ISBLSM et les administrations locales.

Sources statistiques : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances, à partir des publications statistiques de mars 2022 de la BCEAO.

⁷ La nomenclature utilisée dans la présente édition est conforme à l'édition 2000 du Manuel de statistiques monétaires et financières du FMI

⁸ Il s'agit des dépôts à termes et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque centrale

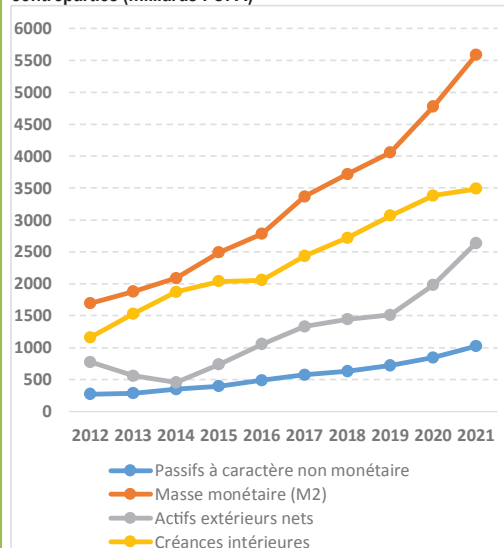
Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau III.1 : Variation des principaux agrégats monétaires (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Monnaie au sens large et ses composantes										
Circulation fiduciaire	21,4	-11,0	11,3	31,3	-6,2	59,6	29,0	13,5	6,4	19,5
Dépôts transférables	11,8	13,8	8,5	20,6	17,9	18,3	8,4	6,9	25,8	21,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	18,0	14,8	13,6	15,3	10,0	14,9	6,6	10,0	13,3	10,5
Masse monétaire (M2)	15,6	10,9	11,0	19,4	11,7	21,1	10,4	9,1	17,8	16,9
Contreparties de la masse monétaire										
Actifs extérieurs nets	7,3	-27,9	-18,4	62,1	42,7	26,3	8,5	4,5	31,5	32,9
Créances intérieures	23,7	31,6	22,6	8,7	1,0	18,5	11,7	12,7	10,2	3,2
Passifs à caractère non monétaire	19,9	4,2	21,9	14,4	23,4	17,3	10,3	14,2	17,0	21,1
Autres postes nets	-6,5	141,5	34,1	9,2	43,3	7,9	6,6	9,2	28,7	87,2

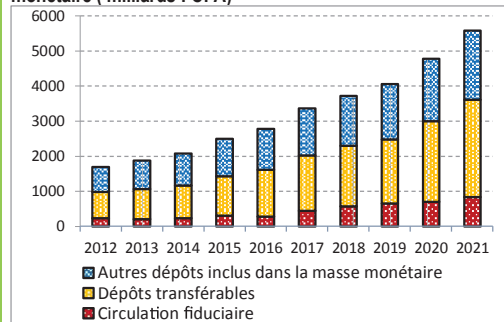
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique III.1 : Évolution de la masse monétaire et de ses contreparties (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique III.2 : Évolution des composantes de la masse monétaire (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau III.2 : Variation des indicateurs monétaires (milliards FCFA)

	Valeur	Variation	
	2021	2020/2019	2021/2020
Actifs extérieurs nets	2636,75	475,13	653,09
BCEAO	467,42	128,74	261,95
Banques	2169,34	346,39	391,13
Créances intérieures	3487,40	312,83	106,55
Créances nettes			
Sur l'Administration Centrale	-66,50	40,54	-258,88
Créances sur les autres secteurs	3553,90	272,30	365,43
Passifs à caractère non monétaire (2)	1020,10	122,48	177,80
Autres postes nets	-481,10	-57,32	-224,10
Masse monétaire (M2)	5585,10	722,79	805,89
Circulation fiduciaire	833,54	41,82	135,86
Dépôts transférables	2783,60	471,84	483,12
BCEAO	1,86	0,71	-1,03
Banques	2480,19	431,66	472,28
CCP et CNE	301,60	39,47	11,91
Masse monétaire (M1)	3617,14	513,64	618,98
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1967,90	209,16	186,85

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau III.3 : Évolution Créances nettes des ID sur l'Administration Centrale (milliards FCFA)

	Valeur	Variation	
	2021	2020/2019	2021/2020
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-66,50	40,54	-258,88
Créances nettes de la BCEAO	-95,40	63,18	-116,85
Créances	289,98	96,12	75,27
Engagements	385,38	32,94	192,12
Créances nettes des banques	28,89	-22,64	-142,04
Créances	874,08	188,35	129,14
Engagements	845,18	413,69	271,17

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances



IV. SECTEUR EXTÉRIEUR

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

IV.1 Situation de la Balance des Paiements⁹

Points saillants :

- repli de l'excédent du solde des transactions courantes (-9,17 milliards FCFA) en 2021;
- amélioration de l'excédent du solde global de la balance des paiements de 250,57 milliards FCFA en 2021.

Commentaire général

Évolution du compte des transactions courantes

Le solde excédentaire du compte courant a subi un repli de 9,17 milliards FCFA en passant de 427,79 milliards FCFA à 418,63 milliards FCFA de 2020 à 2021. Cette détérioration de l'excédent du solde courant résulte de l'aggravation des déficits de la balance des services (-86,31 milliards FCFA) et de la balance des revenus primaires (-55,53 milliards FCFA) conjuguées à la baisse de l'excédent de la balance des revenus secondaires (-74,91 milliards FCFA). En revanche, la balance des biens a affiché une amélioration de son excédent de 207,59 milliards FCFA.

Le solde de la balance commerciale s'est affiché excédentaire à la faveur du dynamisme des exportations plus important que celui des importations. En effet, en 2021, les exportations de biens sont ressorties à 3 079,51 milliards FCFA contre 2 789,86 milliards FCFA un an plus tôt, soit une hausse de 10,4%, tandis que les importations de biens se sont accrues de 82,06 milliards FCFA (+4,1%) en s'établissant à 2 106,41 milliards FCFA en 2021.

S'agissant de l'aggravation du déficit de la balance des services, elle est la résultante de la hausse des achats de services auprès de non-résidents (-101,59 milliards FCFA) plus importante que le règlement de frais de services par les non-résidents (+15,27 milliards FCFA). Le repli de ce compte est attribuable aux paiements nets aux non-résidents pour les frais de transport (-77,72 milliards FCFA). En ce qui concerne le déficit du solde des revenus primaires, il s'est exacerbé de 55,53 milliards FCFA en lien avec la progression des paiements des intérêts sur la dette (-31,08 milliards FCFA). Quant à l'excédent structurel du compte de revenu secondaire, il s'est contracté de 74,91 milliards FCFA. Ce repli s'explique principalement par la baisse des décaissements au titre des dons programmes (-86,20 milliards) au profit de l'administration publique. En pourcentage du PIB, l'excédent de la balance des transactions courantes se situerait à 3,8% en 2021 contre 4,1% en 2020, soit une détérioration de 0,3 point de pourcentage. Le solde du compte des transactions courantes accuse un déficit moyen annuel de 247,43 milliards FCFA sur la période 2012-2021.

Évolution du compte de capital

Au terme de l'année 2021, le compte de capital s'est établi à 252,76 milliards FCFA, en hausse de 41,14 milliards FCFA par rapport à 2020 et est attribuable en majeure partie aux transferts de capital reçus par l'Administration publique (+40,07 milliards FCFA). Le solde du compte de capital affiche un excédent de 181,93 milliards FCFA en moyenne annuelle sur la période 2012-2021.

Évolution du compte financier

En 2021, le compte financier a dégagé des entrées nettes de 53,42 milliards FCFA, après des sorties nettes de 164,38 milliards FCFA en 2020. Cette évolution a été imprimée aussi bien par les entrées de capitaux au titre des investissements directs (-156,99 milliards FCFA) et les investissements de portefeuille (-334,72 milliards FCFA), que par les sorties de capitaux au titre des autres investissements (+273,9 milliards FCFA). Sur la période 2012-2021, le solde du compte financier enregistre annuellement une entrée nette moyenne de 254,01 milliards FCFA.

Évolution du solde global

En somme, l'ensemble des échanges du Burkina Faso avec l'extérieur s'est traduit par un solde excédentaire global de 721,32 milliards FCFA en 2021 après un excédent de 470,75 milliards FCFA en 2020, soit un accroissement de 250,57 milliards FCFA. En moyenne, sur la période 2012-2021, le solde global est excédentaire de 186,24 milliards FCFA par an. La tendance du solde global de la balance des paiements, déficitaire depuis 2012, connaît une inversion à partir de 2015 pour s'afficher excédentaire à la faveur du boom minier que connaît le pays.

Note méthodologique :

Solde global de la balance des paiements : Ce solde récapitule l'ensemble des transactions effectuées par les agents privés entre l'économie et le reste du monde. Il correspond à la somme de la variation des actifs extérieurs nets (Banque Centrale et autres institutions de dépôts) et des écarts d'évaluation.

Sources statistiques : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

⁹Les données de la balance des biens et services communiquées par la BCEAO prennent en compte les valeurs estimées du fret.

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

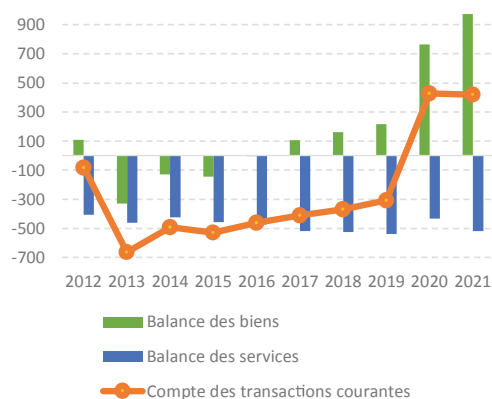
Tableau IV.1 : Variation des soldes de la Balance des paiements (milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Compte des transactions courantes	-7,28	-581,70	171,33	-36,13	67,01	50,27	42,83	62,34	734,71	-9,17
Biens et services	29,82	-489,15	236,43	-49,66	129,73	58,51	49,08	38,68	657,47	121,28
Balance des biens	94,31	-437,32	200,20	-14,09	142,35	105,61	55,89	53,20	551,18	207,59
Balance des services	-64,49	-51,84	36,23	-35,57	-12,62	-47,10	-6,81	-14,52	106,28	-86,31
Revenu primaire	-35,34	-54,19	-84,27	-21,96	-32,29	1,35	-36,55	-32,50	-20,39	-55,53
Revenu secondaire	-1,76	-38,36	19,17	35,48	-30,43	-9,59	30,30	56,16	97,64	-74,91
Compte de capital	46,71	100,63	-38,22	-46,42	-3,63	22,70	3,00	-49,91	85,69	41,14
Compte financier	94,61	-344,63	119,44	-491,38	99,95	64,18	177,52	60,62	416,98	-217,80
Solde global	-47,49	-143,65	14,10	416,49	-44,17	7,58	-130,69	-48,88	403,35	250,57

Source : DGESE, à partir des données de l'Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

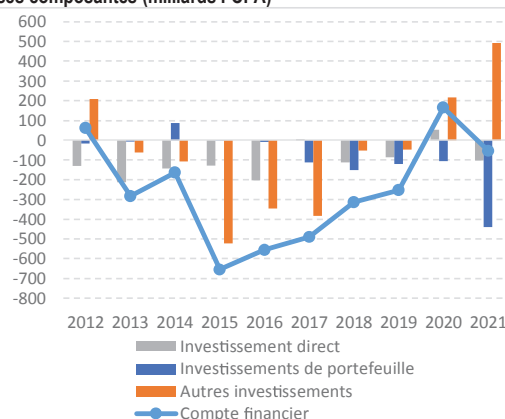
NB : au niveau du compte financier, le signe négatif traduit une augmentation des entrées nettes. Pour les autres comptes, il traduit une

Graphique IV.1 : Évolution du compte des transactions courantes et ses composantes (milliards FCFA)



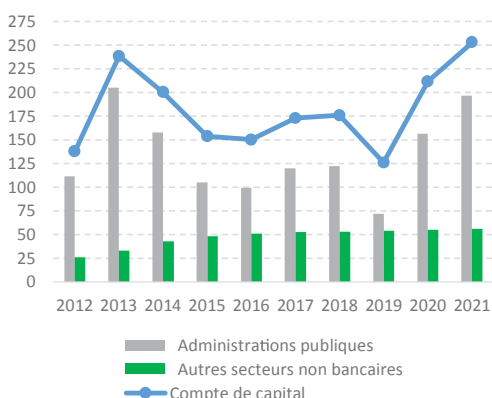
Source : DGESE, à partir des données de l'Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique IV.2 : Évolution de la structure du compte financier et ses composantes (milliards FCFA)



Source : DGESE, à partir des données de l'Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique IV.3 : Évolution du compte de capital et ses composantes (milliards FCFA)



Source : DGESE, à partir des données de l'Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique IV.4 : Évolution du solde global de la balance de paiement



Source : DGESE, à partir des données de l'Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

IV.2 Situation du commerce extérieur

Points saillants :

- accroissement de l'excédent du solde commercial de 67,5% en 2021 ;
- exportation d'or en progression de 121,16 milliards FCFA en 2021.

Commentaire général

Évolution du solde commercial

Le solde commercial du Burkina Faso est ressorti excédentaire de 230,22 milliards FCFA en 2021 après un excédent de 137,43 milliards FCFA un an plus tôt, soit une amélioration de 92,78 milliards FCFA. Cette évolution est imputable à un accroissement des exportations (+287,51 milliards FCFA) plus important que celui des importations (+194,73 milliards FCFA).

Évolution des exportations

En 2021, les exportations de biens du Burkina Faso se sont établies à 2 794,70 milliards FCFA après 2 507,19 milliards FCFA en 2020, soit un accroissement de 11,5%, lié principalement à l'augmentation de l'exportation d'or (+121,16 milliards FCFA) et à celle du coton (+101,30 milliards FCFA). En 2021, les exportations d'« Or et alliages d'or à usage non monétaire » (2 171,96 milliards FCFA) et de coton (252,00 milliards FCFA) ont représenté 86,7% de la valeur totale des exportations.

Sur la période 2012 à 2021, la valeur des exportations a augmenté en moyenne de 10,7% par an essentiellement imputable aux exportations d'« Or et alliages d'or à usage non monétaire » qui ont augmenté en moyenne de 11,6% par an.

Évolution des importations

La valeur des importations du Burkina Faso a augmenté de 8,2% en 2021 comparativement à 2020, portant leur niveau à 2 564,48 milliards FCFA contre 2 369,76 milliards FCFA un an plus tôt. Cette hausse serait principalement liée à la reprise généralisée de l'activité économique internationale en dépit de la persistance de la crise sanitaire du coronavirus. Rapportées au PIB nominal, les importations représentent 23,4% en 2021 contre 23,0% en 2020. Sur la période sous revue, les importations ont progressé de 4,4% en moyenne par an.

Évolution du taux de couverture

En 2021, le taux de couverture des importations par les exportations de biens a progressé de 3,2 points de pourcentage pour s'établir à 109,0% contre 105,8% en 2020. Sur la période 2012-2021, il s'est établi en moyenne annuelle à 78,5%.

Notes méthodologiques

Concepts : Voir Glossaire

Solde commercial : Différence entre les exportations et les importations d'un pays au cours d'une période donnée ;

Taux de couverture : Rapport entre les exportations de biens et services et les importations de biens et services. Il mesure la proportion dans laquelle les exportations du pays couvrent ses importations.

Sources statistiques : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances, à partir des publications statistiques de l'annuaire du commerce extérieur 2021 de l'INSD

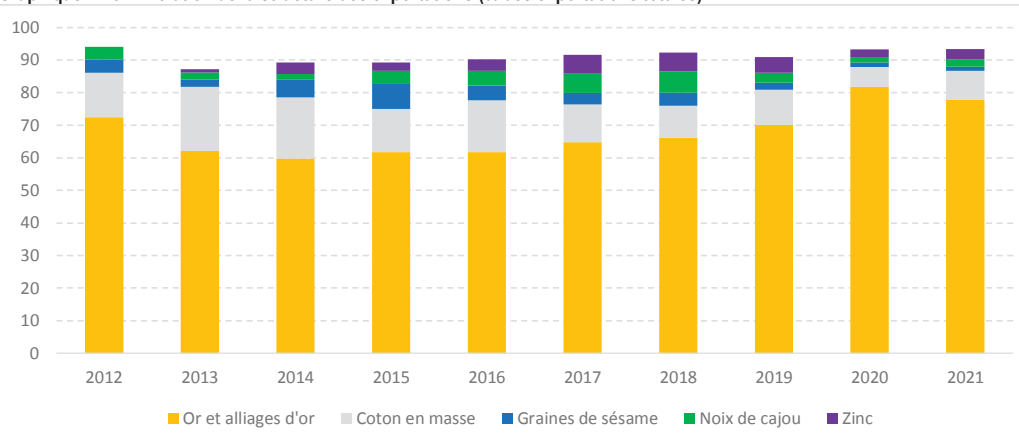
Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau IV.2 : Évolution de la variation des composantes de la balance des biens (milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations	6,4	55,1	37,2	76,2	203,4	186,2	122,6	98,5	610,5	287,5
Importations	514,3	310,4	-389,8	99,7	197,7	279,8	162,2	53,5	-83,9	194,7
Solde commercial	-507,9	-255,3	427,0	-23,4	5,6	-93,5	-39,6	45,0	694,4	92,8

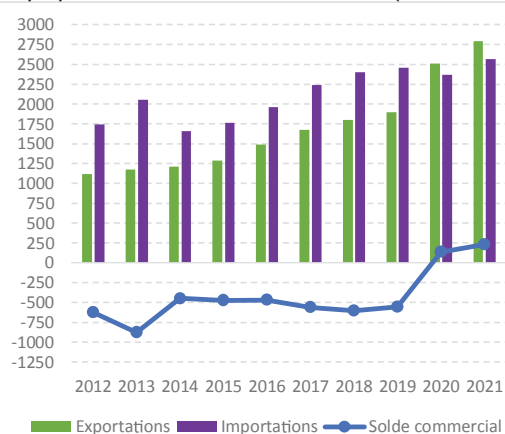
Source : DGESE, à partir des données de l'Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique .IV.5 : Évolution de la structure des exportations (% des exportations totales)



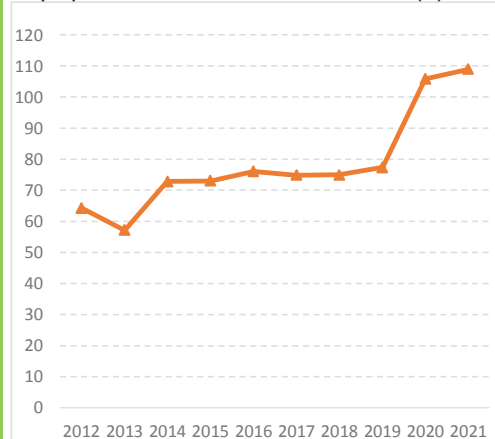
Source : DGESE, à partir des données de l'Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique .IV.6 : Évolution du solde commercial (milliards FCFA)



Source : DGESE, à partir des données de l'Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique .IV.7 : Évolution du taux de couverture (%)



Source : DGESE, à partir des données de l'Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances



V. FINANCES PUBLIQUES

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

V.1 Situation des prévisions et mobilisations des recettes budgétaires¹⁰

Points saillants :

- tendance haussière des réalisations des recettes budgétaires de 2012 à 2021 ;
- fort taux de réalisation des recettes budgétaires (103,2%) enregistré en 2021.

Commentaire général

Évolution des recettes budgétaires par nature¹¹

Les prévisions de recettes budgétaires totales sont passées de 2 057,80 milliards FCFA en 2020 à 2 181,99 milliards FCFA en 2021, soit une hausse de 124,19 milliards FCFA (+6,0%). Cette hausse est consécutive à celle observée au niveau des recettes ordinaires (+11,7%) et en particulier des recettes fiscales (+14,4%). Les recettes non fiscales ayant connu une baisse de 12,20 milliards FCFA (-5,2%). Quant aux recettes extraordinaires, elles ont connu une baisse de 71,05 milliards FCFA soit 18,4% en valeur relative. De 2017 à 2021, les prévisions de recettes budgétaires ont évolué en dents de scie avec notamment des hausses de 17,4% en 2019, de 6,0% en 2021 et d'une baisse de 2,4% en 2020. Sur la période 2012-2016, il est observé une tendance haussière des prévisions des recettes avec une variation annuelle moyenne de 5,9%. Cependant, des baisses de prévisions sont constatées en 2014 (-2,5%) et en 2015 (-6,2%).

Le recouvrement des recettes budgétaires totales¹² s'est situé à 2 250,84 milliards FCFA en 2021, en progression de 392,63 milliards FCFA par rapport à 2020, soit un taux d'accroissement de 21,1%. Cette hausse est attribuable principalement aux recettes ordinaires (+26,0%) portée par les recettes fiscales (+34,5%). L'augmentation des recettes ordinaires s'explique par la reprise de l'activité économique mais aussi par les mesures entreprises au niveau des régies de recettes en lien avec l'optimisation de la mobilisation des ressources internes, notamment la mise en oeuvre des téléprocédures et le renforcement des actions et mesures de recouvrement. Quant aux recettes extraordinaires, elles ont connu une régression de 4,9% expliquée par la contraction des dons programmes (-38,2%) en lien avec la fin de certains programmes budgétaires.

Sur la période de 2012 à 2016 on note une tendance haussière des recettes budgétaires avec une croissance annuelle moyenne de 5,9%. La situation des recouvrements des recettes budgétaires de 2017 à 2021 affiche une tendance haussière avec un taux de croissance annuel moyen de 11,1%. La mobilisation de recettes budgétaires rapportées aux prévisions affiche un taux de recouvrement de 103,2% en 2021. Sur la période 2012-2016, le taux de recouvrement annuel moyen s'est situé à 79,9% et celui de 2017-2021 est ressorti à 90,0%.

Évolution des recettes propres mobilisées par régie

En 2021, les recouvrements de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) ont baissé de 9,2% par rapport à 2020 soit 25,66 milliards FCFA en lien avec la baisse des recettes attendues au titre de la licence de téléphonie mobile (51,5 milliards FCFA en 2020 contre 32,5 milliards FCFA en 2021). Sur la période 2012-2021, les recouvrements sont en progression de 10,1% en moyenne par an.

S'agissant de la Direction générale des impôts (DGI), ses recouvrements en 2021 au profit du Budget de l'Etat ont connu une hausse de 21,9% par rapport à 2020 soit 189,09 milliards FCFA. Ce résultat s'explique essentiellement par la résilience des acteurs économiques en 2021, la digitalisation continue de l'administration fiscale, le suivi rapproché du portefeuille des contribuables et le renforcement du contrôle fiscal et des procédures de recouvrement. Sur la période sous revue, elle a connu une progression continue de ses recouvrements, excepté 2015, avec une croissance annuelle moyenne de 9,5%. Quant aux recouvrements de la Direction générale des douanes (DGD) en 2021, ils sont en hausse de 13,9% par rapport à 2020. Cette hausse s'explique essentiellement par l'interconnexion du SYDONIA avec les systèmes des pays voisins à travers le Système Informatisé de Gestion des Marchandises en Transit (SIGMAT). De 2012 à 2021, les recouvrements de la DGD ont connu une croissance annuelle moyenne de 5,2%.

En 2021, sur les recettes propres mobilisées, la DGI a contribué à 52,5%, la DGD à 34,8% et la DGTCP à 12,7 %. Les taux de recouvrement de la DGTCP, la DGI et la DGD sont respectivement de 121,8%, 109,9% et de 99,1% en 2021. Sur la période sous revue, les taux de réalisation des régies affichent des niveaux satisfaisants. En effet, le taux moyen annuel de mobilisation des recettes s'établit à 109,7% pour la DGTCP, 98,3% pour la DGI et 96,4% pour la DGD, soit un taux global annuel moyen de 101,3%.

Notes méthodologiques :

Taux de réalisation : Rapport des recouvrements sur les prévisions. Le taux annuel moyen est déterminé à partir de la moyenne arithmétique.

Taux de variation : Variation relative entre le recouvrement/prévisions de l'année (n) par rapport à l'année (n-1). Le taux moyen annuel est déterminé à partir de la moyenne géométrique.

Taux de décaissement : Rapport entre les décaissements et les prévisions des recettes extraordinaires.

Sources statistiques : Direction générale du Budget/Circuit informatisé de la dépense, Régies de recettes

¹⁰ L'analyse de la période sous revue est faite en deux temps : période budget objet (avant 2017) et celle du budget programme (à partir de 2017)

¹¹ Le budget est présenté suivant la configuration « Budget programme » depuis l'année 2017 et les emprunts projets et programmes sont classés dans les opérations de trésorerie.

¹² Il s'agit des recettes mobilisées par les régies au profit du Budget de l'Etat, augmentées des dons projets et programmes.

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.1 : Taux de réalisation des recettes budgétaires (%)

	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes ordinaires	107,1	94,9	84,6	97,2	93,4
Recettes fiscales	109,0	95,0	82,1	96,7	92,3
Recettes non fiscales	94,9	96,6	112,5	101,1	102,2
Recettes en capital	80,6	51,4	43,5	116,2	49,5
Recettes extraordinaires	49,0	50,5	43,8	59,4	70,8
Dons	44,8	41,5	34,7	65,5	59,4
Emprunts	55,9	67,6	59,6	52,9	79,5
Recettes budgétaires	82,8	77,5	71,1	82,5	85,7

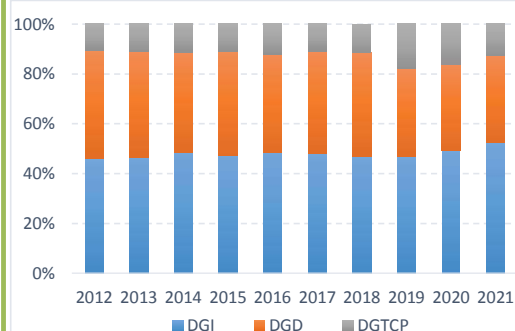
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances, régies de recettes

Tableau V.2 : Taux de réalisation des recettes budgétaires/nouvelle configuration (%)

	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes ordinaires	93,83	95,76	90,35	93,70	105,70
Dont					
Recettes fiscales	90,55	95,34	88,84	89,51	105,24
Recettes non fiscales	114,94	91,26	94,22	114,06	109,16
Recettes extraordinaires	34,48	51,85	53,60	75,54	88,03
Dons programmes	65,83	45,11	103,28	89,38	104,44
Dons projets et legs	23,33	61,79	24,83	63,84	81,10
Recettes budgétaires	82,14	88,61	85,64	90,30	103,16

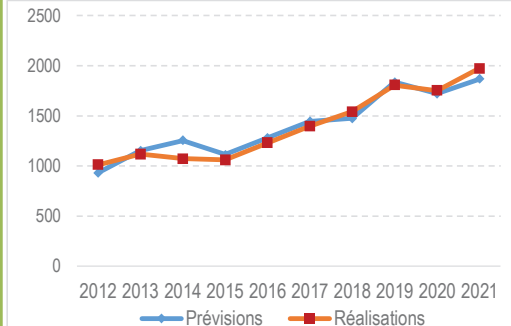
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances, régies de recettes.

Graphique V.1 : Évolution de la contribution des régies à la mobilisation des recettes (%)



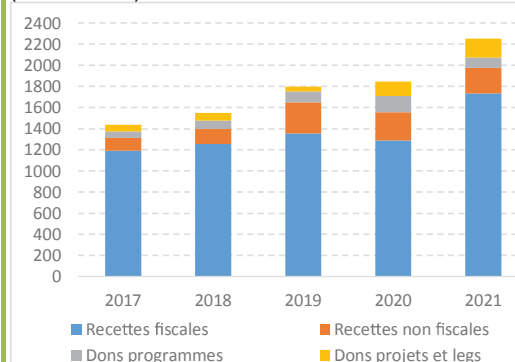
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances, régies de recettes

Graphique V.2 : Évolution comparée des réalisations et des prévisions de recettes (milliards FCFA)



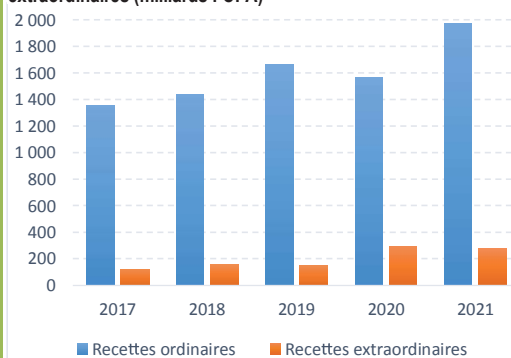
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances, régies de recettes

Graphique V.3 : Évolution de la structure par nature des recettes (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances, régies de recettes.

Graphique V.4 : Évolution des recettes ordinaires et extraordinaires (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances, régies de recettes.

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

V.2 Situation des dotations et exécutions des dépenses budgétaires

Points saillants :

- hausse des paiements de la charge financière de la dette depuis 2017 (+28,8% en progression annuelle moyenne) ;
- hausse continue des dépenses du personnel sur la période 2012-2021 ;
- hausse exceptionnelle des transferts en capital en 2020.

Commentaire général

Évolution des dotations budgétaires

En 2021, les dotations globales ont augmenté de 5,5% (+140,02 milliards FCFA) par rapport à 2020 où elles étaient de 2 532,76 milliards FCFA. Cette hausse des dotations s'explique essentiellement par la progression de toutes les natures de dépenses ordinaires exceptée les dépenses de transferts courants qui enregistrent une régression de 6,8%. Les principales hausses sont supportées par les charges financières de la dette (+60,22 milliards FCFA), les dépenses de personnel (+51,99 milliards FCFA) et les dépenses d'acquisitions de biens et services (+13,75 milliards FCFA). Les dépenses ordinaires sont prépondérantes sur celles en capital avec une part annuelle moyenne de 60,83% sur la période 2012-2021.

Sur la période 2012-2021, les dotations budgétaires ont connu une tendance haussière passant de 1 682,03 milliards FCFA à 2 672,78 milliards FCFA, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 5,3%. Bien que la tendance soit haussière sur la période sous revue, des baisses prononcées ont été enregistrées en 2015 (-114,52 milliards FCFA) et en 2018 (-105,85 milliards FCFA). De 2018 à 2021, les dotations ont observé une hausse continue supportée principalement par la progression des dépenses ordinaires (les dépenses de personnel et les charges financières de la dette). Une baisse a été enregistrée entre 2017 et 2018, passant de 2 297,78 milliards FCFA à 2 191,93 milliards FCFA, soit un repli de 4,6% liée à la baisse des dépenses ordinaires et celles des investissements.

Sur la période sous revue, les dépenses de personnel ont connu une progression continue avec une croissance annuelle moyenne de 12,3%. Cette progression s'explique essentiellement par l'incidence financière liée à l'accroissement des effectifs des agents publics, à la mise en oeuvre de la fonction publique hospitalière, du nouveau statut de la police nationale et de la poursuite de l'application des mesures gouvernementales portant, entre autres, sur le statut valorisant des enseignants.

Depuis 2017, les dotations des charges financières de la dette ont connu une augmentation continue passant ainsi de 67,69 milliards FCFA à 173,60 milliards FCFA en 2021, soit une croissance annuelle moyenne de 26,5%. Concernant les dotations des transferts en capital, elles ont connu un accroissement exceptionnel en 2020 par rapport à 2019, passant de 5,06 milliards FCFA à 65,00 milliards FCFA, en lien avec la restructuration des entreprises suite aux effets de la pandémie à Coronavirus. Elles ont connu une baisse de 55,45 milliards FCFA en 2021. Sur la période 2012-2021, les dotations des transferts en capital ont évolué en dents de scie.

En 2021, les dépenses d'investissements exécutés par l'État ont enregistré un accroissement de 101,86 milliards FCFA par rapport à 2020. Sur la période 2012-2021, elles ont observé des baisses considérables en 2014 et en 2018. Par ailleurs, sur la même période des pics ont été enregistrés en 2012, en 2017 et en 2021. Il ressort que des efforts engagés par le gouvernement pour la satisfaction des revendications sociales ainsi que la mise en place d'un dispositif d'accueil et de prise en charge des déplacées internes ont considérablement accru les dépenses à caractère social au détriment des investissements productifs.

Évolution de l'exécution des dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires ont été exécutées à hauteur de 96,9% en 2021 en amélioration de 2 points de pourcentage par rapport à 2020. Sur la période 2012-2021, les dépenses budgétaires sont passées de 1 562,46 milliards FCFA à 2 589,05 milliards FCFA, avec un taux d'exécution annuel moyen de 90,3%.

Le niveau global d'absorption des crédits budgétaires au cours de la période sous revue est tiré vers le bas par celui des dépenses en capital, en particulier celles financées par les subventions et les prêts. Les taux d'exécution par grande catégorie de dépenses sont ressortis en moyenne à 99,7% pour les dépenses ordinaires et 76,0% pour les dépenses en capital.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Taux d'exécution budgétaire : L'exécution budgétaire rapportée à la dotation budgétaire

Sources statistiques : Direction général du budget, Circuit informatisé de la dépense

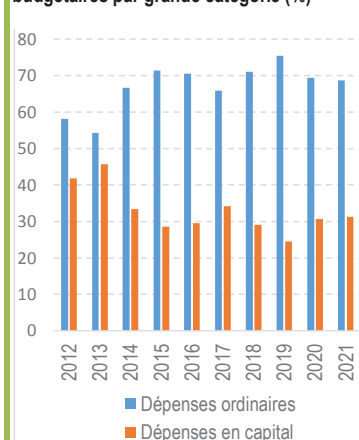
Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.3 : Taux d'accroissement des dépenses exécutées (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépenses ordinaires	31,4	-0,1	14,4	6,1	16,2	1,6	6,4	16,6	3,3	6,7
Amortissement, charges de la dette et dépenses en atténuation des recettes	36,3	12,8	51,8	21,7	18,0					
Charges financières de la dette							37,6	21,9	19,8	37,1
Dépenses de personnel	18,6	6,0	23,3	7,2	19,1	11,2	12,3	21,4	6,3	5,8
Dépenses d'acquisitions de biens et services (dépenses de fonctionnement)	24,2	-2,2	-13,9	15,8	8,0	36,7	10,7	4,5	-12,6	11,9
Dépenses de transferts courants	47,6	-8,4	3,0	-5,7	14,0	19,3	-8,7	12,9	0,6	-3,0
Charges financières de la dette							814,9	-15,7	27,7	79,8
Dépenses en capital	44,5	16,4	-31,7	-15,1	21,3	25,7	-16,1	-7,0	40,3	10,0
Investissements exécutés par l'Etat	44,5	11,3	-29,2	-14,5	21,0	24,2	-17,4	-3,4	28,9	18,7
Part Etat	46,3	26,7	-38,9	-2,8	13,3	73,8	-22,1	-9,0	4,6	20,8
Subvention	109,9	39,6	-12,7	-35,0	-4,8	-39,3	-18,4	-11,7	221,4	26,5
Prêt	8,8	-57,1	-3,4	-15,1	119,7	-62,8	48,9	43,5	41,2	2,2
Transferts en capital	42,8	621,3	-77,0	-48,7	49,4	136,4	34,6	-94,1	4619,5	-84,5
Dépense globale	36,6	6,8	-6,7	-1,0	17,7	8,7	-1,3	9,8	12,4	7,7

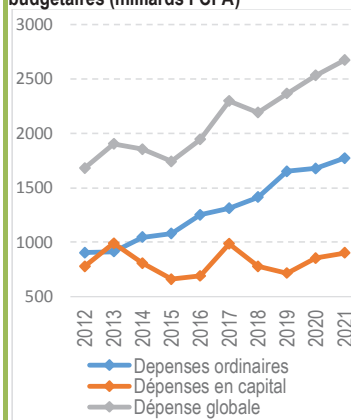
Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.5 : Évolution des dépenses budgétaires par grande catégorie (%)



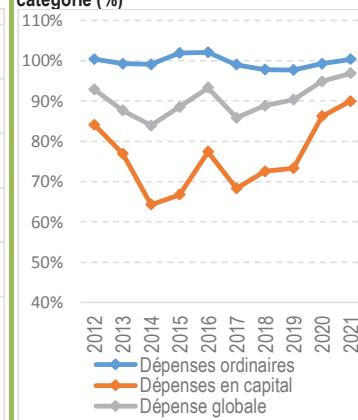
Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.6 : Évolution des dotations des principales catégories de dépenses budgétaires (milliards FCFA)



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.7 : Évolution des taux d'exécution des dépenses par grande catégorie (%)



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

V.3 Opérations Financières de l'Etat (recettes et dépenses)

Points saillants :

- Hausse importante des recettes totales (+17,3%) en 2021 ;
- forte progression des dépenses courantes (+22,5%) en 2021 ;
- importante progression des dépenses de fonctionnements de 12,1% ;

Commentaire général

Évolution des recettes totales et dons

En 2021, les recettes totales et dons se sont accrues de 248,49 milliards FCFA (+12,6%) par rapport à 2020, pour s'établir à 2 223,83 milliards FCFA à fin 2021. Cette situation est essentiellement imputable à la forte augmentation des recettes totales (+17,3%), les dons ayant enregistré une importante baisse de 12,3%, représentant 38,72 milliards FCFA. Sur la période 2012-2021, les recettes totales et dons ont connu une tendance haussière, avec une progression annuelle moyenne de 6,4%. Cependant, des baisses successives ont été enregistrées en 2014 (-8,4 %) et 2015 (-3,3%), dues aux troubles socio-politiques que le pays a connus durant cette période.

Concernant les recettes fiscales, elles sont en hausse de 310,49 milliards FCFA (+22,5%) pour ressortir à 1 687,51 milliards FCFA à fin 2021. Cette performance serait due à la bonne orientation de l'économie suite à la maîtrise des effets de la Covid-19. Sur la période sous revue, elles s'inscrivent dans une tendance haussière avec un taux d'accroissement annuel moyen de 7,4%. Rapportées aux recettes totales, les recettes fiscales ont représenté en moyenne 87,1% sur la période. Quant aux recettes non fiscales, elles ont poursuivi leur contraction entamée il y a un an. En effet, elles sont passées de 282,05 milliards FCFA en 2020 à 259,08 milliards FCFA en 2021, soit une baisse de 22,98 milliards FCFA (-8,1%), en lien avec un recouvrement moins important des recettes de licence de téléphonie mobile (51,5 milliards FCFA en 2020 contre 32,5 milliards FCFA en 2021). Sur la période 2012-2021, elles ont évolué en dents de scie avec une croissance moyenne annuelle de 10,2%. Rapportées aux recettes totales, les recettes non fiscales représentent en moyenne annuelle 8,5% sur la période. Pour ce qui est des dons, ils ont enregistré une baisse de 38,72 milliards (-12,3%) en 2021 par rapport 2020 expliquée par la baisse des soutiens reçus des partenaires.

Dépenses totales et prêts nets

Les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une hausse de 327,30 milliards FCFA (+12,9%) pour s'afficher à 2 867,23 milliards FCFA, en lien principalement avec la hausse des dépenses totales (+312,71 milliards FCFA). L'augmentation des dépenses totales est imputable à l'ensemble de ses composantes. En effet, un accroissement de 123,24 milliards (+7,0%) a été enregistré au titre des dépenses courantes et de 189,47 milliards FCFA (+24,3%) pour les dépenses en capital.

S'agissant des dépenses courantes, leur augmentation est liée principalement à la hausse des charges salariales (+123,4 milliards FCFA), à celle des dépenses de fonctionnement (+21,25 milliards FCFA) et à la progression des intérêts dus (+51,97 milliards FCFA).

Quant aux dépenses en capital, elles ont augmenté de 24,3% en 2021, expliquée principalement par la hausse des investissements sur ressources extérieures (+155,88 milliards FCFA) et des investissements sur ressources propres (+85,74 milliards FCFA). En 2021, les prêts nets sont ressortis à 10,24 milliards FCFA contre -4,35 milliards FCFA en 2020.

Sur la période sous revue, les dépenses totales et prêts nets ont enregistré un taux de croissance annuel moyen de 7,8%, imprimée par les dépenses totales qui ont enregistré sur la période une croissance annuelle moyenne de 7,8%, en lien avec l'évolution des dépenses courantes (+ 9,6% en moyenne par an) et des dépenses en capital (+5,0%). Les prêts nets, ont connu une variation erratique sur la période sous revue.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Recettes totales et dons : Recettes courantes (recettes fiscales, recettes non fiscales) + Recettes en capital + Dons.

Dépenses totales et prêts nets : Dépenses courantes (dépenses de personnel, des dépenses de fonctionnement, intérêts dus et transferts courants) + Dépenses en capital + prêts nets

Sources statistiques : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.4 : Taux de progression des opérations de recettes de l'État (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes courantes	25,9	11,9	-4,7	-1,6	17,4	12,9	10,2	14,2	-5,1	17,3
Recettes fiscales	28,1	11,4	-5,2	-1,2	15,7	15,1	9,4	5,2	-3,4	22,5
Recettes non fiscales	10,3	15,4	-0,5	-4,3	30,7	-2,6	16,9	82,9	-12,6	-8,1
Recettes en capital	-	16,7	-89,6	-56,8	503,5	-100,0	-100,0	-	-	-100,0
Recettes totales	25,9	11,9	-4,7	-1,6	17,4	12,9	10,2	14,2	-5,1	17,3
Dons	9,4	16,9	-20,9	-10,3	-21,7	7,8	10,7	-37,6	135,3	-12,3
Recettes totales et dons	21,9	13,0	-8,4	-3,3	10,4	12,3	10,2	7,8	5,0	12,6

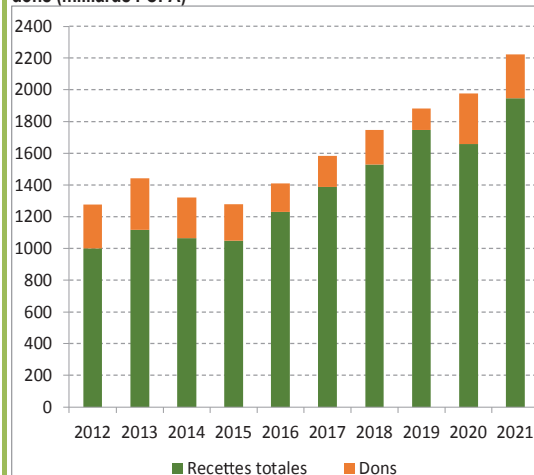
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.5 : Taux de progression des opérations de dépenses de l'État (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépenses Totales	25,0	15,4	-14,1	-1,2	15,5	30,7	-0,6	3,0	15,6	12,3
Dépenses courantes	31,9	-1,2	8,3	4,1	21,2	17,9	4,9	18,9	7,3	7,0
Salaires	18,1	7,0	23,0	7,1	18,3	11,4	14,1	19,8	6,3	5,8
Dépenses de fonctionnement	24,1	-1,6	-13,7	6,9	16,9	36,0	12,7	1,1	-11,2	12,1
Intérêts dus	47,8	-16,9	26,6	-0,6	49,4	6,4	39,9	20,4	20,1	37,0
Transferts courants	50,8	-7,1	-2,3	-0,5	23,0	23,2	-15,8	25,9	13,5	-0,4
Dépenses en capital	16,8	37,3	-35,4	-9,6	5,1	57,9	-9,3	-26,2	40,1	24,3
Investissements sur ressources propres	22,3	23,5	-33,7	-8,1	11,9	68,5	-21,6	-6,3	3,3	19,8
Investissements sur ressources extérieures	7,4	22,4	-18,8	-29,7	19,3	35,2	-7,9	-39,4	109,1	54,6
Transferts en capital et restructurations	42,8	1642,1	-90,5	414,3	-85,1	136,4	397,8	-98,4	4619,5	-84,5
Prêts nets	-133,1	2724,1	-75,2	104,8	-31,0	-59,3	186,5	136,2	-81,8	-335,4
Dépenses totales et prêts nets	24,6	13,8	-13,2	-1,6	15,9	31,2	-0,9	2,3	16,6	12,9

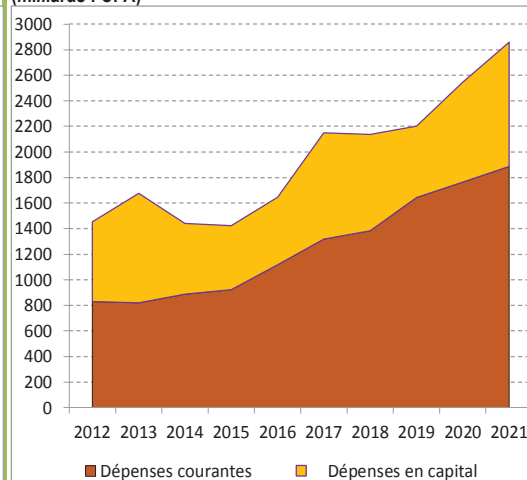
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.8 : Évolution de la structure des recettes totales et dons (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.9 : Évolution des dépenses par composante (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

V.4 Opérations Financières de l'État (soldes caractéristiques)

Points saillants :

- aggravation du déficit global base engagement de 78,81 milliards FCFA en 2021 ;
- solde courant excédentaire de 59,07 milliards FCFA en 2021.

Commentaire général

Évolution du solde global base engagement

Le solde global base engagement s'est établi à -643,40 milliards FCFA en 2021, en aggravation de 78,81 milliards FCFA par rapport à 2020. Ce déficit est essentiellement lié aux mesures prises dans le cadre de la gestion des Personnes déplacées internes (PDI) et de l'équipement des forces armées nationales qui ont impacté négativement les recettes et positivement les dépenses. Sur la période 2012-2021, il affiche un déficit moyen de 330,83 milliards FCFA, traduisant ainsi la non couverture des dépenses totales et prêts nets par les recettes totales et dons.

Évolution du solde courant

Le solde courant est ressorti à 59,07 milliards FCFA en 2021, en amélioration de 164,28 milliards FCFA par rapport à 2020. Cet excédent est dû à une augmentation plus importante des recettes courantes (+17,3%) que des dépenses courantes (+7,0%). Sur la période 2012-2021, le solde courant a été excédentaire avec un excédent moyen annuel de 115,81 milliards FCFA.

Évolution du solde global base caisse

Le déficit global base caisse s'est aggravé de 106,33 milliards FCFA en 2021 pour s'établir à -639,16 milliards FCFA. Le solde global base caisse est déficitaire sur la période sous revue avec un déficit annuel moyen de 309,98 milliards FCFA. Cette situation est imputable notamment au déficit enregistré au niveau du solde global base engagement.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Prêts nets : Différence entre les prêts effectués par l'État et les remboursements

Solde courant : Différence entre les recettes courantes et les dépenses courantes

Solde global base engagement : somme des recettes totales y compris dons moins les dépenses totales et prêts nets

Solde global base caisse : Solde global base engagement plus ajustement caisse

Sources statistiques : Direction générale du trésor et de la comptabilité publique

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

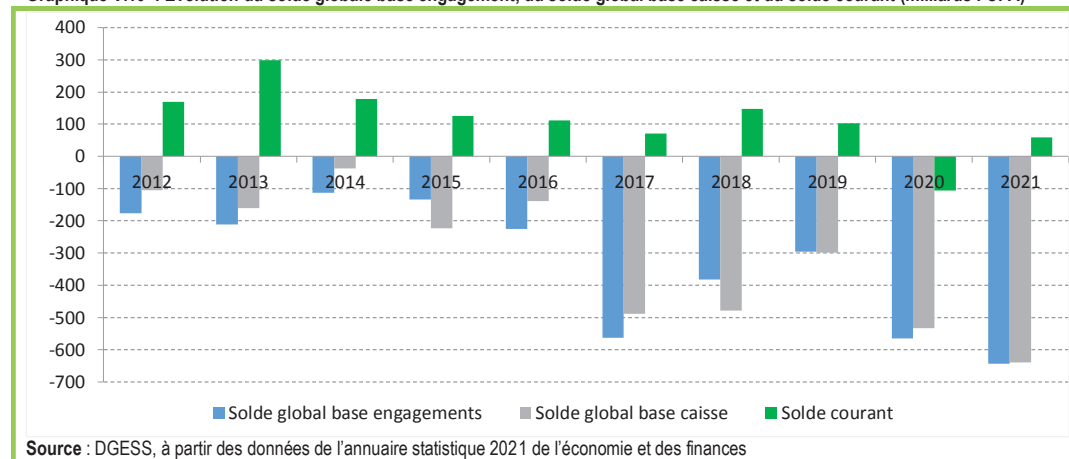
Tableau V.6 : Variation annuelle des soldes caractéristiques du TOFE (milliards FCFA)

	Montant en 2020	Montant en 2021	Variation en valeur			
			2018/2017	2019/2018	2020/2019	2021/2020
Solde courant	103,21	-105,20	59,07	-208,41	164,28	103,21
Solde global base engagement	-295,45	-564,59	-643,40	-269,14	-78,81	-295,45
Solde global hors dons (base engagement)	-429,73	-880,55	-920,64	-450,82	-40,09	-429,73
Ajustement caisse	-2,59	31,76	4,24	34,34	-27,52	-2,59
Solde global base caisse	-298,04	-532,83	-639,16	-234,79	-106,33	-298,04
Solde de base	-293,23	-595,16	-479,37	-301,92	115,79	-293,23
Solde primaire de base	-176,16	-424,01	-450,85	-247,85	-26,84	-176,16
Solde primaire courant	220,28	35,37	251,62	-184,91	216,25	220,28

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

- Variation négative = détérioration du solde
- Variation positive = amélioration du solde

Graphique V.10 : Évolution du solde globale base engagement, du solde global base caisse et du solde courant (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

V.5 Situation de la dette publique (Encours de la dette et service de la dette)

Points saillants :

- tendance à la hausse de l'encours de la dette publique (+15,9% en moyenne annuelle);
- hausse continue de l'encours de la dette intérieure (+28,4% en moyenne annuelle) ;
- hausse du service de la dette intérieure de 49,0% en 2021.

Commentaire général

Évolution des dotations budgétaires

En 2021, l'encours de la dette publique a connu un accroissement de 1401,04 milliards (+29,3%) pour s'établir à 6 178,71 milliards FCFA, tirée principalement par la hausse de la dette intérieure.

Sur la période 2012-2021, il est passé de 1 642,26 milliards FCFA à 6 178,71 milliards FCFA, soit une progression annuelle moyenne de 15,9%, imprimée principalement par sa composante intérieure.

Évolution de l'encours de la dette extérieure

En 2021, l'encours de la dette extérieure s'est situé à 2 852,48 milliards FCFA contre 2 464,25 milliards FCFA en 2020, soit une progression de 15,8%. Il représente 46,2% de l'encours total de la dette en baisse de 5,4 points de pourcentage par rapport à 2020. La composante multilatérale représente 88,7% de l'encours de la dette extérieure et 40,9% de l'encours total.

Sur la période sous revue, l'encours de la dette extérieure s'est accru de 9,2% en moyenne annuelle à l'exception de l'année 2017 où il s'est contracté de 1,3%. L'encours de la dette extérieure représente 64,3 % en moyenne de l'encours total de la dette.

Évolution de l'encours de la dette intérieure

En 2021, l'encours de la dette intérieure a connu une progression de 43,8% (+1 012,81 milliards FCFA) par rapport à celui de 2020 pour s'afficher à 3 326,23 milliards FCFA. Cette hausse est essentiellement portée par les Bons et Obligations du Trésor (+794,57 milliards FCFA) et les institutions financières (+312,80 milliards FCFA). Cette évolution du stock de la dette intérieure est principalement expliquée par les émissions de titres publics sur le marché sous-régional. De 2012 à 2021, l'encours de la dette intérieure a connu un accroissement annuel moyen de 28,4%, passant de 351,69 milliards FCFA à 3 326,23 milliards FCFA. Sa proportion dans l'encours total de la dette est de plus en plus importante sur la période passant de 21,4% à 53,8%, soit une moyenne annuelle de 35,7%. Cette situation s'explique entre autres par la souplesse des décaissements et par la volonté du gouvernement de développer le marché intérieur.

Évolution du service de la dette

En 2021, le service de la dette s'est établi à 807,00 milliards FCFA contre 558,53 milliards FCFA en 2020, soit un accroissement de 44,5%. Il est dominé par le service de la dette intérieure qui représente 87,5% de sa valeur. Sur la période sous revue, le service de la dette est en constante progression avec un taux d'accroissement moyen annuel de 27,2%. Sa composante intérieure a représenté 72,8% sur la période. Cette tendance haussière du service de la dette intérieure est la résultante du recours de plus en plus accru au financement domestique à des taux d'intérêt moyen de 5,9% et une maturité moyenne de 3,6 ans, la dette extérieure ayant une maturité moyenne de 13,52 ans et un taux d'intérêt moyen de 0,9%.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Service de la dette : Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.

Encours de la dette : Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés

Sources statistiques : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.7 : Évolution des taux d'accroissement de l'encours de la dette publique (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dette extérieure	10,1	0,4	9,0	14,3	9,4	-1,3	9,6	14,6	12,6	15,8
Dette multilatérale	12,2	0,9	10,2	15,3	10,6	-1,2	10,6	16,9	11,9	16,1
Dette bilatérale	0,8	-2,1	2,9	8,8	1,9	-8,3	1,1	0,0	11,8	6,2
Créditeurs privés							31,9	-12,6	93,3	61,9
Dette intérieure	22,4	24,5	19,5	9,6	27,5	40,1	42,2	22,1	30,0	43,8
Bons du Trésor	-1,0	-100,0		15,1	87,7	21,7	3,3	-13,5	-1,0	47,3
Obligations du Trésor	5,0	43,0	-2,8	14,5	22,3	63,9	42,2	29,8	28,4	42,0
Dettes titrisées	667,9	-19,9	-5,9	-36,5	-82,4	-16,7	3553,8	-7,2	-8,5	-69,4
Banques commerciales	0,1	65,4	-8,9	11,9	-24,1	-22,1	-28,4	252,7	155,0	70,1
Arriérés audités non titrisés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes						-33,8	-50,9	-85,1	-80,4	45720,0
Dette publique Totale	12,5	5,6	11,7	13,0	14,1	10,8	21,6	17,9	20,4	29,3

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.8 : Évolution des taux d'accroissement du service de la dette publique (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dette extérieure	26,4	3,8	17,1	7,1	15,5	24,9	11,0	3,0	5,5	19,1
Principal	18,5	19,2	18,4	6,7	19,8	27,5	9,7	8,2	3,0	18,2
Charges	39,4	-17,7	14,7	8,0	6,7	19,0	14,3	-9,5	12,8	21,6
Dette intérieure	43,3	20,8	66,5	7,8	43,9	-7,6	11,9	48,7	79,0	49,0
Principal	23,2	67,4	67,8	12,6	33,1	-10,3	-5,3	125,7	49,9	54,7
Charges	74,8	-30,8	62,9	-5,3	79,4	-1,1	50,1	-58,6	300,3	32,8
Total service de la dette publique	35,9	13,9	48,3	7,6	35,7	0,4	11,7	34,8	61,9	44,5

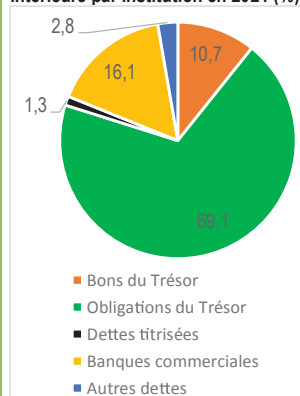
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.9 : Évolution de la structure de l'encours et du service de la dette publique (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Encours de la dette	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Extérieure	78,6	74,7	73,0	73,8	70,7	63,0	56,7	55,2	51,6	46,2
Intérieure	21,4	25,3	27,0	26,2	29,3	37,0	43,3	44,8	48,4	53,8
Service de la dette	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Extérieure	40,4	36,8	29,1	29,0	24,7	30,7	30,5	23,3	15,2	12,5
Intérieure	59,6	63,2	70,9	71,0	75,3	69,3	69,5	76,7	84,8	87,5

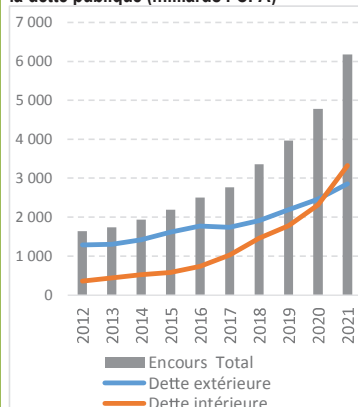
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.11 : Structure de la dette intérieure par institution en 2021 (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.12 : Évolution de l'encours de la dette publique (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.13 : Évolution du service de la dette publique (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

V.6 Situation de la dette publique (ratios d'endettement)

Points saillants :

- respect de l'ensemble des normes

Commentaire général

Évolution de quelques ratios de la dette

Les principaux ratios calculés sont : « Service de la dette extérieure/exportations (SD/XBS) », « Service de la dette extérieure/recettes budgétaires hors dons (SD/Rev) » et « Encours de la dette publique/PIB ». Toutes les normes ont été respectées sur la période 2012-2021.

Le ratio SD/XBS est passé de 2,6% et 3,1% sur la période sous revue pour une norme de 15% au maximum.

Le ratio SD/Rev a oscillé entre 3,8% et 6,2% sur la même période pour une norme de 18% au maximum.

Quant au ratio encours/PIB¹³, il est en progression entre 2012 et 2021, passant de 28,8% à 57,2% pour une norme de 70% maximum.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Encours de la dette : C'est le montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés ou annulés.

Ratio d'endettement : Ce ratio compare les dettes du Burkina Faso à ses richesses et ses ressources budgétaires en vue d'évaluer sa capacité de remboursement.

NB : Le calcul du ratio Encours/PIB prend en compte l'encours de la dette des sociétés d'Etat.

Sources statistiques : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique

¹³ Comptes nationaux selon la nouvelle base de 2015

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.10 : Évolution de quelques ratios d'endettement

	Norme	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Ratio de soutenabilité											
SD/XBS	<=15	2,56	2,89	3,34	3,49	3,36	3,73	3,55	3,91	2,90	3,10
SD/Rev	<=18	3,75	3,40	4,27	4,65	4,58	5,07	5,10	4,60	3,80	6,20
Critère de convergence*											
Encours/PIB	<=70	28,81	29,37	31,64	35,51	38,75	38,55	42,79	48,03	47,20	57,20

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

NB : **PIB** : Produit intérieur brut, **XBS** : Exportation des biens et services, **Rev** : Revenu (recettes budgétaires hors dons), **SD** : Service de la dette extérieure

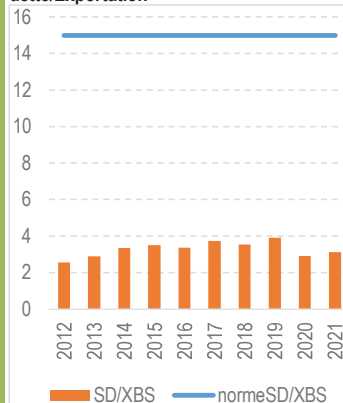
(*) : l'encours de la dette ici prend en compte la dette rétrocédée

Graphique V.14 : Évolution de l'encours de la dette/PIB



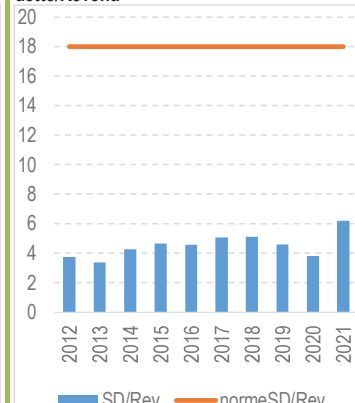
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.15 : Évolution du service de la dette/Exportation



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.16 : Évolution du service de la dette/Revenu



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

V.7 Situation globale de l'Aide Publique au Développement

Points saillants :

- forte augmentation de l'aide alimentaire en 2021 ;
- forte baisse des appuis budgétaires en 2021 ;
- APD constituée essentiellement d'aide projet (74,2%) sur la période 2012-2021.

Commentaire général

Évolution de l'APD

Le montant de l'APD s'est établi à 2 169,70 millions \$US en 2021 contre 2 141,66 millions \$US en 2020, augmentant ainsi de 1,3%. Sur la période 2012-2021, l'APD a connu une baisse continue jusqu'en 2016 suivie d'une croissance continue à partir de 2017 avec une hausse exceptionnelle en 2020. L'augmentation de 2020 est liée principalement à la mobilisation des Partenaires techniques et financiers (PTF) pour accompagner le pays dans ses efforts pour juguler les effets socio-économiques de la pandémie à coronavirus. Sur la période sous revue, l'APD a connu un accroissement annuel moyen de 7,2%

Évolution de l'APD par nature de financement

Selon la nature de financement (don ou prêt), les dons ont représenté 69,0% du volume de l'APD en 2021. L'APD reste composée en majorité de dons (74,2%) sur la période. Les dons ont connu une hausse de 101,71 millions \$US entre 2020 et 2021 pour s'afficher à 1 497,82 millions \$US. Concernant les prêts, il a été observé une baisse de 73,67 millions \$US entre 2020 et 2021 correspondant à un repli de 9,9%.

Évolution de l'APD selon les instruments de financement¹⁴

En 2021, l'aide projet s'est établie à 1802,94 millions \$US (+350,63 millions \$US par rapport à 2020), représentant 83,1% du volume global de l'APD. Cette hausse importante s'expliquerait par le choix des PTF à privilégier les appuis projets. Les appuis budgétaires, l'aide alimentaire et l'assistance et secours d'urgence se sont situés respectivement à 258,09 millions \$US (-317,00 millions \$US), 64,63 millions \$US (+57,17 millions \$US) et 44,04 millions \$US (-62,76 millions \$US). La baisse des appuis budgétaires s'explique par la fin de plusieurs programmes d'appuis budgétaires, l'annulation du décaissement de la dernière tranche de l'appui de la BAD et la fin du programme FEC du FMI.

S'agissant de l'augmentation exceptionnelle de « l'aide alimentaire », elle pourrait s'expliquer par la persistance de la crise humanitaire que traverse le pays qui a engendré des déplacements massifs des populations du fait de la recrudescence des attaques terroristes.

Sur la période 2012-2021, l'aide projet est restée l'instrument de financement qui a le plus contribué à la formation de l'APD avec une proportion annuelle moyenne de 71,8%. Concernant les appuis budgétaires, ils ont représenté en moyenne 22,9% de l'APD sur la période avec un pic en 2020 du fait des efforts des PTF pour appuyer le Gouvernement dans sa lutte contre la pandémie à COVID-19. Quant à « l'aide alimentaire » et « l'assistance et secours d'urgence », ils ont représenté en moyenne respectivement 2,9% et 2,3%.

Évolution de la structure de l'APD selon le groupe de donateur

En 2021, la structure de l'APD dont le Burkina Faso a bénéficié était composée de l'aide multilatérale (63,8%), de l'aide bilatérale (32,2%) et de la contribution des ONG internationales (4,0%). Sur la période 2012-2021, l'aide multilatérale est restée prédominante avec une proportion moyenne de 59,3% suivi de l'aide bilatérale avec une proportion moyenne de 36,6%.

Évolution des principaux ratios de l'Aide Publique au Développement

Le ratio « APD/PIB nominal » est ressorti à 11,0% en 2021. Sur la période sous revue, ce ratio a connu une évolution discontinue et s'affiche en moyenne à 9,2% par an. Quant au ratio « APD/habitant », en 2021, il est ressorti à 54 285 FCFA par habitant. De 2012 à 2021, il s'est situé à 39 153 FCFA par habitant en moyenne annuelle.

Note méthodologique :

APD/habitant : Rapport de l'APD totale en dollars US sur la population totale de l'année.

APD/PIB : Rapport de l'APD totale sur le PIB nominal.

Sources statistiques : Direction générale de la coopération

¹⁴ Les instruments de financement comprennent l'aide projet, l'appui budgétaire, l'aide alimentaire et l'assistance et secours d'urgence

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.11 : Évolution de la structure de l'Aide extérieure par nature de financement (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Prêts	16,5	10,3	23,2	25,3	28,7	24,9	28,9	34,4	34,8	31,0
Dons	83,5	89,7	76,8	74,7	71,3	75,1	71,1	65,6	65,2	69,0
Total APD	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DGESE, à partir de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.12 : Évolution de la structure de l'Aide publique au développement selon les instruments de financements (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Aide projet	61,6	69,1	72,7	58,8	70,7	83,6	78,8	72,2	67,8	83,1
Appui budgétaire	29,9	22,3	24,4	38,2	25,8	11,8	16,8	21,2	26,9	11,9
Aide alimentaire	4,6	3,4	2,0	2,3	2,9	4,6	3,5	2,6	0,3	3,0
Assistance et secours d'urgence	3,9	5,2	0,9	0,7	0,6	0,1	0,8	4,0	5,0	2,0
Total APD	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DGESE, à partir de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.13 : Évolution du taux d'accroissement de l'APD selon les principaux instruments de financements (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Aide projet (en millions \$US)	-4,9	10,6	1,3	-19,3	19,5	22,5	19,7	-1,4	29,9	24,1
Appui budgétaire (en millions \$US)	-6,2	-26,4	5,3	55,7	-32,7	-52,8	81,8	35,5	74,9	-55,1
Total APD (en millions \$US)	2,0	-1,3	-3,8	-0,4	-0,5	3,6	26,9	7,5	38,3	1,3
Total APD (en milliards FCFA)	10,7	-0,9	-3,8	-0,4	17,1	1,8	21,3	13,3	35,9	-2,4

Source : DGESE, à partir de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.14 : Évolution de la part contributive de l'Aide Publique au Développement par groupe donateur

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Bilatéral	42,7	47,0	36,8	37,2	36,2	37,4	29,2	30,5	36,6	32,2
Multilatéral	54,0	50,1	59,4	57,8	60,3	56,8	66,6	64,5	59,6	63,8
ONG Internationales	3,3	2,9	3,8	5,0	3,4	5,8	4,3	4,9	3,9	4,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DGESE, à partir de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.15 : Évolution des principaux ratios de l'Aide Publique au Développement

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
APD/PIB (en %)	9,1	8,7	8,1	7,9	8,5	8,1	9,1	9,6	11,9	11,0
APD/tête (en \$US)	69,3	66,3	61,8	59,7	57,5	57,8	71,1	74,2	99,6	97,9
APD/tête en milliers FCFA	34,8	33,3	31,1	30,0	34,1	33,6	39,6	43,5	57,3	54,3

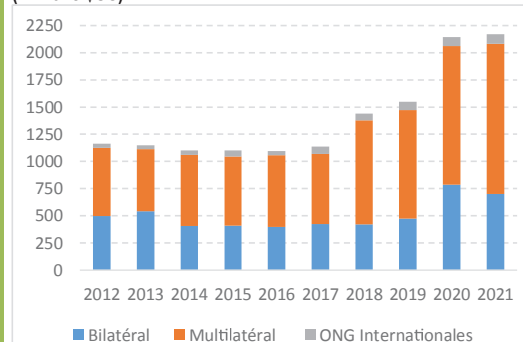
Source : DGESE, à partir de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.17 : Évolution de l'APD (millions \$US)



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.18 : Structure de l'APD selon le groupe de donateur (millions \$US)



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

V.8 Évolution des composantes des recettes et dépenses des collectivités territoriales par nature¹⁵

Points saillants :

- Hausse des recettes propres de 7,1% en 2020 ;
- Hausse du taux d'absorption de 1,3 points de pourcentage en 2020.

Commentaire général

Évolution des principales composantes des recettes

En 2020, les recettes totales des collectivités territoriales (CT) se sont chiffrées à 239,10 milliards FCFA, en hausse de 47,84 milliards FCFA (+25,0%) par rapport à 2019. S'agissant des recettes de fonctionnement, elles sont passées de 118,07 milliards FCFA en 2019 à 126,48 milliards FCFA en 2020, soit un taux de croissance de 7,1%. Cette progression est expliquée entre autres par l'augmentation des recettes propres (recettes fiscales) due aux réformes opérées dans les services de recouvrement à travers l'informatisation de la gestion des recettes et les soutiens des PTF (autres subventions) pour atténuer les effets de la maladie à Coronavirus.

Les recettes d'investissement ont connu une augmentation de 42,14 milliards FCFA, pour s'établir à 134,70 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 45,5%. Cette augmentation des recettes d'investissements est imputable au « soutien équipement /Etat » qui est passé de 15,41 milliards FCFA en 2019 à 35,09 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 127,7%.

Sur la période 2012-2020, l'analyse des recettes des CT indique une tendance haussière avec une croissance annuelle moyenne de 13,3% pour les recettes de fonctionnement, de 12,9% pour les recettes d'investissement et 13,0% pour l'ensemble des recettes. Cependant, une baisse a été constatée en 2014 pour les recettes de fonctionnement (-4,6%), 2014 et 2018 pour les recettes d'investissement (-3,4% et -8,1% respectivement).

Évolution des principales composantes des dépenses

En 2020, le montant total des dépenses des CT s'est chiffré à 145,80 milliards FCFA, en hausse de 31,59 milliards FCFA (+27,7%) par rapport à 2019. Cette augmentation est imputable aux deux natures de dépenses. En effet, l'analyse de la structure des dépenses montre que les dépenses de fonctionnement sont passées de 82,99 milliards FCFA en 2019 à 92,38 milliards FCFA en 2020, soit une hausse de 11,3%. Les dépenses d'investissement quant à elles ont connu une hausse de 24,92 milliards FCFA (+49,3%) pour s'établir à 75,51 milliards FCFA en 2020.

Sur la période 2012-2020, les dépenses des collectivités ont connu une croissance annuelle moyenne de 11,3%. Cependant, des baisses ont été enregistrées en 2014 (-13,2%), en 2016 (-0,6%) et en 2019 (-9,3%).

Évolution du taux d'absorption

Le taux d'absorption global est passé de 59,7% en 2019 à 61,0% en 2020, soit une progression de 1,3 point de pourcentage. En fonctionnement, il s'est établi à 73,0% et à 56,1% pour celui de l'investissement. Sur la période 2012-2020, le taux d'absorption annuel moyen est de 63,6%.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir glossaire

Taux d'absorption : Rapport entre les dépenses exécutées et les recettes mobilisées par les collectivités territoriales

Taux de couverture : Rapport entre les recettes mobilisées et les dépenses exécutées par les collectivités territoriales

Sources statistiques : Direction générale du développement territorial /MEFP.

¹⁵ Les données de 2021 n'étant pas disponibles, l'analyse s'est focalisée sur la situation de 2020

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.15 : Variation des recettes des collectivités territoriales par nature (milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	2,09	3,24	-2,3	12,03	2,60	27,48	21,82	6,44	8,41
Recettes fiscales	0,29	2,87	0,8	-1,16	3,66	-0,44	5,39	2,45	1,80
Recettes non fiscales (hors autres subventions)	0,37	0,70	1,0	-0,30	1,89	2,53	2,45	0,77	-0,44
Dotations liées aux compétences transférées	1,19	2,52	-6,5	9,87	-5,94	21,95	0,46	-0,77	-0,23
Appuis financiers de l'État (DGF, TPP, participation de l'état)	0,40	-1,84	2,4	1,53	-0,41	-1,08	3,17	3,98	-2,20
Autres subventions	-1,31	0,76	0,7	-0,49	-0,74	-0,62	0,81	0,95	2,02
Report de fonctionnement	1,15	-1,77	-0,8	2,58	4,14	5,14	9,54	-0,94	7,46
RECETTES D'INVESTISSEMENT	9,55	6,17	-2,0	7,25	9,06	23,59	-7,73	5,29	42,14
Épargne sur fonctionnement	0,46	0,21	0,3	0,40	0,65	2,17	3,93	3,92	2,71
Soutien équipement /État	-14,40	0,03	-0,4	-4,13	8,08	-4,12	-3,98	14,52	19,68
Dotations liées aux compétences transférées	11,03	3,31	-8,3	4,26	-2,36	19,67	-15,74	-1,85	-0,50
Autres recettes d'investissement	11,33	-1,80	0,0	4,75	5,52	0,21	-1,24	-2,74	8,79
Report investissement	1,13	4,41	6,3	1,98	-2,84	5,66	9,30	-8,56	11,47
TOTAL RECETTES (A+B-Épargne)	11,18	9,20	-4,5	18,88	11,00	48,90	10,16	7,81	47,84

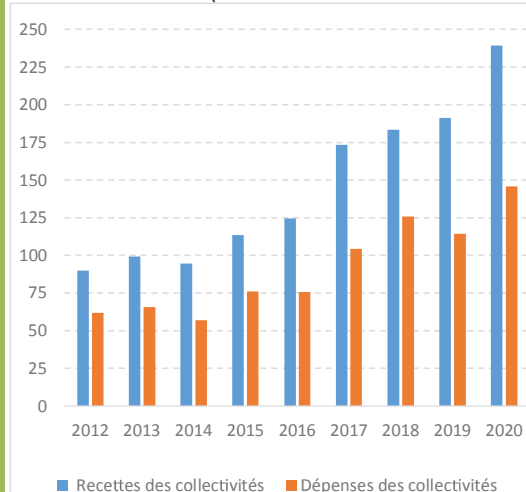
Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.16 : Variation des dépenses des collectivités territoriales par nature (milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses de fonctionnement (A)	3,33	4,25	-4,55	8,03	-2,95	17,64	23,18	-0,71	9,38
Épargne section de fonctionnement	0,46	0,21	0,31	0,40	0,65	2,17	3,93	3,92	2,71
Dépenses d'investissement (B)	4,92	-0,13	-3,81	11,41	3,13	13,51	2,13	-7,05	24,92
TOTAL (A+B-Épargne)	7,80	3,91	-8,68	19,04	-0,47	28,97	21,38	-11,68	31,59

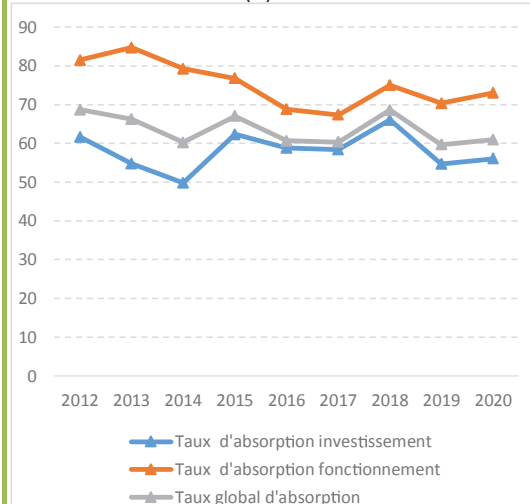
Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.19 : Évolution des recettes et des dépenses des collectivités territoriales (milliards FCFA)



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.20 : Évolution des taux d'absorption des dépenses des collectivités territoriales (%)



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

V.9 Évolution des recettes et des dépenses des conseils régionaux¹⁶

Points saillants :

- hausse remarquable des recettes totales du budget des conseils régionaux en 2020;
- hausse exceptionnelle des dépenses du budget des conseils régionaux en 2020;
- faible taux d'absorption des ressources par les conseils régionaux en 2020.

Commentaire général

Évolution des recettes des régions collectivités territoriales

Les recettes totales des conseils régionaux se sont établies à 19 508,93 millions FCFA en 2020 contre un niveau de 13 437,80 millions FCFA une année plus tôt, soit une hausse de 45,2% correspondant à 6 071,13 millions FCFA. Cette hausse, la plus importante sur la période sous revue, est imputable principalement aux recouvrements et participations, aux dotations-subventions-dons et legs. Par région collectivité territoriale, des hausses importantes ont été enregistré au Sahel (+2 287,09 millions FCFA), au Centre-Nord (+770,23 millions FCFA), au Centre-Sud (+601,19 millions FCFA), dans les Hauts Bassins (+472,10 millions FCFA) et dans la Boucle du Mouhoun (+462,85 millions FCFA). L'évolution de ces recettes totales du budget des conseils régionaux est restée quasiment régulière sur la période 2012-2020, avec une croissance annuelle moyenne de 11,5%.

Évolution des dépenses totales du budget des régions collectivités territoriales

En 2020, les dépenses totales du budget effectuées par les régions collectivités territoriales ont augmenté de 33,7% (+2 177,06 millions FCFA) pour s'établir à 8 629,75 millions FCFA. Cette hausse est imprimée essentiellement par l'excédent d'investissement reporté, les immobilisations en cours, les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les dotations-subventions-dons et legs des régions collectivités territoriales du Centre-Nord (+638,88 millions FCFA), du Sahel (+435,58 millions FCFA) et des Hauts bassins (+391,32 millions FCFA). A contrario, celles du Centre-Est, du Centre, et du Plateau Central ont enregistré des baisses respectives de 275,87 millions FCFA, de 84,63 millions FCFA, et de 12,59 millions FCFA.

Les dépenses totales du budget des régions collectivités territoriales ont connu une tendance haussière de 2012 à 2020 avec une croissance annuelle moyenne de 6,0%.

Évolution des taux d'absorption des ressources des régions collectivités territoriales.

Le taux d'absorption de l'exercice 2020 des régions collectivités territoriales, s'est situé à 44,2%. Ce taux est en baisse de 3,8 points de pourcentage comparé à celui de 2019. L'absorption des ressources reste assez faible dans près de la majorité des Conseils régionaux en 2020. Ce faible taux d'absorption global est lié aux difficultés rencontrées dans l'exécution des plans d'investissements locaux, notamment la situation sécuritaire délétaire dans certaines régions et la non maîtrise des procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics par les acteurs.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir glossaire

Taux d'absorption : Rapport entre les dépenses exécutées et les recettes mobilisées par les collectivités territoriales.

Région/Conseil régional : Subdivision du territoire dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est une entité d'organisation et de coordination de développement administrée par un président de conseil régional.

Sources statistiques : Direction générale des Collectivités Territoriales/ MATDS.

¹⁶ Les données de 2021 n'étant pas disponibles, l'analyse s'est focalisée sur la situation de 2020

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.17 : Évolution du taux de variation des recettes par région / conseils régionaux (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Boucle du Mouhoun	-12,9	-5,5	20,7	-25,4	49,5	30,5	40,4	-2,4	58,5
Cascades	1,8	10,6	-7,6	10,5	-17,1	34,5	50,9	37,1	35,0
Centre	16,9	-15,9	9,7	-1,7	-16,6	18,3	-10,2	-8,1	-6,0
Centre-Est	-6,4	21,2	5,4	95,9	-32,0	-0,2	-49,6	177,2	-16,5
Centre-Nord	-1,7	7,3	18,9	13,0	22,9	-60,5	211,3	43,9	59,5
Centre-Ouest	2,7	21,8	-10,9	12,3	5,2	16,9	16,5	38,5	18,2
Centre-Sud	-18,2	-21,7	-12,5	-18,3	123,5	5,3	99,2	-67,6	286,1
Est	21,4	-9,9	39,2	-3,5	28,1	1,8	-25,8	113,5	34,1
Hauts-Bassins	-21,6	43,7	-8,3	-18,6	-8,5	-3,3	-9,2	20,2	30,5
Nord	8,8	55,2	-24,3	-20,1	108,1	-32,2	163,9	-0,5	57,7
Plateau Central	2,3	10,8	3,7	6,1	5,5	-6,0	120,7	15,2	14,7
Sahel	-12,9	-3,1	-12,4	-7,6	43,9	53,4	113,1	-10,5	197,9
Sud-Ouest	-10,6	-14,0	11,3	-31,9	31,9	139,7	65,7	-0,3	47,3
Ensemble	-0,7	4,9	2,5	-1,1	1,4	6,3	26,2	13,9	45,2

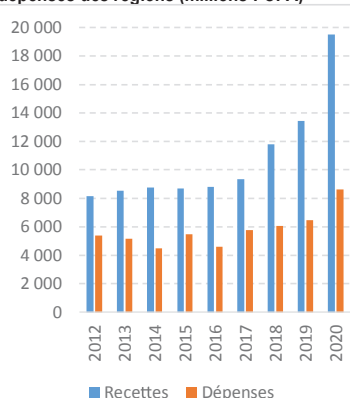
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau V.18 : Évolution du taux de variation des dépenses par région / conseils régionaux (%)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Boucle du Mouhoun	12,0	-22,2	18,7	3,3	1,0	64,3	4,1	30,2	8,1
Cascades	9,6	0,6	16,9	21,3	-59,7	43,2	-28,8	200,7	32,4
Centre	37,7	-37,5	2,6	-3,9	-40,3	7,3	36,1	-17,5	-7,1
Centre-Est	-11,1	19,6	-62,7	745,5	-69,6	99,7	-47,2	193,6	-40,1
Centre-Nord	34,7	-14,7	-9,4	114,1	107,7	-58,9	20,9	-16,7	227,3
Centre-Ouest	-10,0	40,5	-47,7	48,8	-5,8	89,9	16,3	-0,5	48,2
Centre-Sud	54,9	-34,0	-31,7	51,6	7,7	72,0	109,3	-75,7	261,5
Est	76,2	-32,8	28,3	15,3	16,1	53,2	7,3	0,1	0,4
Hauts-Bassins	-48,5	134,2	-8,4	-25,5	-24,1	71,6	-51,9	101,2	39,0
Nord	8,5	36,7	-38,9	12,5	80,3	-14,2	81,7	-38,1	38,1
Plateau Central	1,5	36,9	-47,1	171,8	16,4	-27,5	-35,5	44,3	-5,3
Sahel	-15,8	77,6	-63,5	29,1	82,7	26,5	45,0	-23,1	125,6
Sud-Ouest	-1,1	-24,2	20,5	33,4	-37,4	176,0	-19,6	27,1	58,2
Ensemble	9,9	-4,5	-12,7	21,8	-16,1	25,0	5,4	6,4	33,7

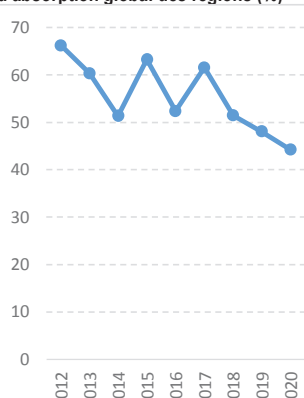
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.21 : Évolution des recettes et dépenses des régions (millions FCFA)



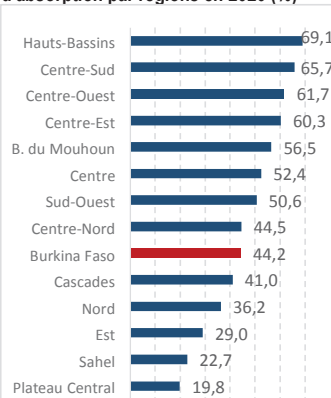
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.22 : Évolution du taux d'absorption global des régions (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique V.23 : Situation des taux d'absorption par régions en 2020 (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances



VI. AUTRES STATISTIQUES DU MEFP

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

VI. Indicateurs de la surveillance multilatérale

Points saillants :

- baisse du ratio masse salariale sur recettes fiscales de 8,8 points de pourcentage en 2021 ;
- hausse de 8,6 points de pourcentage du ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal en 2021 ;
- respect de cinq critères de convergence de la CEDEAO sur les six en 2021.

Commentaire général

La Performance au titre de la convergence macroéconomique (UEMOA)

En 2021, le ratio du solde budgétaire global, dons compris (base engagement) s'est situé à -5,9% contre -5,2% à fin 2020, en détérioration de 0,7 point de pourcentage. S'agissant du taux d'inflation en moyenne annuelle, il s'est établi à 3,9% en 2021, en hausse de 2,0 points de pourcentage par rapport à 2020. Pour le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal, il s'est situé à 55,5% en 2021 contre 46,9% en 2020, soit une hausse de 8,6 points de pourcentage. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales quant à lui s'est situé à 56,2% en 2021 contre 65,0% en 2020, en baisse de 8,8 points de pourcentage. Concernant le taux de pression fiscale, il s'est légèrement amélioré de 2,0 points de pourcentage pour se situer à 15,5% en 2021.

Performance au titre de la convergence macroéconomique (CEDEAO)

• Critères de premier rang de la CEDEAO

En 2021, à l'exception du Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au PIB nominal, tous les critères de premier rang ont été respectés. Ce ratio est ressorti à 5,9% en 2021, en dégradation de 0,7 point de pourcentage par rapport à 2020, non conforme à la norme communautaire de 3% maximum du PIB nominal. Le taux d'inflation en moyenne annuelle (norme inférieure ou égale à 5%) s'est établi à 3,9% en 2021 contre 1,9% en 2020. Concernant le « Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale », le Burkina Faso n'a pas eu recours à un financement du déficit budgétaire par la Banque centrale. Les Réserves brutes en mois d'importation, quant à elles, se sont légèrement dégradées pour s'afficher à 5,5 mois d'importation en 2021 contre 5,9 mois en 2020.

Sur la période 2012-2021, tous les critères de premier rang ont été respectés, excepté le Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au PIB nominal.

• Critères de second rang de la CEDEAO

En 2021, les deux (02) critères de second rang de la CEDEAO ont été respectés. En effet, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal est passé de 46,9% en 2020 à 55,5% en 2021, soit une hausse de 8,6 points de pourcentage, en conformité avec la norme communautaire de 70% maximum. Quant à la variation du taux de change nominal, elle s'est située à 1,4% en 2021 après 1,0% en 2020, pour une norme communautaire de +/-10%.

Sur la période 2012-2021 tous les critères de second rang de la CEDEAO ont été respectés.

Notes méthodologiques :

Concepts : Voir glossaire

Réserves brutes en mois d'importation : Ce critère vise la stabilité du taux de change. On estime en effet que la capacité d'une banque centrale à soutenir le cours de change de sa monnaie dépend du niveau de ses avoirs en devises dont l'accumulation est fonction de la performance des secteurs d'exportation et la qualité de la gestion du régime de change par la Banque Centrale.

Le taux de change nominal : Il exerce une grande influence sur le compte courant et sur la plupart des variables macroéconomiques et constitue à ce titre, une variable fondamentale dans toute économie ouverte. Aussi, la recherche de la stabilité des taux de change à travers ce critère a pour objectif de maintenir les effets des variations monétaires sur les prix relatifs des importations et des exportations des pays membres de la région.

Sources statistiques : Comité national de politique économique.

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau VI.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (UEMOA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	-3,6	-2,9	-1,8	-2,2	-3,6	-6,3	-4,3	-3,4	-5,2	-5,9
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) (%)	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	42,1	46,9	55,5
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	38,4	37,1	51,1	52,3	57,9	49,3	52,2	59,2	65,0	56,2
Taux de pression fiscale (en %)	13,4	14,2	12,5	12,5	13,0	15,3	15,3	15,1	13,5	15,5

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

(*) depuis le 27 avril 2020, le Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) a été suspendu

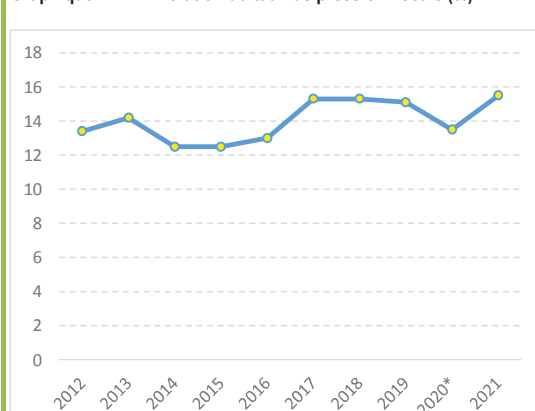
Tableau VI.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (CEDEAO)

	Normes	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*
Critère 1er rang CEDEAO											
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) / (PIB)	≤3%	3,6	2,9	1,8	2,2	3,6	6,3	4,3	3,4	5,2	5,9
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤5%	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	≤10% des recettes fiscales de l'année antérieure	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0
Réserves brutes en mois d'importation	≥ 3 mois d'importations	6,5	4,7	4,6	5,0	4,4	4,2	4,8	5,7	5,9	5,5
Critère 2nd rang CEDEAO											
Ratio dette / PIB	≤70%	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	42,1	46,9	55,5
Variation du taux de change nominal*	Maintenir stable (+/- 10%)	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5	2,1	2,6	-2,8	1,0	1,4

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

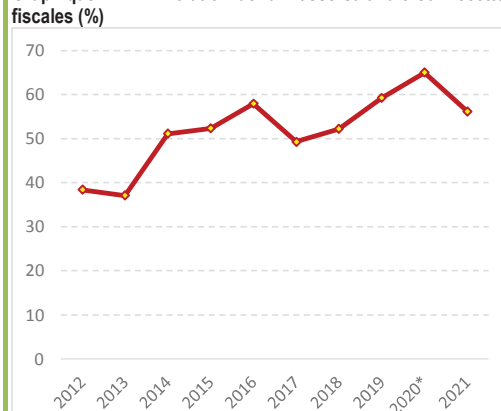
(*) Le pacte de convergence et de stabilité macroéconomique, arrivé à échéance au 31 décembre 2019, a été renouvelé le 19 juin 2021

Graphique VI.1 : Évolution du taux de pression fiscale (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique VI.2 : Évolution de la masse salariale sur recettes fiscales (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

VI.2 Situation d'exécution des marchés publics

Points saillants :

- baisse en nombre de 21,9% et en valeur de 76,6% des marchés publics conclus en procédures de droit commun ;
- baisse en nombre de 6,1% et hausse en valeur de 33,1% des marchés publics conclus en procédures exceptionnelles.

Commentaire général

Évolution globale des marchés publics¹⁷

Au cours de l'année 2021, 1261 marchés ont été conclus, soit une baisse de 18,5% (287 marchés) par rapport à 2020. En valeur, les marchés se chiffrent à 150,56 milliards FCFA en 2021 contre 327,11 milliards FCFA en 2020, soit une baisse de 54,0%. Sur la période 2012-2021, l'analyse de l'évolution globale des marchés publics suivant le mode de passation, présente une prédominance des marchés conclus selon les procédures de droit commun. Cette procédure a représenté une proportion annuelle moyenne en volume de 80,5% et en valeur de 73,3%.

Marchés publics conclus selon les procédures de droit commun

Les marchés conclus selon les procédures de droit commun se sont chiffrés à 951 en volume en 2021 soit une baisse de 267 marchés par rapport à 2020. Ils représentent 75,4% en volume et 40,3% en valeur contre une norme communautaire de 85% minimum dans les deux cas.

Sur la période sous revue, le nombre de marchés publics conclus selon cette procédure a connu une baisse sensible de 2012 à 2016 passant de 1690 à 278. À partir de 2017, il est enregistré une tendance haussière, passant de 407 à 951 marchés. En valeur, les marchés conclus selon les procédures de droit commun ont connu une évolution en dents de scie de 2012 à 2014, puis une baisse continue jusqu'en 2017. À partir de 2018, il est enregistré une hausse continue qui porte ainsi la valeur des marchés conclus à 259,6 milliards FCFA en 2020, avant de baisser en 2021 pour se situer à 60,65 milliards.

Marchés publics conclus selon les procédures exceptionnelles

En 2021, le nombre de marchés conclus selon les procédures exceptionnelles a enregistré une baisse de 20 marchés par rapport à 2020 pour s'afficher à 310 marchés. En valeur, ces marchés ont enregistré une hausse d'environ 22,35 milliards FCFA, liée à la hausse en valeur des marchés conclus par la procédure d'appel d'offres restreint (37,13 milliards FCFA). Par mode de passation, il ressort qu'en 2021, 145 marchés publics ont été conclus par appel d'offres restreint pour un montant de 52,51 milliards FCFA et 165 marchés par entente directe pour un montant de 37,40 milliards FCFA. En somme, les marchés conclus selon les procédures exceptionnelles représentent 24,6% en nombre et 59,7% en valeur du montant total des marchés publics conclus.

Sur la période 2012-2016, le volume des marchés conclus selon les procédures exceptionnelles est passé de 194 à 58 marchés. À partir de 2017, il entame une tendance haussière pour le reste de la période. Cette hausse s'explique par la mise en œuvre de la politique d'allègement des conditions de recours à la procédure d'entente directe pour la passation des marchés publics et des délégations de service public dans le cadre de l'exécution des projets et programmes d'investissements, de la lutte contre la pandémie de la COVID-19, et de la tranche du Programme d'urgence pour le sahel (PUS-BF). Sur la période 2012-2021, un montant de 52,65 milliards FCFA en moyenne annuelle a été utilisé dans la conclusion des contrats liés aux procédures exceptionnelles.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Procédure de droit commun : Il s'agit des marchés publics conclus par Appel d'offres ouvert, Demande de prix, Demande de proposition suivi de manifestation d'intérêt.

Procédure exceptionnelle : Il s'agit des marchés publics conclus par entente directe ou par Appel d'offres restreint.

Sources statistiques : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, base de données

¹⁷ Les marchés conclus au niveau des EPE, des Collectivités Territoriales, des Maîtrises d'Ouvrage Délégées depuis 2011, les procédures allégées ne sont pas pris en compte dans les statistiques. La norme communautaire pour les marchés conclus selon les procédures exceptionnelles en nombre et valeur est de 15,0% au maximum.

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau VI.3 : Évolution de la variation des marchés publics en nombre par mode de passation

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Appels d'offres ouverts	-124	-507	-159	7	-79	64	140	-59	380	-276
Demandes de prix	-631	-481	-122	38	-3	71	179	-30	178	-93
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	-20	-94	-1	12	-23	-6	42	22	-41	102
Appels d'offres restreints	30	-31	17	-45	-16	0	11	47	9	73
Entente directe	8	-48	-9	40	-44	9	102	-37	131	-93
Total	-737	-1161	-274	52	-165	138	474	-57	657	-287

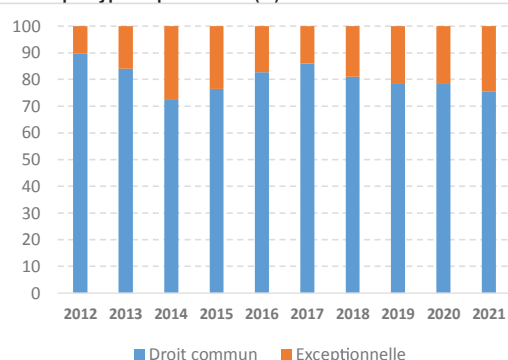
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau VI.4 : Évolution de la variation des marchés publics en valeur par mode de passation (milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Appels d'offres ouverts	76	-65,31	128,22	-126,4	-12,37	-68,38	84,25	10,38	90,58	-180,7
Demandes de prix	-2,08	-2,11	-1,3	0,32	0,02	1,64	3,02	-0,28	20,2	-18,57
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	9,6	-9,5	4,31	4,09	1,38	-12,48	6,66	0,34	0,36	0,36
Appels d'offres restreints	4,49	-2,22	12,54	-23,44	-5,77	-0,06	7,9	89,42	-82,42	37,13
Entente directe	20,27	-9,25	-6,31	43,09	-40,44	6,67	-7,62	23,83	16,03	-14,78
Total	108,29	-88,38	137,45	-102,34	-57,17	-72,63	94,22	123,68	44,75	-176,55

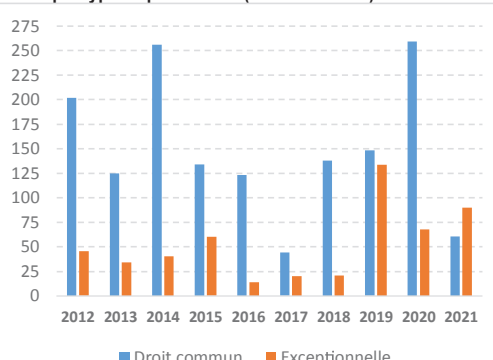
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique VI.3 : Evolution de la structure des marchés publics en volume par type de procédures (%)



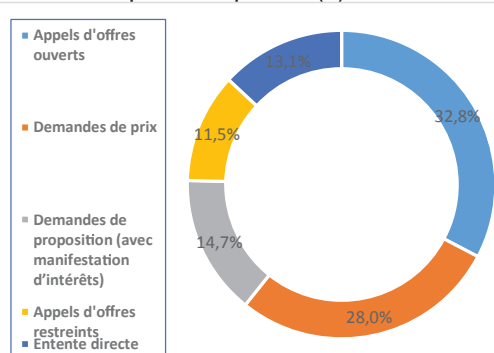
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique VI.4 : Evolution des marchés publics conclus en valeur par type de procédures (milliards FCFA)



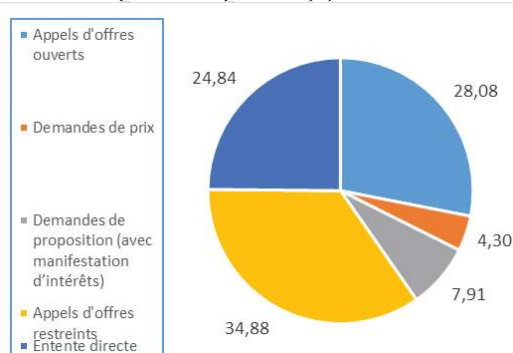
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique VI.5 : Répartition des marchés publics conclus en volume en 2021 par mode de passation (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique VI.6 : Répartition des marchés publics conclus en valeur en 2021 par mode de passation (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

VI.3 Indicateurs des prestataires de services financiers

Points saillants :

- hausse du taux d'intérêt nominal des crédits bancaires de 0,5 point de pourcentage en 2021 ;
- hausse de l'encours du crédit accordé par les banques et les SFD de 378,20 milliards FCFA en 2021 ;
- hausse du Taux global d'utilisation des services financiers de 6,0 points de pourcentage en 2021.

Commentaire général

Nombre de prestataires de services financiers

En 2021, le paysage financier du Burkina Faso compte 15 banques, 04 établissements financiers, 135 Systèmes financiers décentralisés (SFD), 15 sociétés d'assurance, 10 fonds nationaux de financement, 01 Etablissement de monnaie électronique (EME), le Trésor public et la Poste Burkina Faso.

Sur la période 2012-2021, le nombre de banques est passé de 12 à 15 en 2018 et est resté constant sur le reste de la période. On compte 01 Etablissement de monnaie électronique sur toute la période. Quant aux compagnies d'assurances, leur nombre est passé de 12 à 15 avec un pic de 17 en 2018. Concernant les SFD, leur nombre a connu une baisse continue jusqu'en 2018, avant de s'inscrire en hausse pour le reste de la période. La tendance baissière des SFD de la première partie de la période s'explique par les effets de l'application de la loi n°023-2009/AN du 14 mai 2009 portant réglementation des SFD qui vise, d'une part, l'assainissement du domaine et, d'autre part, la fusion de certains SFD.

Taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF)

En 2021, le TGUSF est de 81,4% en hausse de 6,0 points de pourcentage par rapport à 2020.

Sur la période 2012-2021, le TGUSF est passé de 27,8% en 2012 à 45,7% en 2016 puis à 67,8% en 2017. Cette hausse exceptionnelle de 2017 s'explique en partie par l'avènement des Emetteurs de monnaie électronique en 2016. En effet, ces structures ont lié la détention d'une puce de télécommunication à l'ouverture d'un compte.

Taux d'intérêt nominal des crédits et des dépôts bancaires

En 2021, le taux d'intérêt nominal des crédits bancaires s'est établi à 7,5% en hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2020.

Sur la période 2012-2021, le taux d'intérêt nominal des crédits bancaires est passé de 9,4% à 7,5%. Cette tendance baissière est liée entre autres au taux directeur de la BCEAO et aux risques de crédit.

Concernant le taux d'intérêt nominal des dépôts, il s'est situé à 5,1% en 2021, en baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à 2020. Sur la période 2012-2021, il a varié entre 4,6% et 5,1%.

Encours du crédit accordé par les banques et les SFD

En 2021, l'encours du crédit¹⁸ s'est établi à 4 067,13 milliards FCFA soit 3 781,50 milliards FCFA pour les banques et 285,63 milliards FCFA pour les SFD. Comparé à 2020, il est en hausse de 378,20 milliards FCFA soit 10,3%. Sur la période 2017-2021, il a augmenté en moyenne de 9,9%. Cette tendance s'explique en partie par la hausse continue de la masse monétaire, le dynamisme du secteur privé, l'augmentation de la consommation, les exigences de la BCEAO en matière du taux faible applicable aux réserves des banques secondaires et à la politique étatique de promotion de l'inclusion financière.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Système Financier Décentralisé : C'est une institution dont l'objet principal est d'offrir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers tels que définis par la loi portant réglementation bancaire et habilitée aux termes de la loi n°023-2009/AN du 14 mai 2009 portant réglementation des SFD à fournir ces prestations.

Taux global d'utilisation des services financiers : Il représente la proportion de la population adulte (âgée de 15 ans et plus) détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne, le Trésor, les institutions de microfinance, ou détenant un compte de monnaie électroniques (base comptes actifs).

Source statistique : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière.

¹⁸ Annuaire statistique de l'inclusion financière 2021

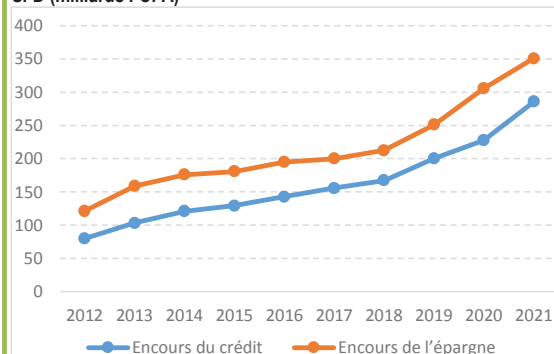
Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau VI.5 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de banques	12	12	12	13	13	14	15	15	15	15
Nombre d'Etablissements financiers	5	5	4	4	4	4	4	4	4	4
Nombre de Systèmes financiers décentralisés	154	154	151	134	133	125	125	132	135	135
Compagnies d'assurance	12	13	14	15	16	16	17	16	15	15
Taux d'intérêt nominal des crédits (TINc) bancaires	9,4	8,8	8,2	8,0	7,5	7,2	7,4	7,3	6,9	7,5
Taux d'intérêt nominal des dépôts (TIND)	4,6	4,8	5,2	4,7	5,4	5,7	5,7	5,9	5,8	5,1
Taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF)	27,8	35,1	32,0	41,1	45,7	67,8	69,3	70,9	75,4	81,4
Encours de crédits des banques (en milliards)	-	-	-	-	-	2 633,80	2 885,40	3 227,10	3 461,20	3 781,50
Encours du crédit des SFD (en milliards)	80,10	103,50	120,90	129,30	142,90	155,80	167,40	200,30	227,70	285,60
Encours du crédit des SFD et banques (en milliards)	-	-	-	-	-	2 789,60	3 052,80	3 427,50	3 688,90	4 067,10

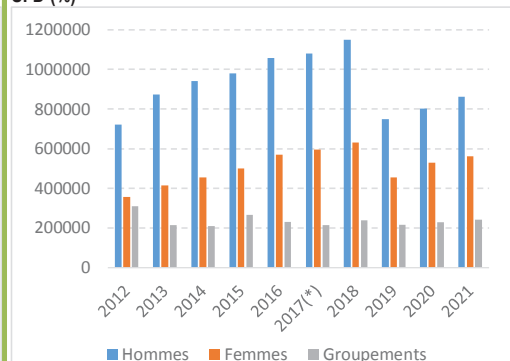
Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique VI.7 : Evolution de l'encours de l'épargne et du crédit des SFD (milliards FCFA)



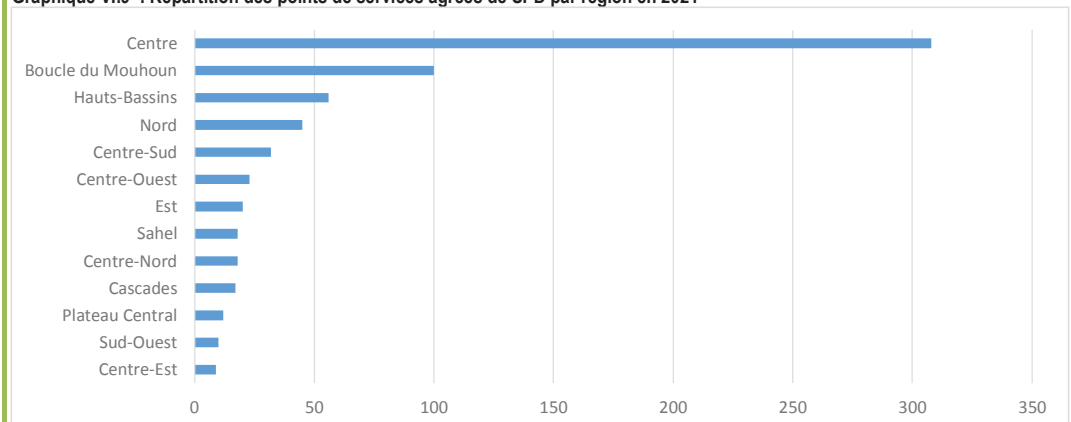
Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique VI.8 : Evolution du profil des clients /membres des SFD (%)



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Graphique VI.9 : Répartition des points de services agréés de SFD par région en 2021



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

CONCLUSION



L'environnement socioéconomique du Burkina Faso a été caractérisé en 2021 par une situation sécuritaire difficile et les conséquences de la maladie à corona virus. Malgré ce contexte, l'économie est restée résiliente ; ce qui a permis d'enregistrer une croissance du PIB réel de 6,9% après 1,9% en 2020. Cette accélération du rythme de la croissance est la résultante de la reprise de l'activité économique au niveau des secteurs secondaire et tertiaire.

Au niveau de la production statistique, le MEFP a poursuivi le suivi des indicateurs de performances des secteurs réel, monétaire, extérieur et des finances publiques. Ainsi, la quasi-totalité des indicateurs de suivi des politiques et programmes ont été calculés par les structures productrices de données et mis à jour dans l'Annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF). La production des données dans les secteurs ci-dessus cités a rendu possible leur analyse suivant différents angles dans le tableau de bord de l'économie et des finances (TBSEF).

Globalement, l'analyse fait ressortir une reprise de performance de la plupart des secteurs de l'économie par rapport à l'année précédente. La reprise de l'activité économique a été marquée notamment par une hausse de la mobilisation des recettes propres. Pour une prise en charge des aspirations de développement, des efforts doivent être poursuivis en vue de relever les défis liés à la mobilisation des ressources.

GLOSSAIRE

Concepts	Définitions
Aide alimentaire	L'aide alimentaire (FAO) Fourniture de vivres à des fins de développement, y compris les dons et prêts pour l'achat de vivres. Les dépenses connexes (transport, stockage, distribution, etc.) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi que les articles apparentés fournis par les donateurs, la nourriture pour animaux et les intrants agricoles, par exemple, pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire.
Aide projet	L'aide projet comprend non seulement l'aide destinée aux projets d'investissements, mais également celle allant à la coopération technique liée aux projets d'investissement et à la coopération technique autonome
Aide publique au développement	L'Aide publique au développement (APD) correspond aux courants d'aide en direction de pays en développement et d'institutions multilatérales émanant d'organismes publics, y compris l'Etat et les autorités locales ou leurs agents d'exécution, et dont chaque opération répond aux critères suivants : a) avoir pour objectif principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement ; b) avoir un caractère concessionnel et comprendre un élément don d'au moins 25% (au taux d'escompte de 10, cf. Prêt libéral). (L'élément don a été revu au taux de 35%).
Appel d'offres ouvert	L'appel d'offres ouvert est la procédure d'appel à concurrence ouverte par laquelle l'autorité contractante choisit l'offre conforme évaluée la moins disante, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats dans le dossier d'appel d'offres et qui peuvent être exprimés en termes monétaires.
Appel d'offres restreint	L'appel d'offres est dit restreint lorsque seuls peuvent remettre des offres, les candidats que l'autorité contractante a décidé de consulter. Le nombre de candidats admis à soumissionner, d'un minimum de trois (3), doit assurer une concurrence réelle. Il est ensuite procédé de manière identique comme en matière d'appel d'offres ouvert. Toutefois, lorsque le nombre d'entreprises exerçant dans le domaine est inférieur à trois (03), l'autorité contractante peut consulter les deux (02) entreprises.
Appui budgétaire	Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement macro-économique et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique.
Appuis financiers de l'État	Les appuis financiers au profit des collectivités s'effectuent essentiellement sous forme de subventions. Ils comprennent : 1. la subvention TPP servie aux communes depuis 1995. Il est issue de la répartition des produits de la Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP) entre l'État et les collectivités territoriales ; 2. la subvention des salaires des ex-agents provinciaux : après, la suppression des provinces en tant que collectivité territoriale, leur personnel a été transféré aux communes et aux régions. Pour alléger le poids de ces salaires sur les budgets de fonctionnement, l'Etat a décidé d'octroyer une subvention chaque année pour la prise en charge des salaires de ces ex-agents provinciaux ; 3. les dotations globales qui représentent la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement et d'investissement des collectivités territoriales ;

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Concepts	Définitions
	4. les interventions ponctuelles (participations) ; 5. les transferts de ressources en accompagnement des compétences transférées.
Autres droits d'enregistrement (ADE)	Impôt principalement perçu sur l'enregistrement des marchés publics et accessoirement par la taxation d'autres actes que ceux portant transmission de propriété ou de jouissance de biens.
Actifs extérieurs nets (AEN)	Solde de l'ensemble des opérations de la Banque Centrale et des banques commerciales avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des créances brutes sur l'extérieur, l'ensemble des engagements extérieurs.
Balance commerciale	Compte de la balance des paiements qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire ; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire.
Balance des biens et services	Elle regroupe la balance commerciale qui est la différence entre les exportations et les importations de biens et la balance des services qui est la différence entre les exportations et les importations de services (transport, communication, assurance, redevance et droits de licences, voyage, etc.)
Balance des paiements	État statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille).
Balance des revenus	Différence entre les revenus des travailleurs expatriés et les revenus d'investissements (intérêts et dividendes).
Balance des transferts courants	Compte regroupant les dépenses et revenus d'aide publique au développement, les contributions aux organisations internationales, les transferts des émigrés / immigrés. Le solde du compte des transactions courantes est le compte le plus commenté et celui retenu par le FMI.
Cadre budgétaire à moyen terme	C'est le cadre préparatoire au CDMT global. Il met en cohérence les grandes masses de ressources et de dépenses à l'effet de s'assurer de la cohérence et de la soutenabilité du cadre budgétaire. Il offre un cadre de préparation du budget cohérent à travers la conciliation des ambitions globales de dépenses et les possibilités financières du budget de l'Etat issues d'un cadrage macroéconomique dument élaboré. Il permet de s'assurer également du respect des différentes normes (soutenabilité du déficit, respect des différents engagements du gouvernement, efficacité du système de prélèvement fiscal...).
Compte de capital	Il retrace les transferts en capital (remises de dette, aides à l'investissement) entre le pays et l'étranger et les acquisitions d'actifs non financiers (brevets, droits d'auteur, etc.). Il y a transfert en capital lorsque la propriété d'un actif fixe est cédée ou lorsqu'un engagement financier est annulé par accord mutuel entre le débiteur et le créancier sans que ce dernier ne reçoive de contrepartie.
Compte de transactions courantes	Élément de la balance des paiements regroupant la balance des biens et services, la balance des revenus et la balance des transferts courants.
Compte financier	Compte retraçant les différents flux financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents. Il prend en compte : les IDE, les investissements de portefeuille (achat ou vente d'actions et d'obligations de l'étranger ou à l'étranger), les autres

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Concepts	Définitions
	investissements (financement d'opérations commerciales et diverses opérations de prêts ou d'emprunts), et les « avoirs de réserve » qui recensent la variation des réserves de change d'un pays.
Comptes courants postaux (CCP)	Solde des comptes de particuliers et entreprises auprès des chèques postaux.
Consommation finale des administrations publiques	Dépenses courantes des administrations publiques consacrées à l'achat de biens et de services (y compris la masse salariale). Elle comprend aussi la plupart des dépenses au titre de la défense et de la sécurité nationale, mais non les dépenses militaires de l'État, qui font partie de la formation de capital par l'État
Créances en souffrances	Les créances en souffrance sont constituées des créances immobilisées, des créances impayées et des créances douteuses. Les créances immobilisées sont des créances échues depuis plus de trois mois mais dont le recouvrement final, sans être compromis, ne peut être effectué immédiatement.
Créances sur l'économie (CE)	Ensemble des créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) sur les secteurs intérieurs autres que l'Administration Centrale. Elles correspondent à la quantité de crédits dont bénéficient les particuliers et les sociétés non-financières publiques et privées pour le développement de leurs activités ou pour leur consommation
Créances nettes sur les Administrations Centrales (CN-AC)	Concours net des institutions de dépôts à l'Etat ; elles correspondent aux créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) nettes de leurs engagements envers l'Administration Publique Centrale. NB : les CCP et CNE sont exclus du champ de l'Administration Publique Centrale
Créances intérieures	Somme des créances sur l'économie et des créances nettes des institutions de dépôts sur l'Administration Centrale
Créances sur l'économie	Ensemble des créances détenues par la BCEAO et les Autres Institutions de Dépôt sur les sociétés non-financières publiques et privées, les sociétés financières non collectrices de dépôt, les ménages, les ISBLSM et les administrations locales
Demande de prix	Procédure de mise en concurrence accélérée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipement et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprises n'excédant pas les seuils suivants : a. Pour les marchés de travaux : - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à soixante-quinze millions (75 000 000) de FCFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ; - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à cent millions (100 000 000) de FCFA TTC pour les sociétés d'Etat. b. Pour les marchés de fournitures, d'équipement et services courants : - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à cinquante millions (50 000 000) de FCFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ; - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à soixante-quinze millions (75 000 000) de FCFA TTC pour les sociétés d'Etat.
Demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt	La demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt est la procédure de droit commun pour la passation des marchés de prestations intellectuelles. Le contrat de prestations intellectuelles recouvre les activités qui

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Concepts	Définitions
	ont pour objet des prestations à caractère principalement intellectuel, dont l'élément prédominant n'est physiquement quantifiable.
Dépenses	Engagements non remboursables des administrations, qu'il s'agisse d'opérations avec ou sans contrepartie. Elles se décomposent en dépenses courantes (salaires et traitements, charges de la dette publique, fonctionnement et transferts courants) et en dépenses en capital
Dépenses communes interministérielles	Section 99 du budget destinée à la prise en charge des besoins de financement des ministères et institution, nés en cours d'année et de certaines dépenses spécifiques (subvention hydrocarbure, remboursement TVA.....)
Dépenses en capital	Dépenses d'investissement. Elles sont, en principe, destinées à l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels ; elles concernent aussi les paiements sans contrepartie ayant pour but de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des biens de capital. Cependant, l'acquisition par l'Etat de biens de capital pour les entreprises publiques est considérée comme une prise de participation et enregistrée en prêts nets. Les dépenses en capital sont regroupées selon l'origine du financement (ressources propres ou ressources extérieures, ces dernières portant sur l'ensemble du programme d'investissement public). On distingue également les investissements directement exécutés par les administrations publiques et les transferts en capital effectués par elles.
Dépenses ordinaires	Somme de la charge de la dette et des dépenses en atténuation de la dette, dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement et les transferts courants
Dette	Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou verser des intérêts, à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des résidents d'une économie par des personnes ou entités de la même économie et/ou d'autres économies.
Dette avalisée	Dette pour laquelle l'Etat ou ses démembrements est constitué aval (garant personnel).
Dette bilatérale	Ensemble des dettes contractées à une date donnée par un État auprès d'un autre État
Dette extérieure	Montant à une date donnée des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à un versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents, comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans paiement d'intérêt.
Dette intérieure (ou domestique)	Ensemble des dettes contractées auprès d'acteurs résidents dans le pays et exprimées en monnaie locale.
Dette intérieure contractuelle	Appelée « instruments de dette intérieure » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les dettes obtenues sur la base d'un contrat, d'une convention ou tout autre engagement signé entre l'Etat et les partenaires ou tout autre souscripteur, personne physique ou morale, résidents ; Ce sont les conventions d'emprunts passées avec les institutions financières et celles non financières, les obligations du Trésor, les bons du Trésor, les dettes titrisées ou consolidées sur les entreprises publiques ou privées et sur la banque centrale
Dette intérieure flottante	Appelée « autres dettes » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les engagements financiers à court terme de l'Etat, qui ne nécessitent pas l'établissement d'un contrat en tant que tel ; Elle regroupe deux catégories de dépenses à savoir les instances de paiement auprès du Trésor Public et les autres engagements de l'Etat à honorer par le biais du Trésor.
Dette multilatérale	Ensemble des dettes contractées par un État auprès d'un groupe d'États ou d'une Institution financière internationale (Banque mondiale, FMI, banques de

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Concepts	Définitions
	développement régionales (comme la Banque africaine de développement) et autres institutions multilatérales (comme le Fonds européen de développement)).
Dettes publiques	Dettes résultant d'emprunts contractés par l'Etat ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non résidentes.
Dettes publiques extérieures	Elle représente l'ensemble des prêts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès de créanciers (privés ou publics, bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs.
Différé de remboursement	Il correspond à la période, généralement au début de l'emprunt, pendant laquelle l'emprunteur n'a pas à rembourser de capital. Mais durant cette période, l'emprunteur rembourse les intérêts de la dette.
Droits fixes	Les droits fixes communément appelés frais de permis de recherche sont des taxes perçues par l'Etat avant l'octroi du permis. Les droits fixes sont acquittés en une seule fois par tout requérant lors de l'octroi, du renouvellement, du transfert des titres miniers ou des autorisations administratives délivrés en vertu du code minier.
Elément don	Différence entre la valeur nominale (ou valeur actualisée des décaissements) et la valeur actualisée du service de la dette, exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt. C'est un indicateur qui permet de mesurer le degré de confessionnalité de la dette.
Emprunt d'Etat	Obligation ou titre de créance négociable émis généralement dans sa propre devise par un gouvernement.
Encours de la dette	Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés.
Endettement public	Action du secteur public (administration centrale, sociétés à capitaux publics, collectivités territoriales, établissements publics de l'Etat) impliquant la création d'une dette.
Epargne de fonctionnement	Encore appelé prélèvement sur recettes de fonctionnement, l'épargne de fonctionnement est le montant provenant du prélèvement effectué sur les recettes de fonctionnement. Le taux est d'au moins 20%.
Etablissement de monnaie électronique	Personne morale autres que les banques, les établissements financiers de paiement et les systèmes financiers décentralisés, habilitée à émettre les moyens de paiement sous forme de monnaie électronique et dont les activités se limitent à l'émission et la distribution de monnaie électronique.
Exportations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des revenus des facteurs et de la propriété (autrefois qualifiés de services, y compris les revenus des facteurs), comme le produit des placements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue.
Exportations FOB	Valeur des marchandises exportées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Financement	Par définition, le financement total est égal au déficit ou à l'excédent des opérations de l'Etat sur base caisse. Il représente donc les variations des engagements de l'Etat au titre de ses remboursements futurs et celles de ses avoirs liquides, qui lui sont nécessaires pour couvrir les différences entre ses décaissements et ses encaissements. Le financement recouvre les opérations par lesquelles les administrations publiques contractent des emprunts et les remboursent, ou reçoivent des dépôts de tiers pour gérer leurs liquidités. Il comprend aussi la variation nette des avoirs que ces administrations détiennent sous forme de monnaie et de dépôts. Le financement a une importance particulière : il voudrait montrer les origines des ressources qui ont pu financer des dépenses supérieures aux recettes et dons (lorsqu'il y a déficit) ou les emplois des ressources qui ont dépassé les dépenses.

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Concepts	Définitions
	Les opérations de financement ont la même fonction que les recettes et les dons : elles permettent à l'Etat d'engager des dépenses. Mais, une opération de financement crée une dette que l'Etat devra rembourser.
Fonds communs ou paniers communs	Instrument d'intervention des PTF. Ils permettent aux PTF de cofinancer des programmes d'envergure dans une perspective d'harmonisation des procédures et des conditions de décaissements. Dans sa mise en œuvre, un PTF chef de file est désigné pour assurer la coordination avec le gouvernement
Formation brute de capital fixe (FBCF)	Dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, plus les variations nettes du niveau des stocks. L'accroissement du capital fixe recouvre les travaux d'amélioration foncière (clôtures, fossés, canaux d'écoulement, etc.) ; les installations et achats d'outillages et de matériels ; et la construction de routes, voies ferrées, et autres infrastructures, y compris les écoles, les immeubles de bureaux, les hôpitaux, les logements privés et les établissements commerciaux et industriels. Les stocks comprennent les quantités de marchandises détenues par les entreprises pour faire face à des fluctuations temporaires ou imprévues des niveaux de la production ou des ventes, ainsi que les « travaux en cours ». D'après le SCN de 1993, les acquisitions nettes de biens de valeur font également partie de la formation de capital.
Entente directe	Lorsque l'autorité contractante engage les discussions qui lui paraissent utiles avec un entrepreneur, un fournisseur, ou un prestataire de services et propose à l'autorité compétente l'attribution du marché à celui qu'elle a retenu. Le marché peut être passé par entente directe dans les cas suivants : 1. extrême urgence, pour les travaux, fournitures ou services que l'autorité contractante doit faire exécuter en lieu et place de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire défaillant ; 2. catastrophe naturelle renvoyant au déchaînement des forces de la nature entraînant d'importants dégâts et tout autre événement analogue imprévisible, indépendant de la volonté de l'autorité contractante et qu'elle ne peut surmonter en dépit de sa diligence et ne permettant pas de respecter les délais prévus dans les conditions d'appel à la concurrence nécessitant une intervention immédiate et lorsqu'elle n'a pas pu prévoir les circonstances qui sont à l'origine de l'urgence ; 3. lorsque les besoins ne peuvent être satisfaits que par une prestation nécessitant l'emploi d'un brevet d'invention, d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul entrepreneur, un seul fournisseur ou un seul prestataire ; 4. lorsque les marchés ne peuvent être confiés qu'à un prestataire déterminé pour des raisons techniques ou s'il y a une nécessité de continuer avec le même prestataire ou pour des raisons artistiques ; 5. lorsque les prestations requièrent la sélection d'un consultant particulier en raison de sa qualification unique ou de la nécessité de continuer avec le même prestataire ; 6. lorsque les prix unitaires des biens sont réglementés ou font l'objet d'une tarification et que le montant du contrat est strictement inférieur à deux cent cinquante millions (250 000 000) de FCFA toutes taxes comprises ; 7. lorsque la procédure de demande de cotation est infructueuse ; 8. pour les prestations spécifiques dont la liste et les modalités de mise en œuvre sont données par arrêté du ministre en charge du budget.
Importations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands provenant du reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services hors facteurs.
Importations Free On Board (FOB)	Valeur des marchandises importées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Concepts	Définitions
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques	Impôt annuel perçu sur les bénéfices des activités ou des professions industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, pastorales et forestières exercées par les exploitants individuels. Il est également perçu sur les bénéfices réalisés par les titulaires de permis d'exploitation minière et d'autorisation d'exploitation de carrières.
Impôt sur les revenus des créances dépôts et cautionnements (IRC)	Impôt appliqué aux revenus de capitaux mobiliers entendus comme les intérêts, arrérages, primes de remboursement et tous autres produits des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ainsi que les produits des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou ses actionnaires
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	Impôt perçu sur les revenus distribués par les sociétés et personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés. Cet impôt est prélevé à la Source sur les dividendes, jetons de présence, tantièmes, autres revenus des actions, parts sociales et obligations mis à la disposition des bénéficiaires. Il est régi par les articles 648 à 668 du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de l'Impôt sur les Valeurs Mobilières.
Impôt sur les sociétés (IS)	Impôt perçu sur l'ensemble des bénéfices ou revenus des sociétés, des autres personnes morales et des organismes assimilés (regroupés sous le vocable de « sociétés ») ayant une activité commerciale.
Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	Impôt dû mensuellement par les salariés domiciliés au Burkina Faso sur leurs revenus tels que les traitements publics et privés, les salaires, les indemnités, les émoluments, y compris les avantages en nature à l'exception de ceux supportés par l'Etat, les Collectivités territoriales et les Etablissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial. Autrement dit, l'IUTS est perçu sur toute rémunération versée à une personne à l'occasion ou en contrepartie d'une activité qu'elle en vertu d'un contrat écrit ou tacite qui la place en état de subordination vis-à-vis d'un employeur.
Impôts sur les revenus fonciers (IRF)	Impôt perçu sur les revenus de la location ou sous-location des immeubles bâtis ou non bâtis quel que soit leur usage, ainsi que les revenus accessoires.
Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)	Mesure de l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice synthétique de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.
Investissement, équipement	Acquisitions d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillages techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.
Investissements de portefeuille	Achats de titres de propriété ou de créance émis par des agents non-résidents (c'est-à-dire, schématiquement, à l'étranger) par des épargnants qui ne désirent pas pour autant prendre le contrôle de l'entreprise, mais simplement placer leur argent dans une optique de rentabilité. Conventionnellement, selon le FMI, on considère qu'un achat d'action est un investissement de portefeuille (un placement) tant que le Total des actions détenues représente moins de 10 % du capital social de l'entreprise.
Investissements directs à l'étranger (IDE)	Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion. Plus précisément, d'après la définition du FMI, les IDE connaissent quatre

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Concepts	Définitions
	formes : La création d'une entreprise ou d'un établissement ; l'acquisition d'au moins 10 % du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante ; le réinvestissement de ses bénéfices par une filiale ou une succursale située à l'étranger ; les opérations entre la maison mère d'une firme transnationale et ses filiales (souscription à une augmentation de capital, prêts, avances de fonds, etc.
Loi de finances initiale	Loi prévoyante et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État. Elle comprend deux parties distinctes : Dans la première partie, elle autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier. Dans la seconde partie, elle fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les autorisations nouvelles par titre et par ministère ; elle autorise, en distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux du Trésor. La loi de finances initiale doit être votée avant le début de l'année à laquelle elle se rapporte.
Loi de finances rectificative	Loi modifiant en cours d'année, les dispositions de la loi de finances initiale de l'année (appelée aussi "collectif").
Loi de règlement	Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la Loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant par ses lois rectificatives
Marché public	Contrat administratif écrit, conclu à titre onéreux par une autorité contractante avec des entités privées ou publiques pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures, d'équipements ou de services.
Masse monétaire (MM)	Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Elle recouvre les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire + dépôts à vue) et quasi monétaires (comptes d'épargne et dépôts à terme).
Minimum forfaitaire de perception (MFP)	Impôt équivalent à l'impôt sur les sociétés, perçu au titre d'une année déterminée, sur les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un montant déterminé indiqué par le Code général des Impôts.
Obligations cautionnées (OC)	Traites douanières, cautionnées par une ou plusieurs banques, souscrites au profit du Trésor public par les particuliers ou entreprises, auxquels ont été consentis des délais de paiement.
Participation de l'Etat	Dans le domaine des finances locales, la participation de l'Etat est constituée un montant prévisionnel des contributions financières de l'Etat aux dépenses de fonctionnement d'une collectivité territoriale.
Portefeuille à risque de 90 jours (PAR 90)	Il s'agit de l'encours des crédits affichant au moins 91 jours de retard rapporté au Portefeuille de crédit total.
Prélèvement communautaire (PC)	Un prélèvement perçu pour le compte de la CEDEAO sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de la CEDEAO (0,5% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Prélèvement communautaire de solidarité (PCS)	Un prélèvement perçu pour le compte de l'UEMOA sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de l'Union (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Produit intérieur brut (PIB)	Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Concepts	Définitions
	le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ; le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte
Programmation d'investissements glissant triennale publics	Le Programme triennal d'investissements publics glissant décrit le cadre de cohérence des investissements publics avec les grandes orientations de l'Etat définies dans les différents référentiels de développement économique et social. Il s'appuie sur le CBMT et constitue de ce fait un outil de gestion qui permet d'améliorer la transparence budgétaire et la visibilité des investissements. C'est un cadre de programmation des investissements sur une période de trois (3) ans, qui a pour ambition de présenter l'allocation des ressources budgétaires en se fondant sur des programmes réalistes et réalisables par les différents départements ministériels et institutions.
Ratio	Rapport entre deux valeurs financières ou économiques (d'un pays) établissant la comparaison entre une situation et une norme donnée
Ratio de soutenabilité de la dette par rapport aux recettes d'exportation	Rapport entre le service de la dette et le total des recettes d'exportation de biens et services (non facteurs de production). Elle mesure le poids de la charge de la dette par rapport aux exportations de biens et services (non facteurs de production).
Recettes	Ensemble des encaissements non remboursables et sans contrepartie provenant de prélèvements obligatoires (tels les impôts) ainsi que les encaissements non remboursables et avec contrepartie (tels que le revenu de la propriété et du patrimoine, les droits divers et redevances) ne provenant pas d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères, ou d'organisations internationales.
Recettes en capital	Paiements comportant une contrepartie correspondant à une opération en capital telle que la vente de biens de capital fixe, de stock, de terrains ou d'actifs incorporels. On rajoutera aux recettes en capital les recettes du portefeuille des participations de l'Etat et des transferts en capital (versements sans contrepartie effectuées à des fins de formation de capital) provenant de Sources autres que les administrations publiques. Elles ne comprennent pas le produit des privatisations, qui doit être classé en financement.
Recettes fiscales	Paiements sans contrepartie et non remboursables effectués au profit des administrations publiques. Elles comprennent également les droits et frais perçus par les administrations n'ayant aucune commune mesure avec le coût ou l'ampleur du service fourni au payeur.
Recettes non fiscales	Elles comprennent tous les encaissements non remboursables des administrations publiques ayant une contrepartie à l'exception de ceux qui proviennent des ventes de biens en capital, toutes les amendes et pénalités à l'exception de celles relatives aux infractions fiscales, et tous les encaissements courants des administrations publiques représentant des versements volontaires, non remboursables et sans contrepartie.
Redevance informatique (RI)	Redevance perçue sur les déclarations en détail (5000 FCFA par déclaration en détail d'un article majoré de 1000 FCFA par article supplémentaire) pour les bureaux de douane informatisés.
Redevance statistique	Taxe inscrit au tableau des droits du Tarif extérieur commun de la CEDEAO (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Région/conseil régional	Subdivision du territoire dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est une entité d'organisation et de coordination de développement administrée par un président de conseil régional

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Concepts	Définitions
Remise spéciale (RSP)	Remise payée sur les déclarations dont les droits et taxes sont liquidés à crédit (1 pour milles sur le montant des droits et taxes liquidés).
Ressources transférées	Les ressources transférées sont des ressources affectées. En effet, la loi portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso exige que tout transfert de compétences soit accompagné d'un transfert de ressources. L'Etat a commencé à procéder à partir de 2009 aux transferts de ressources.
Retenues à la Source	Technique de prélèvement de l'impôt. Elle est réalisée pour l'Etat par un tiers payeur tel qu'un employeur (pour les revenus provenant d'une activité salariée) ou encore une banque (pour les revenus découlant de valeurs mobilières), comme un acompte sur la somme finale de l'impôt.
Retenues extérieures (RET/ EXT)	Idem aux retenues à la Source
Retenues intérieures (RET/INT)	Idem aux retenues à la Source, avec la particularité d'être collectées par les sociétés minières sur leurs fournisseurs.
Royalty ou redevances proportionnelles	C'est un ensemble de redevances dues, en échange d'un droit d'exploitation ou de passage, au propriétaire d'un terrain. Les royalties ainsi reversées par des exploitants, sont perçues sur la base d'un protocole préalablement établi. Elles sont calculées en fonction de la valeur, du type de minerai ou carrière exploité.
Secteur primaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale est l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche ou la sylviculture.
Secteur secondaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève de l'industrie manufacturière ; de l'industrie extractive; de la production et la distribution de l'électricité, de l'eau et du gaz; des bâtiments et travaux publics.
Secteur tertiaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève du commerce, du transport, des communications, des banques et assurances, des autres services et de l'administration.
Sections	Ministères ou institutions bénéficiaires de dotations budgétaires. Elles sont codifiées par deux (02) caractères et correspondent au premier niveau de la classification par destination.
Service de la dette	Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.
Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM)	Part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.
Solde budgétaire de base	Ce solde représente les recettes totales hors dons auxquelles il faut soustraire les dépenses courantes et les dépenses d'investissement sur ressources internes.
Solde budgétaire de base soutenable	Solde budgétaire de base cohérent avec la préservation de la viabilité de la dette et de la soutenabilité des finances publiques notamment le maintien durable du ratio « service de la dette sur recettes budgétaires » en deçà du seuil requis (actuellement de 15%).
Solde global (déficit ou excédent)	Le solde global mesure l'écart entre les ressources (Recettes Totales et dons) et les dépenses (Dépenses Totales et prêts nets). (Excédents si les ressources sont supérieures aux dépenses, déficit dans le cas contraire).
Solde global de base	C'est le solde global hors dons et hors investissements financés sur ressources extérieures. Cet indicateur permet de mesurer la soutenabilité de la politique budgétaire.
Solde global hors dons	Différence entre les recettes Totales et les dépenses Totales et prêts nets. Il indique véritablement l'ampleur de l'effort budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux dons. De plus, il permet de

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

CHIFFRES CLES DU SECTEUR «ECONOMIE ET FINANCES»

Tableau 01 : Évolution de la population

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Burkina Faso	16 779 206	17 322 796	17 880 386	18 450 494	19 034 397	19 632 147	20 244 080	20 870 060	21 510 181	22 163 838
Homme	8 095 324	8 357 967	8 627 830	8 904 256	9 187 904	9 478 805	9 777 136	10 082 776	10 395 705	10 715 597
Femme	8 683 882	8 964 829	9 252 556	9 546 238	9 846 493	10 153 342	10 466 944	10 787 284	11 114 476	11 448 241

Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau 02 : Évolution de quelques données socio-économique

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB réel (en milliards FCFA)	6 098,90	6 452,18	6 731,36	6 995,31	7 412,09	7 871,90	8 391,80	8 869,14	9 060,23	9 664,70
Croissance réelle du PIB (%)	6,45	5,79	4,33	3,92	5,96	6,20	6,60	5,69	1,93	6,91
PIB réel / Habitants (en milliers FCFA)	382,21	383,32	385,03	379,14	399,55	417,24	435,98	454,19	479,88	436,06

Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau 03 : Évolution des recettes budgétaires (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes ordinaires	997,76	1 096,46	1 051,23	1 033,40	1 201,79	1 355,60	1 439,91	1 660,19	1 566,98	1 974,01
Recettes extraordinaires	223,71	328,49	378,42	269,04	403,13	122,17	151,55	144,97	291,24	276,83
Total des recettes	1 056,06	1 326,24	1 474,88	1 320,28	1 436,53	1 477,77	1 591,45	1 805,16	1 858,22	2 250,84
Dépenses ordinaires	907,81	907,03	1 037,43	1 100,33	1 279,07	1 299,24	1 382,70	1 612,32	1 665,87	1 778,07
Dépenses en capital	654,65	761,88	520,46	441,89	535,88	673,37	564,76	525,31	737,04	810,98
Total des dépenses	1 562,46	1 668,91	1 557,89	1 542,22	1 814,95	1 972,61	1 947,45	2 137,63	2 402,91	2 589,05

Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau 04 : Évolution de l'encours de la dette publique du Burkina Faso (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Encours de la dette	1 459,57	1 642,26	1 733,76	1 935,95	2 188,52	2 497,11	2 767,19	3 365,95	3 967,53	6 178,71
Dette extérieure	1 290,56	1 295,98	1 412,86	1 615,07	1 766,14	1 742,99	1 909,56	2 188,57	2 464,25	2 852,47
Dette intérieure	351,69	437,78	523,10	573,46	730,97	1 024,20	1 456,39	1 778,96	2 313,42	3 326,23
Service de la dette	92,55	105,46	156,41	168,35	228,39	229,30	256,04	345,07	558,53	807,00
Service de la dette extérieure	37,42	38,85	45,51	48,75	56,33	70,37	78,14	80,45	84,91	101,16
Service de la dette intérieure	55,13	66,61	110,90	119,60	172,06	158,93	177,90	264,62	473,62	705,84

Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau 05 : Évolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financements

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Aide projet (en millions de \$US)	716,87	793,11	803,10	647,71	774,08	948,09	1 134,53	1 118,10	1 452,31	1802,94
Appui budgétaire (en millions de \$US)	347,96	256,13	269,73	420,03	282,70	133,47	242,62	328,86	575,09	258,09
Aide alimentaire (en millions de \$US)	52,97	39,51	22,02	25,79	31,66	52,03	50,92	40,43	7,46	64,63
Assistance et secours d'urgence (en millions de \$US)	45,05	59,39	10,17	7,16	6,34	1,06	12,15	61,32	106,80	44,04
Total APD (en millions de \$US)	1 162,85	1 148,14	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 134,65	1 440,22	1 548,72	2 141,66	2 169,70
Total APD (en milliards F CFA)	583,00	577,58	555,88	553,70	648,60	660,22	800,73	907,41	1 233,00	1203,16

Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau 06 : Évolution des opérations financières de l'Etat (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes totales et dons	1 276,41	1 441,75	1 321,15	1 277,98	1 410,70	1 583,57	1 745,87	1 881,97	1 975,34	2223,83
Dépenses totales et prêts nets	1 452,87	1 652,66	1 434,63	1 411,60	1 636,45	2 146,47	2 127,61	2 177,42	2 499,95	2867,23
Solde courant	170,15	298,30	178,06	124,73	111,73	70,61	147,41	103,21	-65,23	59,07
Solde global base engagements	-176,46	-210,91	-113,48	-133,62	-225,75	-562,90	-381,74	-295,45	-524,61	-643,40
Solde global base caisse	-104,18	-160,09	-37,49	-222,84	-138,66	-488,13	-478,39	-298,04	-532,83	-639,16

Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau 07 : Balance des paiements (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Compte des transactions courantes	-82,86	-664,56	-493,24	-529,37	-462,37	-412,10	-369,26	-306,92	326,65	418,63
Compte de capital	137,78	238,41	200,19	153,77	150,14	172,84	175,84	125,93	211,62	252,76
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	54,92	-426,15	-293,05	-375,60	-312,22	-239,26	-193,43	-180,99	538,27	671,39
Compte financier	61,70	-282,93	-163,49	-654,87	-554,91	-490,73	-313,22	-252,60	60,73	-53,42
Solde global	-3,37	-147,02	-132,92	283,57	239,40	246,98	116,29	67,41	475,13	721,32

Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau 08 : Situation des institutions monétaires (en milliards FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Avoirs extérieurs nets	543,65	518,63	578,35	873,81	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81	1 778,20	2169,34
Créances nettes sur l'administration centrale	-16,53	-27,48	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93	28,89
Créances sur la Banque Centrale	147,36	155,05	156,93	186,19	186,17	215,68	245,19	253,32	451,83	649,90
Créances sur les autres secteurs	1 257,67	1 558,61	1 826,04	2 014,68	2 140,09	2 365,06	2 658,98	2 909,84	3 180,58	3546,25
Engagements envers la banque centrale	219,95	309,36	520,10	656,52	778,37	765,42	548,63	814,98	903,98	1088,20

Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau 09 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (UEMOA)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	-3,6	-2,9	-1,8	-2,2	-3,6	-6,3	-4,3	-3,4	-5,2	-5,9
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) (%)	3,8	0,5	-0,3	1	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	42,1	46,9	55,5
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	38,4	37,1	51,1	52,3	57,9	49,3	52,2	59,2	65	56,2
Taux de pression fiscale (en %)	13,4	14,2	12,5	12,5	13	15,3	15,3	15,1	13,5	15,5
Ratio investissements sur ressources propres/recettes fiscales	45,2	50,1	35,0	32,5	31,5	46,1	33,0	29,5	31,6	30,7

Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau 10 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (CEDEAO)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) / (PIB)	3,60	2,90	1,80	2,20	3,60	6,30	4,30	3,40	5,20	5,90
Taux d'inflation en moyenne annuelle	3,80	0,50	-0,30	1,00	-0,20	2,90	1,90	-3,20	1,90	3,90
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réserves brutes en mois d'importation	6,50	4,70	4,60	5,00	4,40	4,20	4,80	5,70	5,90	5,50
Ratio dette / PIB	24,90	25,40	27,40	30,90	32,30	33,40	37,70	42,10	46,90	55,40
Variation du taux de change nominal*	-4,80	4,10	0,10	-9,30	0,50	2,10	2,60	-2,80	1,00	1,40
Ratio investissements sur ressources propres/recettes fiscales	45,2	50,1	35,0	32,5	31,5	46,1	33,0	29,5	31,6	30,7
Taux de pression fiscale (en %)	13,4	14,2	12,5	12,5	13	15,3	15,3	15,1	13,5	15,5

Source : DGEES, Annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances

Tableau 11 : Évolution de quelques indicateurs clés entre 2020 et 2021

Indicateurs clés	2020	2021
PIB (courants en milliards FCFA)	10 322,3	10 945,1
Taux de croissance du PIB réel (%)	1,9	6,9
PIB réel par habitant (FCFA)	420,3	436,1
Service de la dette extérieure / Exportations (%)	2,9	3,1
Service de la dette extérieure / Recettes budgétaires hors dons (%)	5,1	5,2
Encours de la dette publique/PIB nominal (%)	47,2	57,2
Aide publique/PIB nominal (%)	11,9	11,0
Aide publique par habitant (en milliers de FCFA)	57,3	54,3
Masse salariale/recettes fiscales (%)	65,2	56,2
Taux de pression fiscale (%)	13,5	15,5
Taux d'inflation (%)	1,9	3,9

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

ANNEXE 1 : ÉQUIPE D'ÉLABORATION DU TABLEAU DE BORD STATISTIQUE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES 2021

NOM ET PRÉNOMS	FONCTION	CONTACTS
SANE/CONGO Aïssata	Directrice générale des études et des statistiques sectorielles	70 29 45 38 saneaissata@yahoo.fr
NANEMA Marcellin	Directeur des statistiques sectorielles	71 50 13 90 nanemamarcelin@yahoo.fr
GANSONRE Ismaël	Chef de service de production statistiques	78 07 44 65 igansonre@yahoo.fr
OUEDRAOGO Franck Edouard	Chef de service de développement statistiques	78 12 58 40 ouedraogofranck98@yahoo.com
NIKIEMA Joseph	Chargé de production des statistiques économiques et financières	78 26 02 19 Josephnikiema09@gmail.com
BAYALA Bouboualé	Chargé de production des statistiques économiques et financières	70 44 58 08 bayalaboubouale@gmail.com
OUEDRAOGO Mahamadi	Chargé de production des statistiques économiques et financières	61 21 21 62 mahamadijnb@gmail.com
ZIBA Didier Arnaud	Chargé de production des statistiques économiques et financières	70 33 30 10 zibarnodidier@gmail.com
OUEDRAOGO A. Guélilou	Chargé de production des statistiques économiques et financières	70 85 89 08 agsoro0@gmail.com
DARGA Raymond Bernard	Chargé de production des statistiques économiques et financières	76 69 54 94 zikisso2015@gmail.com

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

ANNEXE 1 : ÉQUIPE D'ÉLABORATION DU TABLEAU DE BORD STATISTIQUE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES 2021

N°	NOM ET PRÉNOMS (s)	SEXE	STRUCTURE	CONTACTS
1.	Aïssata SANE/CONGO	F	DGESS	70 29 45 38 saneaissata@yahoo.fr
2.	NANEMA Marcellin	M	DGESS	71 50 13 90 nanemamarcellin@yahoo.fr
3.	BAYALA Bouboualé	M	DGESS	70 44 58 08 bayalaboubouale@gmail.com
4.	OUEDRAGO Franck Edouard	M	DGESS	78 12 58 40 ouedraogofranck98@yahoo.com
5.	GANSONRE Ismaël	M	DGESS	73 75 25 03 igansonre@yahoo.fr
6.	NIKIEMA Joseph	M	DGESS	78 26 02 19 Josephnikiema09@gmail.com
7.	OUEDRAOGO Mahamadi	M	DGESS	61 21 21 62 mahamadib@gmail.com
8.	OUEDRAOGO Ousséni	M	DGB	78 85 09 90 ouedraogoousseni2020@gmail.com
9.	OUATTARA Ben Ismaël	M	DGESS	71 03 85 90 ismaelben7@yahoo.fr
10.	ZIBA Didier Arnaud	M	DGESS	70 33 30 10 zibamodidier@gmail.com
11.	DARGA Raymond Bernard	M	DGESS	76 69 54 94 zikisso2015@gmail.com
12.	SENI Yves Innocent	M	DGTCP/RG	72 78 67 44 yveseni@gmail.com
13.	YAMEOGO N. Juste	M	DG-CMEF	70 14 86 86 justeyam2014@gmail.com
14.	BAMOGO Jean Paul	M	DAF/SEBC	70 84 07 77 bwsamq@yahoo.com
15.	ZALLE Hamadé	M	DGTCP/DDP	70 13 19 72 hamade.poko@gmail.com
16.	OUEDRAOGO Kadiatou R.	F	DRH	71 18 61 20 ouedkadia89@gmail.com
17.	SAWADOGO Lassinin	M	DGD	76 91 24 88 slassinin@yahoo.fr
18.	SOULAMA Tiakoumbié	M	DGI	74 66 78 18 soulamatiak2014@gmail.com
19.	IDANI/KOILAGA S. S. Cézarine	F	DGEP/DPAM	79 03 46 40 koilagass@yahoo.fr
20.	OUEDRAOGO R. Jean	M	DGESS	70 09 89 73 ouedjeandr@gmail.com
21.	ZONGO Alexis	M	DGESS	70 01 55 40 alexiszongo@yahoo.fr
22.	TOE B. Alain	M	DGESS/SFM	70 65 22 69 bautoalaintoe80@gmail.com
23.	GUIGMA Alidou	M	BCEAO	76 15 15 04 aquigma@bceao.int
24.	GUIGMA Payédé	M	DGESS	76 77 36 70 rquigma1@gmail.com
25.	OUEDRAOGO Abdoul-Guelilou	M	DGESS	70 85 89 08 agsoro0@gmail.com

Tableau de bord statistique 2021 de l'économie et des finances

26.	NANA Souleymane	M	DGCOOP	70 06 95 90 soul89ganbo@gmail.com
27.	OUEDRAOGO W. Claver	M	MATDS/DGCT	70 53 93 83 inladwecan@gmail.com
28.	KI/OUEDRAOGO Fatoumata	F	SP-PIF	70 00 33 13 fati_oueder@yahoo.fr
29.	SEGUEDA P. N. Théophile	M	INSD	70 06 16 80 theosequeda@yahoo.fr
30.	BOUDA/ YAMEOGO T. Odette	F	SP/CNPE	70 70 83 30 ytodette@yahoo.fr
31.	SAWADOGO Abdoulaye	M	DGDT	65 73 43 32 sawabdoulaye123@gmail.com